

Strategisch-räumliches Betriebskonzept und Masterplan INFORAMA

Schlussbericht
Stand 13. November 2020



Projektteam

Christine Steiner Bächli
Esther Orgel
Ina Peukes

EBP Schweiz AG
Mühlebachstrasse 11
8032 Zürich
Schweiz
Telefon +41 44 395 16 16
info@ebp.ch
www.ebp.ch

201113_INFORAMA_strategisch-räumliches Betriebskonzept und Masterplan.docx
Projektnummer: Projektnummer: 219251

Management Summary

L'INFORAMA est une division de l'Office de l'agriculture et de la nature du canton de Berne (OAN). En tant que centre de formation, de vulgarisation et de conférence, l'INFORAMA remplit de nombreuses tâches. Avec leurs infrastructures, les différents sites de l'INFORAMA se consacrent chacun à un éventail de cursus relevant de la formation initiale (y c. la maturité professionnelle), de la formation professionnelle supérieure ainsi que du perfectionnement dans les domaines de l'agriculture, de l'économie familiale rurale, des professions équestres et des cultures maraîchères. Par ailleurs, les conseillères et conseillers du service de vulgarisation agricole aident à résoudre les questions ayant trait à l'exploitation, aux techniques de production ou aux aspects sociaux qui se posent à l'agriculture et à l'économie familiale rurale bernoises.

Contexte

Les exigences actuelles et futures établies par la Stratégie des locaux scolaires 2030 sont loin d'être satisfaites par les locaux dont disposent les bâtiments de l'INFORAMA. De plus, la dissémination des sites occupés par l'INFORAMA entrave son bon fonctionnement, sa gestion, son développement et l'adoption d'une culture d'entreprise partagée. Un constat d'inefficacité s'impose dès lors et il n'est plus envisageable de maintenir la configuration actuelle.

Au vu des fonds à engager pour moderniser cet ensemble, un examen exhaustif des sites et des bâtiments doit être effectué afin de déterminer quels sites et quelles modalités sont à retenir pour cibler au mieux les investissements et les mesures d'entretien à réaliser dans les infrastructures. Le présent plan stratégique régional d'exploitation représente une base de planification au long cours sur laquelle fonder un classement par ordre de priorité des investissements à effectuer à moyen et à long terme, dans l'esprit du mandat confié par le Conseil-exécutif consistant à « investir au bon moment et au bon endroit ».

Objectifs

Une analyse des atouts et des faiblesses a permis de dégager et de classer les exigences à remplir par les futures infrastructures ainsi que les objectifs fondamentaux, les lignes directrices stratégiques et les critères d'évaluation. Plusieurs variantes ont été élaborées sur cette base, dont les solutions à l'extrême opposé : « Statu quo – degré minimal de modification » (investissement minimal sur tous les sites) et « Centralisation – degré maximal de modification » (concentration de l'investissement sur un site unique). Une troisième variante, portant sur les « Centres de compétence », s'appuie sur les particularités du terroir agricole bernois, subdivisé en trois zones de végétation, ainsi que sur les partenariats actuels et les perspectives en la matière pour les systèmes d'innovation et de gestion des connaissances dans le domaine agricole.

Variantes

Des critères liés à l'exploitation, à la construction et à la politique ont été définis sur la base des lignes directrices et des objectifs stratégiques afin d'évaluer les variantes.

Évaluation des variantes

La variante « Statu quo » n'est pas considérée comme viable puisqu'elle ne satisfait en aucune façon les exigences posées aux infrastructures censées porter l'offre de l'INFORAMA en termes de modernité et de potentiel évolutif. Elle vise en effet uniquement le maintien à court terme des infrastructures existantes.

Récapitulatif
« Statu quo »

La variante « Centres de compétences » constitue un scénario viable, réaliste et raisonné, à même de viser des infrastructures modernes et évolutives pour l'INFORAMA sans renoncer au rattachement local des différents sites. Un équilibre est ainsi obtenu entre une centrale de poids au rayonnement national et un ancrage dans les régions. Cette variante permet de centraliser les activités sur le site de Rütli (moyennant des investissements de remplacement) et de moderniser les infrastructures sur les sites de l'Oberland bernois et du Seeland.

Récapitulatif
« Centres de
compétences »

Si la variante « Centralisation » constitue un scénario viable capable de concrétiser le projet d'infrastructures modernes et évolutives pour l'INFORAMA, elle ne garantit pas à coup sûr le maintien de l'ancrage régional. Il importe également de ne pas sous-estimer les répercussions des trajets rallongés pour l'accès par la clientèle et les apprenties et apprentis originaires de la région ainsi que par les collaboratrices et collaborateurs. En outre, la libération de bâtiments cantonaux pour lesquels les alternatives d'utilisation sont incertaines soulève des questions. Cette variante repose sur le même programme de répartition des surfaces que la variante portant sur les « Centres de compétences ». Toutefois, des investissements importants seraient à consentir pour construire des bâtiments de remplacement sur le site central, faisant presque doubler le montant investi par rapport à la variante « Centres de compétences ». Les coûts d'exploitation restent en revanche au même niveau dans les deux variantes puisqu'elles partagent le même programme de répartition des surfaces.

Récapitulatif
« Centralisation »

La variante « Centres de compétences » se démarque nettement des autres. D'après celle-ci, les investissements envisageables dans les infrastructures de l'INFORAMA seront focalisés sur les trois « Centres de compétences » que sont « Rütli » (cluster Zollikofen/proximité HAFL), « Oberland bernois » (agricultures d'alpage et de montagne) et « Seeland » (culture maraîchère / cultures spéciales). La mise en œuvre de cette variante présente les opportunités suivantes :

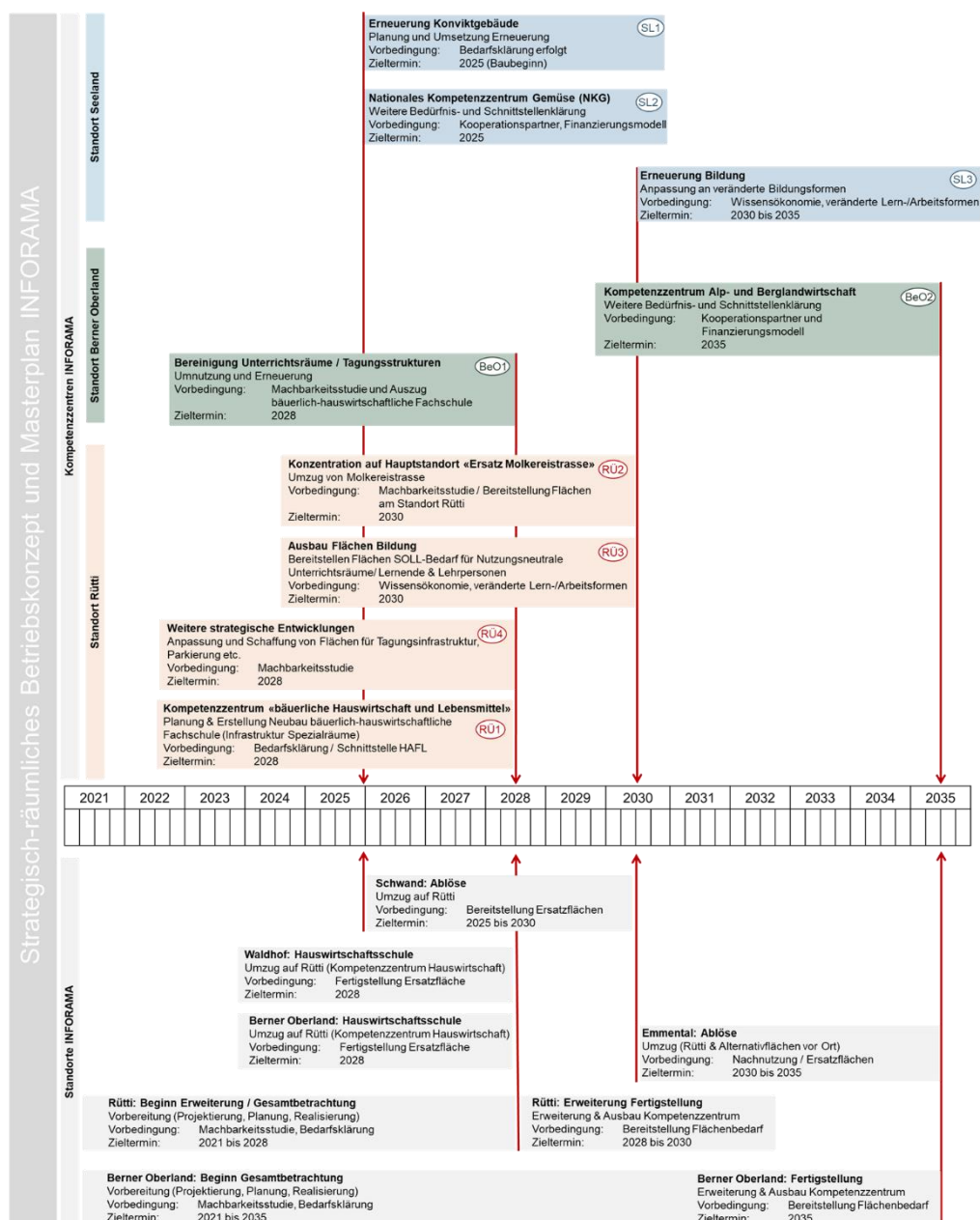
Meilleure variante
« Centres de
compétences »

- Un équilibre est établi entre des synergies de concentration et un ancrage local.
- L'INFORAMA, réparti sur trois sites, est doté de locaux de formation et de perfectionnement modernes et adéquats.
- Regrouper les offres localement (économie familiale rurale) permet de tirer parti des effets de synergie.
- Sur les autres sites, des infrastructures évolutives et flexibles peuvent être utilisées au gré des besoins par d'autres instituts de formation.

- La concentration de l'investissement sur trois sites de formation permettra de garantir la proximité avec la clientèle adéquate tout en maintenant des temps de trajets raisonnables.
- L'attribution de champs de formation à chacun des sites de formation favorisera de manière générale une meilleure cohésion au sein des équipes de l'INFORAMA.
- Le projet encourage la collaboration et le réseautage avec des partenaires de recherches et d'autres instituts de formation (Agrocluster Zollikofen, Haute école pour les sciences agricoles, forestières et alimentaires HAFL, Vetsuisse, NPZ Berne, Service spécialisé Sols et Station phytosanitaire du canton de Berne, Agroscope, centre national de compétences légumes et autres).

Les investissements nécessaires sur les trois sites « Oberland bernois », « Seeland » et « Rütli » s'élèvent à quelque 45 millions de francs sur les 15 prochaines années. Les coûts annuels sont estimés à 2,85 millions de francs. Les coûts de remise en état et l'éventuel produit des ventes des biens immobiliers qui ne sont plus utilisés n'ont pas été pris en compte dans ces chiffres.

Meilleure variante, investissements et coûts induits



La mise en œuvre de la meilleure variante est prévue moyennant une phase de transition et plusieurs étapes sur 15 ans, en conformité avec la planification à moyen terme des investissements du canton de Berne. Le plan directeur « INFORAMA 2035 – meilleure variante : centres de compétences » a été élaboré sur cette base. Les liens avec les exploitations affermées ne font pas l'objet du présent rapport.

Plan directeur
« INFORAMA
2035

Le présent aperçu montre les mesures telles qu'elles seraient mises en œuvre sur tous les sites à chacune des phases de réalisation. La marche à suivre a été définie et devra faire l'objet d'une concertation avec les services responsables.

Le plan directeur repose sur les documents disponibles et des conditions générales connues au moment de son élaboration. Vu la période sur laquelle

Réexamen
périodique

s'étend la concrétisation du projet et la pluralité des facteurs influant sur ce dernier, les partis-pris retenus et le plan directeur doivent faire l'objet d'un réexamen à échéances régulières, sous réserve des modifications qui se révéleraient nécessaires sur cette base.

Inhaltsverzeichnis

1.	Einleitung	14
1.1	Ausgangslage	14
1.2	Aufgabenstellung	15
1.3	Kontext Schulraumstrategie Kanton Bern	15
1.4	Raum- und Betriebskonzepte Berufsfachschulen Kanton Bern	15
1.5	Einordnung und Abgrenzung	16
1.6	Prozess	16
1.7	Prozessbeteiligte / Gremien	18
1.8	Genehmigung und Aktualisierung	19
2.	Strategisch-räumliches Betriebskonzept	19
2.1	Retrospektive und Ausgangslage	19
2.2	Ziel und Zweck	20
2.3	Grundlagen	20
3.	Übersicht und Angebot INFORAMA	22
3.1	Übersicht Aus- und Weiterbildungsangebot INFORAMA	22
3.2	Beratungsangebot INFORAMA	25
3.3	Weitere Dienstleistungen	27
3.4	Leitgedanken und Leitbild INFORAMA	28
4.	Räumliche und betriebliche Situation	29
4.1	Definition Nutzungstypen und Flächenstandards	30
4.1.1	Nutzungstyp «Bildung»	31
4.1.2	Nutzungstyp «Beratung»	32
4.1.3	Nutzungstyp «Übernachtungen»	33
4.2	Raumangebot IST	33
4.3	Stärken und Schwächen	35
4.3.1	Räumliche und betriebliche Stärken	35
4.3.2	Räumliche und betriebliche Schwächen	37
5.	Entwicklungsfaktoren und Megatrends	39
5.1	Entwicklung in der landwirtschaftlichen Berufsbildung	42
5.1.1	Entwicklung Berufliche Grundbildung	45
5.1.2	Entwicklung Berufsmaturität	46
5.1.3	Entwicklung Höhere Berufsbildung	46

5.1.4	Schlussfolgerungen	47
5.2	Entwicklung in der Weiterbildung	48
5.3	Entwicklungen in der Beratung	49
6.	Lösungsvarianten und Potenzial	51
6.1	Grundsätzliche Überlegungen	51
6.2	Ziele und Bewertungskriterien	52
6.3	Lösungsvarianten	54
6.3.1	Variante «Status Quo»	54
6.3.2	Variante «Kompetenzzentren»	55
6.3.3	Variante «Zentralisierung»	55
6.4	Bewertung der Varianten	59
6.4.1	Betriebliche Kriterien	59
6.4.2	Bauliche Kriterien	61
6.4.3	Politische Kriterien	62
6.4.4	Bewertung und Variantenentscheid	62
6.4.5	Überlegungen für die bäuerlich-hauswirtschaftliche Bildung	64
6.5	Bestvariante «Kompetenzzentren»	64
7.	Masterplan «INFORAMA 2035 - Bestvariante Kompetenzzentren»	68
7.1	Ermittlung SOLL-Bedarf und räumliche Anforderungen	69
7.1.1	SOLL Aus- und Weiterbildungsangebot INFORAMA	70
7.1.2	SOLL Tagungsinfrastruktur INFORAMA	71
7.1.3	SOLL Beratung INFORAMA	71
7.2	Vergleich räumlicher Bedarf IST-SOLL	72
7.3	Folgekosten der Investitionen Fehler! Textmarke nicht definiert.	
7.3.1	Unterhalt- und Sanierungsbedarf heutige Standorte Fehler! Textmarke nicht definiert.	
7.3.2	Investitionsphasen und Investitionsbedarf «Rütti»	75
7.3.3	Investitionsphasen und Investitionsbedarf «Berner Oberland»	77
7.3.4	Investitionsphasen und Investitionsbedarf «Seeland»	78
7.4	Arealstrategien Fehler! Textmarke nicht definiert.	
7.5	Zeitliche Umsetzungsplanung	80
8.	Genehmigung	81

Anhang

A1	Bildungsangebot INFORAMA	82
A2	Organigramm INFORAMA	83
A3	Übersicht Aus- und Weiterbildungsangebote INFORAMA	84
A4	Regionale Bedingungen	85
A5	Kompetenzvermittlung Theorie	86
A6	Kompetenzvermittlung Praxis	87
A7	Kompetenzvermittlung Beratung & Sicherstellung lokale/regionale Verankerung	88
A8	IST-SOLL Analyse Rütli, Berner Oberland und Seeland	89
A9	Übersicht Phasen Masterplan	92

Abkürzungsverzeichnis

AGG	Amt für Grundstücke und Gebäude Kanton Bern
BASPO	Bundesamt für Sport
BBG	Bundesgesetz über die Berufsbildung
BBL	Bundesamt für Bauten und Logistik
BBV	Verordnung über die Berufsbildung
BEBV	Berner Bauern Verband
BKD	Bildungs- und Kulturdirektion
BMS	Berufsmaturitätsschule
BP	Berufsprüfung
BVD	Bau- und Verkehrsdirektion
BVS	berufsvorbereitendes Schuljahr
BZL	Bildungszentrum Langenthal
EBA	eidgenössisches Berufsattest
EFZ	eidgenössisches Fähigkeitszeugnis
FA	Fachausweis
FB	Fachbereich
GPA	Gesamtprojektausschuss
GSO	Gartenbauschule Oeschberg
HBB	Höhere Berufsbildung
HD	Hausdienst
HF	Höhere Fachschule
HFP	Höhere Fachprüfung
HNF	Hauptnutzflächen
LANAT	Amt für Landwirtschaft und Natur
MBA	Mittelschul- und Berufsbildungsamt des Kantons Bern
NEK	Nebenerwerbskurse
NPZ	Nationales Pferdezentrum Bern
OdA	Organisation der Arbeitswelt
PLT	Projektleitungsteam
STA	Steuerungsausschuss
SZG	Schweizerische Zentrale für Gemüsebau
ÜK	überbetriebliche Kurse
WEU	Wirtschafts-, Energie- und Umweltdirektion

1. Einleitung

1.1 Ausgangslage

Das INFORAMA ist eine Abteilung des Amts für Landwirtschaft und Natur, welches der Wirtschafts-, Energie- und Umweltdirektion (WEU) des Kantons Bern angehört, und vielfältige Aufgaben als Bildungs-, Beratungs- und Tagungszentrum erfüllt. Auf die sieben INFORAMA-Standorte sowie der damit verbundenen Infrastrukturen verteilen sich unterschiedliche Bildungsschwerpunkte. Das Angebot reicht von der Grundbildung, über die Höhere Berufsbildung, bis hin zur Weiterbildung in den Bereichen Landwirtschaft, Hauswirtschaft, Pferdeberufe und Gemüsebau. Neben der beruflichen Grundbildung wird auch die Berufsmaturität angeboten. Die Berufsmaturitätsschule bietet die Ausrichtung «Natur, Landschaft und Lebensmittel (NLL)» und in der Ausrichtung «Gesundheit & Soziales» die Lehrgänge «Gesundheit» und «Soziale Arbeit» an. Weiter unterstützen Beraterinnen und Berater des INFORAMA die Berner Land- und Hauswirtschaft in der Lösung von betrieblichen, produktionstechnischen und sozialen Fragen. Die Infrastruktur des INFORAMA kann zur Durchführung von Tagungen und Kursen sowie zur Veranstaltung von Seminaren, Firmenanlässen und Festen gebucht werden.

INFORAMA

Die infrastrukturellen Gegebenheiten an den Standorten entsprechen nicht mehr den aktuellen Anforderungen. So wurden u.a. im Rahmen der «Schulraumstrategie 2030» verschiedene Mängel und Herausforderungen aufgezeigt. Aufgrund des teilweise hohen Alters der Gebäude und angesichts der steigenden qualitativen Anforderungen besteht ein erheblicher Bedarf an baulichen Anpassungen und Neubauten. Aus Sicht der Führung und Entwicklung des Unternehmens INFORAMA und auch hinsichtlich der Förderung einer integralen Unternehmenskultur ist die heutige Standortsituation ineffizient und nicht mehr zukunftsfähig.

Schulraumstrategie
2030

Aus betrieblicher Sicht ergeben sich durch die vielen Standorte zudem Ineffizienzen. Die qualitativen und baulichen Mindestanforderungen an die Infrastruktur können nicht mehr erfüllt werden. Die Zustände der Gebäude weisen mit Blick auf die heutigen und künftigen Anforderungen (Schulraumstrategie 2030) an Schulräumlichkeiten erhebliche Mängel auf. Eine Gesamtbeurteilung über alle Standorte und Gebäude muss dazu beitragen, dass angesichts knapper Kantonsfinanzen die richtigen Investitionsentscheide am richtigen Standort getätigt werden.

Bestehende
Infrastrukturen

Neben den INFORAMA-eigenen Ansprüchen sind auch die Kooperationsmöglichkeiten mit den strategischen Partnerorganisationen im Auge zu behalten. So ist bspw. ein Zentrum für überbetriebliche Kurse (ÜK), kombiniert mit der Organisation der Arbeitswelt (OdA, Berner Bauern Verband), ein reales Bedürfnis.

Nutzung von
Kooperationsmöglich-
keiten

1.2 Aufgabenstellung

Der Direktor WEU hat den Auftrag zur Klärung der Bedürfnisse und Lösungsstrategien im Zusammenhang mit den INFORAMA-Infrastrukturen erteilt.

Klärung der Bedürfnisse

Im Rahmen dieses Auftrags sollen die aktuellen und zukünftigen Infrastruktur-Bedürfnisse des INFORAMA aufgezeigt und Lösungsstrategien entwickelt werden.

Ziel ist es, mit einem IST – SOLL-Vergleich die zukünftigen infrastrukturellen Anforderungen zu erkennen. Das strategisch-räumliche Betriebskonzept soll zudem die Basis für eine langfristige Planung und Priorisierung der mittel- bis langfristigen Investitionen bilden, im Sinne des Auftrags des Regierungsrates: «Am richtigen Ort zur richtigen Zeit investieren».

Ziele

1.3 Kontext Schulraumstrategie Kanton Bern

Die kantonalen Berufsfachschulen und Gymnasien belegen nahezu ein Drittel der Hauptnutzflächen der kantonalen Gebäude. Sie sind nach den Hochschulen der zweitgrösste Raumnutzer und verursachen folglich hohe Raum- und Betriebskosten. Gleichzeitig bieten sie vielfältige und zahlreiche Ausbildungsgänge auf der Sekundarstufe II sowie der Tertiär- und Quartärstufe an und stärken das duale Bildungssystem der Schweiz.

Schulen: Flächen- und Kostentreiber

Vor diesem Hintergrund und um für zukünftige Szenarien/Entwicklungen gewappnet zu sein, wurde durch das Mittelschul- und Berufsbildungsamt für die die Berufsfachschulen, Gymnasien und Höheren Fachschulen des Kantons Bern eine Schulraumstrategie¹ mit einem Zeithorizont bis 2030 erstellt.

Schulraumstrategie 2030 Kanton Bern

Die Schulraumstrategie 2030 ist ein langfristiger „Leitfaden für die Zukunft“ und zeigt raumwirksame Elemente und Entwicklungen auf. Daraus können Massnahmen für die nächsten 15 Jahre abgeleitet und in der mittelfristigen Investitionsplanung berücksichtigt werden.

Neben der Darstellung der aktuellen Schulraumsituation und -struktur werden in der Schulraumstrategie strategiebestimmenden Aspekte wie die Demografie, die Bildungspolitik oder auch die wirtschaftliche Entwicklung der Schweiz analysiert. Mögliche Steuerungsmöglichkeiten und Planungsinstrumente werden aufgezeigt und mit Hilfe von Benchmarks ein strategischer SOLL-Raumbedarf sowie der Handlungsbedarf für die kommenden Jahre abgeleitet.

1.4 Raum- und Betriebskonzepte Berufsfachschulen Kanton Bern

Basierend auf der Schulraumstrategie 2030 werden Teilstrategien, sogenannte „Betriebs- und Raumkonzepte“ entwickelt. Diese zeigen einerseits, wie der Schulbetrieb heute funktioniert, zum anderen werden darin die mittelfristigen Ziele und Anforderungen der Schulen an ihren

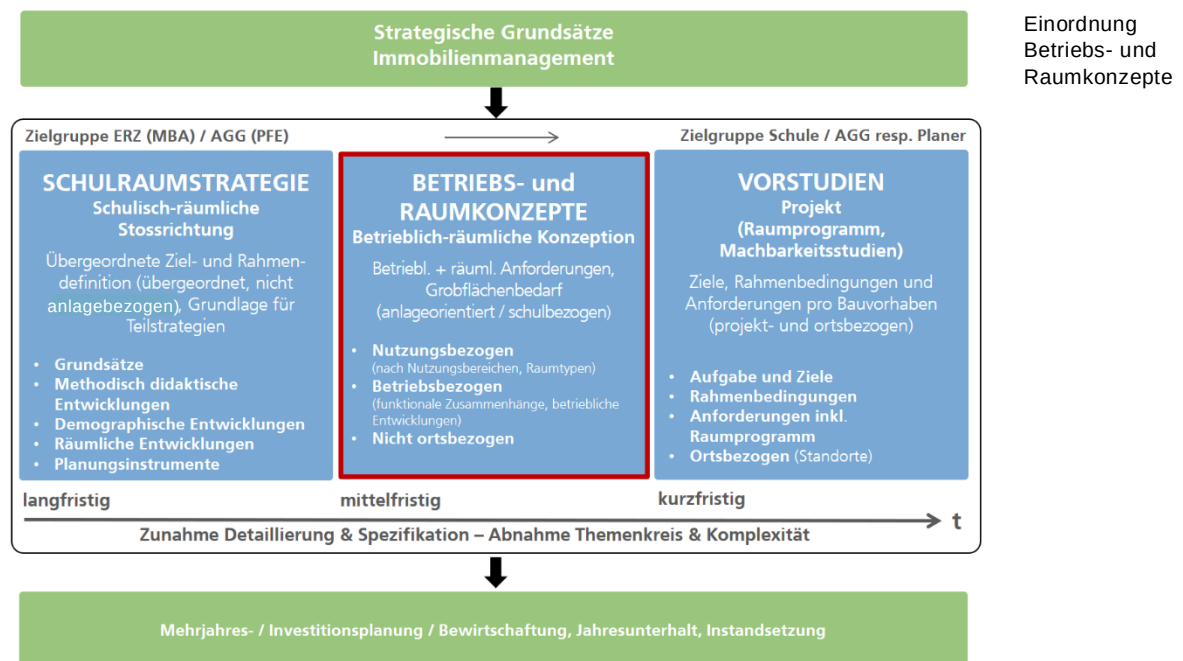
¹ Schulraumstrategie 2030: Für kantonale und vom Kanton subventionierte Schulen der Sekundarstufe II und der Tertiärstufe B, 26.01.2017; wird derzeit aktualisiert.

Betrieb und ihre Räume formuliert. Dazu ist für die Schulen jeweils eine möglichst orts- und gebäudeneutrale Bedarfsermittlung zu erarbeiten.

Die Betriebs- und Raumkonzepte dienen als Entscheidungsgrundlage für die Entwicklung von konkreten Bauvorhaben sowie betrieblichen Massnahmen. Sie finden ihre detaillierte Weiterführung in Raumprogrammen und Machbarkeitsstudien.

1.5 Einordnung und Abgrenzung

Nachfolgend ist die Einordnung der Betriebs- und Raumkonzepte in den Gesamtkontext der Schulraumplanung unter Berücksichtigung der strategischen Grundsätze des Immobilienmanagements des Kantons Bern (AGG Kt. Bern)² dargestellt:



Die Betriebs- und Raumkonzepte fokussieren auf raumrelevante Aspekte und haben nicht den Anspruch auf eine vollständige Erfassung und Analyse des gesamten Betriebes in Form eines klassischen Betriebskonzeptes. In den Betriebs- und Raumkonzepten werden noch keine konkreten wirtschaftlichen oder ökologischen Anforderungen definiert. Diese beiden Aspekte werden durch eine möglichst effiziente und flexible Nutzbarkeit der Räume berücksichtigt. Die konkrete Planung und Umsetzung der vorgeschlagenen Massnahmen sind Bestandteil der nächsten Projektphasen (Vorstudien, Projektierung, Realisierung).

1.6 Prozess

Die Erarbeitung der Betriebs- und Raumkonzepte erfolgt grundsätzlich in drei Schritten und in enger Zusammenarbeit mit den Nutzenden, je nach Bedarf kann auch das AGG beigezogen werden. Dieses Vorgehen gilt als Standardprozess für die Erarbeitung eines strategisch-räumlichen

Standardprozess
Betriebs- und
Raumkonzepte

² Immobilienstrategie Kantons Bern: Strategische Grundsätze, März 2019

Betriebskonzeptes und wird im Grundsatz auch für das INFORAMA angewendet. Dabei liegt der Lead in der Phase 0 (gemäss sia) beim Besteller, im vorliegenden Falle bei der WEU/LANAT, und ab Phase 1 (gemäss sia) beim AGG.

Für das INFORAMA wird der Standardprozess dahingehend angepasst, als es sich um ein strategisch-räumliches Nutzungskonzept handelt. Dieses bewegt sich auf einer höheren Flugebene, das heisst, nicht auf der Ebene der Gebäudebetrachtung, sondern auf der Ebene der Standorte.

Prozessergänzung
strategisch-
räumliches
Betriebskonzept

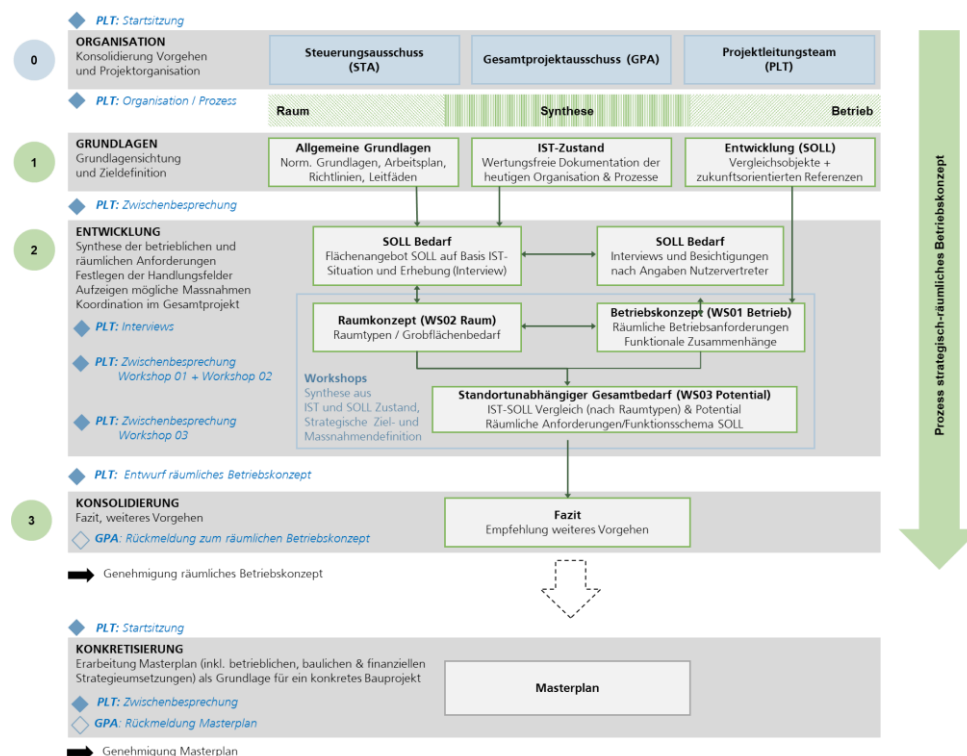


Abbildung 1: Ablauf strategisch-räumliches Betriebskonzept INFORAMA

Der Fokus des ersten Schrittes liegt auf der Analyse der bestehenden betrieblichen und der räumlichen Situation der verschiedenen Standorte INFORAMA. Weiter werden die betrieblichen und räumlichen Schwächen und Stärken der Schule erfasst und dargestellt.

Schritte 1a:
Analyse IST

Die Analyse der Entwicklung fokussiert sich auf die Entwicklungsziele sowie die zukünftigen räumlichen und betrieblichen Bedürfnisse der Schule. Dabei werden, soweit vorhanden, die strategische Ausrichtung der Schule wie auch die Auftragsentwicklung und die Schulraumstrategie des Kantons Bern berücksichtigt.

Schritt 1b: Analyse
Entwicklung

Der Fokus in diesem Schritt liegt auf der Synthese der Entwicklungsziele und der aktuellen Situation (Vergleich IST-SOLL-Bedarf) zur Definition des qualitativen und quantitativen Handlungsbedarfs. Die Handlungsfelder werden identifiziert und daraus Massnahmenideen abgeleitet. Dies erfolgt auf konzeptioneller Ebene, um die Phasengerechtigkeit und angemessene Flexibilität in der weiteren Planung zu gewährleisten.

Schritt 2:
Konsolidierung

Schritt 3:
Abschluss

Auf Basis der vorangegangenen Synthese und des daraus abgeleiteten Handlungsbedarfs wird ein Fazit gezogen und Empfehlungen zu den weiteren Schritten ausgearbeitet.

Für das INFORAMA soll auf der Basis des strategisch-räumlichen Betriebskonzeptes zudem in einem weiteren Schritt ein grober Masterplan entwickelt werden, der die Umsetzung des Betriebskonzepts in groben Zügen aufzeigt.

1.7 Prozessbeteiligte / Gremien

Die an der Erarbeitung des vorliegenden strategisch-räumlichen Betriebskonzepts beteiligten Gremien setzen sich wie folgt zusammen:

Steuerungsausschuss (STA), Entscheidungsgremium

- Christoph Ammann, Regierungsrat, WEU
- Christoph Neuhaus, Regierungsrat, BVD
- Christian Albrecht, Generalsekretär, BVD GS
- André Nietlisbach, Generalsekretär, WEU GS
- Reto Baumgartner, Co-Amtsvorsteher a.i., BVD AGG
- Michael Gysi, Amtsvorsteher, WEU LANAT

STA:
Steuerungsausschuss
(strategische Ebene)

Gesamtprojektausschuss (GPA)

- Michael Gysi, Amtsvorsteher, WEU LANAT
- Reto Baumgartner, Co-Amtsvorsteher a.i., BVD AGG
- Lorenzo Piero Lolli, Abteilungsleiter IM, BVD AGG
- Michael Frutig, Abteilungsleiter BPM, BVD AGG
- Theo Ninck, Amtsvorsteher, BKD MBA
- Bruno Riesen, Stv. Generalsekretär, WEU GS
- Markus Wildisen, Direktor INFORAMA, WEU LANAT

GPA:
Gesamtprojektausschuss (strategische Ebene)

Projektleitungsteam (PLT)

- Markus Wildisen, Direktor INFORAMA, WEU LANAT
- Frank Röthenmund, Portfoliomanager, BVD AGG
- Roger Lehmann, Leiter FB Support, INFORAMA
- Christine Steiner Bächli, EBP Schweiz AG
- Esther Orgel, EBP Schweiz AG
- Ina Peukes a.i., EBP Schweiz AG

PLT:
Projektleitungsteam
(operative Ebene)

Nutzerteam INFORAMA (Geschäftsleitung und Standortleitende)

- Ernst Flückiger, Leiter FB Beratung INFORAMA
- Kaspar Grünig, Leiter FB Höhere Berufsbildung INFORAMA
- Ronald Jaudas, Leiter FB Grundbildung INFORAMA

Nutzerteam
(operative Ebene)

- Kevin Koch, Leiter FB Berufsmaturität INFORAMA
- Roger Lehmann, Leiter FB Support INFORAMA
- Martin Freund, Standortleiter INFORAMA Seeland
- Tobias Furrer, Standortleiter INFORAMA Berner Oberland
- Markus von Gunten, Standortleiter INFORAMA Emmental
- Jürg Maurer, Standortleiter FOB Oeschberg
- Niklaus Messerli, Teamleiter INFORAMA Bio-Schule Schwand
- Zita Thoma, Leiterin bäuerlich-hauswirtschaftliche Fachschule Berner Oberland, INFORAMA Berner Oberland
- Barbara Thörnblad Gross, Leiterin Ressort HBB Hauswirtschaft INFORAMA
- Therese Wüthrich, Standortleiterin INFORAMA Waldhof
- Stefan Furrer, Berufsschulinspektor BKD MBA

Die Aufbauorganisation INFORAMA zeigt sich als Matrixorganisation. Das INFORAMA ist in fünf Fachbereiche gegliedert, die sich an der Bildungssystematik orientieren. Die Funktion der Schulleitung wird durch die Geschäftsleitung wahrgenommen, mit jeweils einem Mitglied der Geschäftsleitung verantwortlich für einen Fachbereich. An jedem der sieben Standorte ist zudem eine Standortleitung bestimmt, welche den Standort gegen innen und gegen aussen vertritt. Das Organigramm des INFORAMA ist dem Anhang A2 zu entnehmen.

Aufbauorganisation
INFORAMA

1.8 Genehmigung und Aktualisierung

Das vorliegende strategisch-räumliche Betriebskonzept wird unter Beteiligung des INFORAMA und mit Beizug des AGG erarbeitet und von Regierungsrat Christoph Ammann, Direktor WEU, im Einvernehmen mit Regierungsrat Christoph Neuhaus, Direktor BVD, genehmigt.

Genehmigung

Das strategisch-räumliche Betriebskonzept des INFORAMA wird als Basis für den Strategieentscheid zur Standortentwicklung erstellt. Es dient als Grundlage für die weiteren Schritte (wie bspw. Investitionen an den bestehenden Standorten und Desinvestitionen) und unterliegt somit keinem eigentlichen Aktualisierungsrhythmus.

Aktualisierungs-
rhythmus

2. Strategisch-räumliches Betriebskonzept

2.1 Retrospektive und Ausgangslage

Das INFORAMA ist das Aus- und Weiterbildungs-, Beratungs- und Tagungszentrum für Land- und Hauswirtschaft, Gemüsebau und Pferdeberufe des Kantons Berns.

Schulen: Flächen-
und Kostentreiber

Es verteilt sich über sieben Standorte im ganzen deutschsprachigen Kantonsgebiet: «Berner Oberland», «Emmental», «Oeschberg», «Rütti»,

Grundlagen der
Auftraggeberin

«Seeland», «Schwand» und «Waldhof». Der grösste Teil der Fläche ist mit schulischen Angeboten (Aus- und Weiterbildungen) belegt. Diese sind die grössten Raumnutzer und verursachen folglich hohe Raum- und Betriebskosten. Gleichzeitig bietet das INFORAMA Beratungen, Kurse und Tagungen an.

Die Aufteilung des INFORAMA über mehrere Standorte bringt verschiedene Herausforderungen mit sich: historisch gewachsene und teilweise unzweckmässige Räumlichkeiten, dezentrale Supportfunktionen (z.B. Sekretariate an den Standorten), aufwändige Wechsel der Lehrpersonen zwischen den Standorten und eine erschwerte Kultur- und Teamentwicklung im Sinne des Gesamtunternehmens.

Herausforderungen

Auf Grund dieser Ausgangslage gilt es die Bedürfnisse und Lösungsstrategien im Zusammenhang mit den INFORAMA-Infrastrukturen zu klären. Im Rahmen dessen sollen die aktuellen und zukünftigen Infrastruktur-Bedürfnisse des INFORAMA aufgezeigt und Lösungsstrategien entwickelt werden.

2.2 Ziel und Zweck

Das Gesamtprojektziel besteht darin, ein konsolidiertes und genehmigtes strategisch-räumliches Betriebskonzept zu erstellen, welches unter Berücksichtigung aller Standorte den heutigen und künftigen Anforderungen gerecht wird.

Ziel und Zweck des Räumlichen Betriebs- und Nutzungskonzeptes

Im strategisch-räumlichen Betriebskonzept werden die IST-Situation der heutigen Standorte wie auch die betrieblichen und räumlichen Stärken und Schwächen abgebildet. Das Konzept erfasst auch die zukünftigen betrieblichen und räumlichen Bedürfnisse des Aus- und Weiterbildungsbetriebes, sowie der Beratung, Kurse und Tagungen. Dabei werden die sich durch das Profil des INFORAMA ergebenden spezifischen Bedürfnisse berücksichtigt, wie bspw. der Bedarf an Spezialnutzungen. Die grundsätzlichen Entwicklungen in der Lehre und Beratung werden in die Betrachtung einbezogen.

Das Konzept ermöglicht den zuständigen Stellen, eine wirtschaftliche und nachhaltige Infrastrukturnutzung und -bewirtschaftung zu erkennen sowie entsprechende Entscheide hinsichtlich notwendiger Investitionsmassnahmen zu treffen:

Basis für weiterführende Projekte

- Es ist Grundlage für eine Priorisierung der zukünftigen Investitionen.
- Es ist Grundlage für eine mittel- bis langfristige Planung der notwendigen Investitionen seitens Eigentümerschaft (Kanton Bern).

Zusammenfassend ist das strategisch-räumliche Betriebskonzept Grundlage für Entscheidung, an welchen Standorten zu welcher Zeit investiert wird.

2.3 Grundlagen

Die Erarbeitung des strategisch-räumlichen Betriebskonzepts erfolgte in enger Absprache zwischen Projektleitungsteam (PLT) und Nutzerteam. Für

Breite Abstützung der Diskussion

die Erarbeitung einer umfassenden Bedarfsanalyse sowie einer erfolgreichen und breit abgestützten Lösungsstrategie wurden bereits zu Projektbeginn nebst der Geschäftsleitung phasenweise auch die Standortleitenden der einzelnen INFORAMA-Standorte in den Prozess eingebunden. Das vorliegende «Strategisch-räumliche Betriebskonzept und Masterplan» berücksichtigt dementsprechend die Bedürfnisse aus verschiedenen Blickwinkeln.

Als Start für die Erfassung der betrieblichen Prozesse und Abhängigkeiten wurden ein Workshop mit der Geschäftsleitung sowie Interviews mit den Leitenden aller Standorte geführt, dies mit dem Ziel, die Bedürfnisse im Sinne eines Bottom-Up-Vorgehens breit zu erfassen. Im Rahmen der Interviews mit den Standortleitenden wurden die folgenden Standorte besichtigt:

Interviews mit
Standortbesichtigu
ngen

- «Berner Oberland», Hondrich
- «Oeschberg», Koppigen
- «Rütti», Zollikofen
- «Waldhof», Langenthal
- «Emmental», Bärau
- «Seeland», Ins
- «Bio-Schule Schwand», Münsingen

Die Detailunterlagen bezüglich Aus- und Weiterbildungsangeboten, Beratungen und Tagungen je nach Standort stellte das INFORAMA zur Verfügung. Diese beziehen sich auf das Schuljahr 2019 / 2020. In Zusammenarbeit mit dem Projektleitungs- und Nutzungsteam wurden die unterschiedlichen Bedürfnisse und Nutzungsansprüche berücksichtigt.

Als übergeordnete Grundlage für die Erhebung des Flächenbedarfs für den schulischen Betrieb dient die Schulraumstrategie 2030 des Kantons Bern. Weiter basiert das strategisch-räumliche Betriebskonzept im Wesentlichen auf der «Grundlage für die Bedarfsanalyse» (Klassen- und Schülerzahlen) und den «Fact-sheets» (Flächen pro Gebäude und Standort), welche das INFORAMA und das AGG zur Verfügung gestellt haben. Weitere Grundlagen wurden mit dem Nutzerteam im Rahmen von Workshops erarbeitet. Es wurden die folgenden Workshops durchgeführt:

Grundlage
Bedarfsanalyse
und Fact-sheets
Standorte

- WS01 – «IST-Analyse & Entwicklungsszenarien»
- WS02 – «Bedarfsanalyse & Variantenentscheid»
- WS03 – «Konkretisierung Bestvariante»
- WS04 – «Bestvariante & SOLL-Bedarf»
- WS05 – «Megatrends»
- WS06 – «Erster Berichtsentwurf»

3. Übersicht und Angebot INFORAMA

3.1 Übersicht Aus- und Weiterbildungsangebot INFORAMA

Das INFORAMA bietet eine breite Palette an Ausbildungen im Bereich der Grundbildung (Sekundarstufe II), der Höheren Berufsbildung (Tertiärstufe B), sowie Weiterbildungen (Quartärstufe) an (vgl. auch Anhang A1). Unterstützend zum schulischen Angebot werden Gewächshäuser, Maschinenhallen, Mehrzweckhallen, Schulwerkstätten, Käserei mit Käselager, Bienenhaus, Schlacht- und Zerlegeraum, Melkschulungsraum, Holz- und Metallbearbeitungsräumlichkeiten und Gastronomie sowie Übernachtungsmöglichkeiten unterhalten. Markenzeichen und Stärke der Institution sind die Verknüpfung von theoretischen und praktischen Lerninhalten sowie die vertikale Durchlässigkeit der Bildungsangebote (sog. «Bildungsvertikale»).

Aus- und Weiterbildungsangebot INFORAMA



Abbildung 2: Übersicht Bildungsangebote INFORAMA

Das INFORAMA bildet die folgenden Berufsgruppen aus und weiter:

- Landwirtschaft
- Hauswirtschaft
- Pferdebranche
- Gemüsebau
- Diverse Angebote an ausserlandwirtschaftliches Zielpublikum

Aus- und Weiterbildungsberufe

Die Ausbildungen zum/r Landwirt/in EFZ (1. bis 3. Lehrjahr), zum Agrarpraktiker/in EBA, zum/r Gemüsegärtner/-innen EFZ und zum/r Pferdefachmann/ Pferdefachfrau EFZ und Pferdewart/innen EBA bilden das Angebot der beruflichen Grundbildung. Bei der Ausbildung zum/r Landwirt/in EFZ oder Gemüsegärtner/in EFZ kann zudem auch der Schwerpunkt auf den Biolandbau gelegt werden. Das 3. Lehrjahr bei der Ausbildung zum Landwirt/in EFZ wird in den meisten Klassen als konzentrierte Blockkurse (mehrere Wochen Vollzeit-Schule im Winterhalbjahr) durchgeführt; dies ist eine Folge des so genannten «progressiven» Modells. Das Bildungsjahr Hauswirtschaft kann als Zwischenjahr im Sinne eines Brückenangebotes

Grundbildung:
Duales
Bildungssystem

belegt werden. Bei genügender Nachfrage wird eine Integrationsvorlehre für Personen mit Migrationshintergrund angeboten.

Das INFORAMA führt zudem eine Berufsmaturitätsschule auf der Rütli. Der erfolgreiche Abschluss der Berufsmaturität ermöglicht den Absolventen anschliessend den Zugang zu einem Studium an einer Fachhochschule und zur Passerelle oder zur reduzierten Aufnahmeprüfung an die Pädagogische Hochschule. Die Berufsmaturitätsschule am INFORAMA bietet folgende Ausrichtungen in Voll- oder Teilzeit an:

Berufsmaturität

- Natur, Landschaft + Lebensmittel
- Gesundheit & Soziales: Lehrgang «Gesundheit»
- Gesundheit & Soziales: Lehrgang «Soziale Arbeit»

In der Höheren Berufsbildung bietet das INFORAMA landwirtschaftliche Bildungsgänge zum/r Betriebsleiter/in Landwirtschaft mit FA, zum/r Betriebsleiter/in Gemüsebau mit FA (Berufsprüfung), zum/r Meisterlandwirt/in HFP sowie zum/r Gemüsegärtnermeister/in HFP (Höhere Fachprüfung, Meisterprüfung) an. Bildungsgänge zur Bäuerin mit FA werden als Vollzeit- wie als berufsbegleitende Variante angeboten. In der Höheren Berufsbildung bei den Pferdeberufen werden Lehrgänge zum/r Spezialist/in Pferdebranche BP in den verschiedenen Fachrichtungen angeboten sowie periodisch ein Lehrgang zum/r Expert/in Pferdebranche HFP.

Berufsprüfung und
Höhere
Fachprüfung

Mit der Subjektfinanzierung durch den Bund sind die Teilnehmenden grundsätzlich frei, wo sie ihre Kurse besuchen. Die vorbereitenden Kurse (vK) im Berufsfeld Landwirtschaft sind modular aufgebaut. Das INFORAMA bietet die vK zu Betriebsleiter/-in Landwirtschaft BP, Meisterlandwirt/-in HFP, Bäuerin BP, dipl. Bäuerin HFP, Betriebsleiter/-in Gemüsebau BP und Gemüsemeister/-in HFP an. Es müssen Pflichtmodule besucht werden. Je nach vK können zusätzliche Wahlpflichtmodule und Spezialmodule gewählt werden. Während die Pflichtmodule und ein Teil der Wahlpflichtmodule in den vK Betriebsleiter/-in Landwirtschaft BP und Meisterlandwirt/-in HFP oft im eigenen Kanton angeboten werden, gibt es für die Spezialmodule regionale und teilweise schweizerische Absprachen darüber, wer welche Module wann anbietet. Das INFORAMA, bzw. der Kanton Bern mit rund einem Drittel der Deutschschweizer Absolventinnen und Absolventen bietet viele Spezialmodule im Turnus selbst an. Mit dem Kanton Freiburg besteht zudem eine Vereinbarung zur Zusammenarbeit in den Bildungsgängen Betriebsleiter/-in Landwirtschaft BP und Meisterlandwirt/-in HFP.

Vorbereitende
Kurse auf Berufs-
und höhere
Fachprüfungen /
Meisterprüfungen

In der höheren Berufsbildung im Gemüsebau gibt es in der Deutschschweiz nur eine Klasse alle drei Jahre. Der grösste Teil des Unterrichts findet in Absprache mit den anderen Kantonen (v.a. ZH und AG) am INFORAMA Seeland statt.

Die Bildungsgänge der Höheren Berufsbildung Pferde (Spezialist/in Pferdebranche BP und Expert/in Pferdebranche HFP) werden schweizweit nur am INFORAMA angeboten (auch für die Romandie). Es besteht eine enge Zusammenarbeit mit der Romandie (Agrilogie) und der Oda Pferdeberufe.

Auf Niveau der höheren Fachschule wird die Ausbildung zum Agrotechniker/in HF angeboten.	Höhere Fachschule
Verschiedene längere curriculare Weiterbildungen wie Nebenerwerbskurs (NEK, Direktzahlungskurs), Landwirtschaft begreifen, Kräuter-Seminar, Herdenmanager, Agripreneur, Gartenjahr, regionale Saisonküche und Ausbildung Betreuung im ländlichen Raum ergänzen die Bildungsgänge. Zusätzlich bietet das INFORAMA vielfältige und abwechslungsreiche Kurs- und Weiterbildungsprogramme für Teilnehmende aus dem ländlichen Raum und für die Pferdebranche an. Mit den Weiterbildungsangeboten werden vielfältige Themen wie Acker- und Futterbau, Beerenanbau, Betriebs- und Unternehmensführung, Biodiversität, Biolandbau, Gemüsebau, Obstbau, Obstverarbeitung, Tierhaltung inkl. Pferde, Milchwirtschaft, Alpwirtschaft, Direktvermarktung / Agrotourismus, Garten, Gesundheit, Ernährung, Kreatives Gestalten und Persönlichkeitsbildung behandelt.	Weiterbildungsangebote
Das Aus- und Weiterbildungsangebot findet an allen sieben Standorten statt. Insgesamt werden am INFORAMA 103 Klassen geführt (Stand Schuljahr 2019/20). Eine Übersicht der einzelnen Klassen pro Angebot und Standort kann dem Anhang A3 entnommen werden.	Verteilung der Aus- und Weiterbildung auf sieben Standorte
Auf der Rütli besteht das breiteste Angebot. Es werden dort sämtliche landwirtschaftlichen Ausbildungen, sowie Bildungsgänge für die Pferdeberufe und die Berufsmaturitätsschule angeboten. Das Berner Oberland konzentriert sich auf die Alp- und Berg-Landwirtschaft und die Hauswirtschaft. Im Emmental liegt der Schwerpunkt auf der Landwirtschaft und am Waldhof auf der Landwirtschaft und der Hauswirtschaft. Am Schwand werden landwirtschaftliche Ausbildungen mit und ohne Fokus Biolandbau angeboten. Im Seeland schliesslich wird der Beruf Gemüsegärtner ausgebildet und am Oeschberg ein Spezialmodul Obstbau angeboten. Weiterbildungsangebote werden an allen Standorten angeboten. Die Ausbildungsgänge «Landwirt/in mit Schwerpunkt Biolandbau», «Gemüsegärtner/in» und «Bäuerin» benötigen Unterkunftsmöglichkeiten, da die Lernenden und Studierenden aus verschiedenen Kantonen und teilweise aus der ganzen Schweiz anreisen.	Angebote pro Standort
Die Strukturierung der Ausbildungen in der beruflichen Grundbildung entspricht dem dualen Bildungssystem. Die Gestaltung und Aufteilung der schulischen Lektionen sind unterschiedlich. In den ersten beiden Lehrjahren in der Ausbildung zum Landwirt/in verteilen sich diese i.d.R. gleichmässig über das Schuljahr, während im 3. Lehrjahr die Ausbildung teilweise in Blockkursen erfolgt. Das Angebot an Blockkursen erfordert ebenfalls Übernachtungsmöglichkeiten an den entsprechenden Standorten. In der Regellehre findet das neue lineare Modell jedoch grossen Anklang, so dass zwei restlos gefüllte Klassen im 3. Lehrjahr geführt werden können. In der berufsbegleitenden Nachholbildung verläuft der Unterricht in allen Schuljahren linear. Die Nachholbildung erfreut sich generell eines wachsenden Zulaufs.	Stundenpläne
Die Ausbildung der Gemüsegärtner wird über alle drei Lehrjahre in Blockkursen geführt, da das Einzugsgebiet sich nicht auf den Kanton Bern	Ausbildung Gemüsegärtner – Blockkurse

beschränkt, sondern die Auszubildenden aus der ganzen Deutschschweiz und z.T. aus dem Tessin anreisen.

In der Höheren Berufsbildung werden vor allem berufsbegleitende Bildungsgänge angeboten (Ausnahme: ein Vollzeit-Kurs Bildung Bäuerin), die sich in der Betriebsleiterschule Landwirtschaft auf das Winterhalbjahr konzentrieren und in den anderen Bildungsgängen regelmässig über das Schuljahr verteilt sind.

Höhere
Berufsbildung –
berufsbegleitend

Die Weiterbildungen werden über das ganze Jahr angeboten, ein zeitlicher Schwerpunkt vor allem bei landwirtschaftlichen Angeboten liegt aber ebenfalls im Winterhalbjahr (bedingt durch die saisonalen Arbeiten in der Landwirtschaft).

Weiterbildungen
mit Schwerpunkt
Winterhalbjahr

Mit dem Kanton Bern als grösstem Agrarkanton der Schweiz ist das Einzugsgebiet der Auszubildenden des INFORAMA entsprechend gross. Diese haben teilweise erhebliche Distanzen für den «Schulweg» zu überwinden. Das Einzugsgebiet ist der folgenden Darstellung (Abbildung 3) zu entnehmen.

Einzugsgebiet der
Auszubildenden

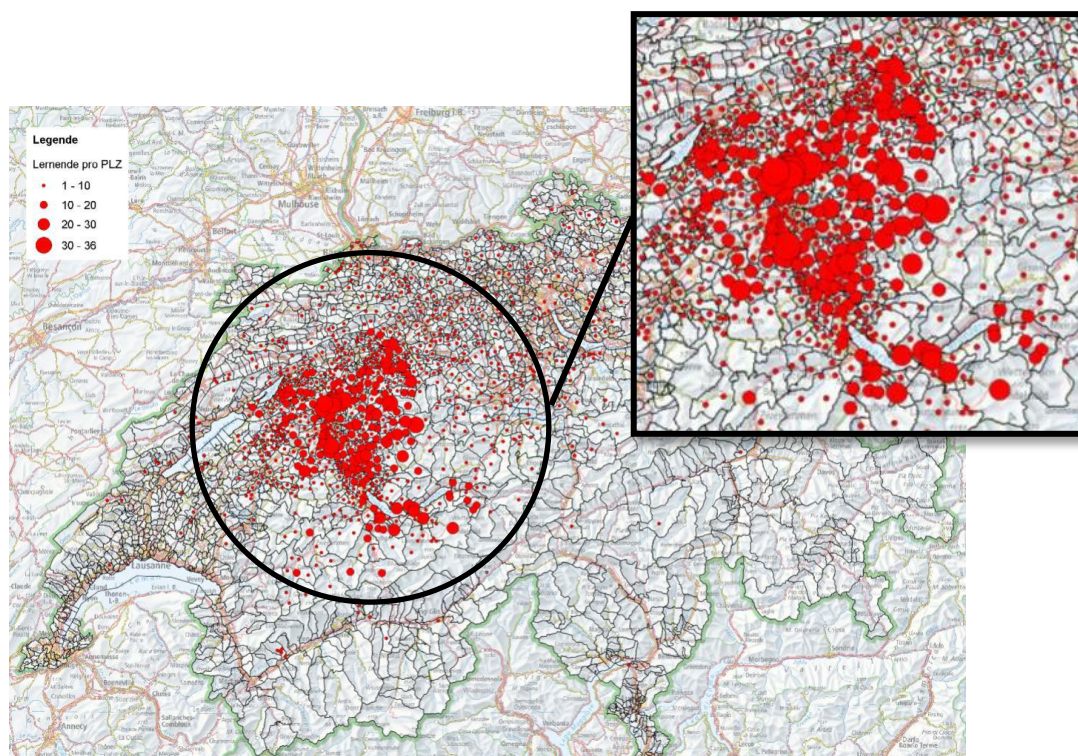


Abbildung 3: Herkunft der Auszubildenden am INFORAMA

3.2 Beratungsangebot INFORAMA

Das INFORAMA bietet zudem Beratungen an, um Betriebsleiter/-innen und Bäuerinnen in ihren aktuellen und künftigen Herausforderungen und in einem sich häufig und stark ändernden Umfeld zukunftsorientiert zu

Beratungsangebote
für
Landwirtschaftsbetr
iebe

unterstützen. Das Ziel der INFORAMA-Beratung besteht darin, mit den beschränkt vorhandenen Ressourcen den bernischen Landwirtschaftsbetrieben und Bauernfamilien bei einer standortgerechten, nachhaltigen Produktion von Nahrungsmitteln und der Pflege der Lebensräume eine möglichst wirkungsvolle Unterstützung zu bieten. Damit dies erreicht werden kann, werden die Beratungsangebote regelmässig evaluiert, optimiert, erweitert und auf die aktuellen und bevorstehenden Kundenbedürfnisse ausgerichtet. Diese umfassen sowohl die Bedürfnisse der Bauernfamilien wie auch diejenigen der Gesellschaft und den Auftrag der öffentlichen Hand (Bund und Kanton).

Die Beratungsdienstleistungen richten sich unter anderem nach den folgenden Kriterien:

Ausrichtung der Beratungsdienstleistungen

- Kundenbedürfnisse
- Qualität der Beratungsleistung
- Kundennähe / Erreichbarkeit in den Regionen
- Effizienz der Beratungstätigkeit
- Positionierung der Angebote im wachsenden Beratungsmarkt

Damit die Kundenbedürfnisse möglichst zeitnah und effizient wahrgenommen werden können, wird ein besonderer Fokus auf die Nähe zum Kunden gelegt. Die Beratungstätigkeit umfasst im Wesentlichen die Bereiche Einzelberatung, Arbeitskreisanlässe, Gruppenberatungen, Informationsveranstaltungen und Flurbegehungen. Arbeitskreisanlässe und Flurbegehungen finden in der Regel auf Landwirtschaftsbetrieben statt, Gruppenberatungen und kleinere Informationsveranstaltungen in geeigneten Lokalen in den Regionen. Einzelberatung und Coaching werden entweder an den INFORAMA-Standorten oder direkt auf den Betrieben durchgeführt.

Einzel- und Gruppenberatungen

Das Beratungsangebot des INFORAMA umfasst die folgenden Themen:

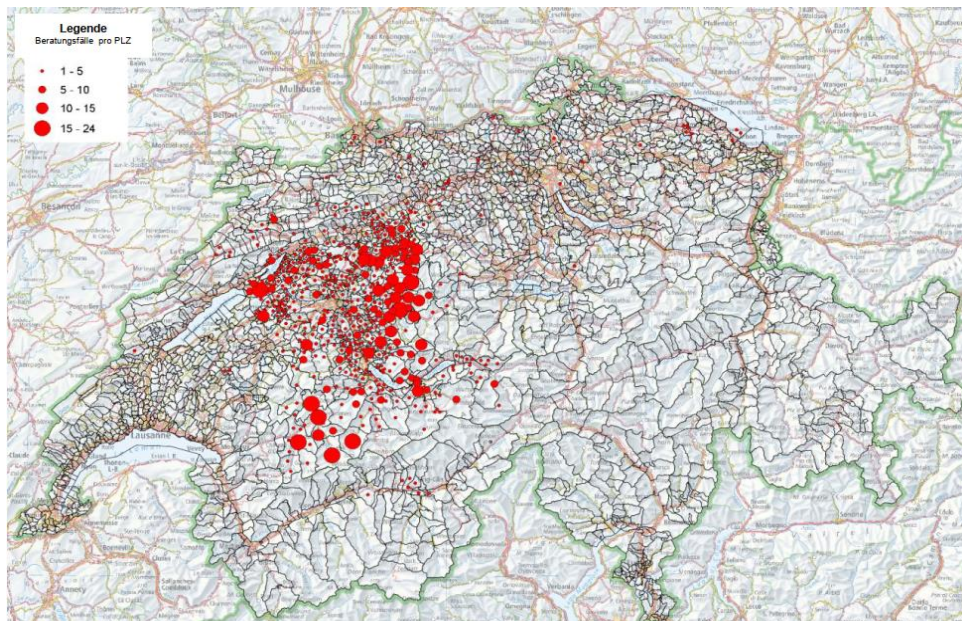
Beratungsangebot

- Alpwirtschaft
- Acker- & Futterbau
- Agrartechnik
- Betriebs- und Unternehmensführung
- Biolandbau
- Erneuerbare Energie
- Familie & Hauswirtschaft
- Gemüse
- Obst & Beeren
- Reben (inkl. Vollzug Rebbau)
- Tiere
- Vermarktung & Tourismus

— Biodiversität, Vernetzung und Landschaftsqualität

Der Fachbereich Beratung des INFORAMA umfasst einen Personalbestand von 45 Mitarbeitenden (verteilt auf 30.5 Vollzeitstellen; Stand 2019). Diese verteilen sich auf die sieben Standorte Rütli, Seeland, Oeschberg, Waldhof, Emmental, Schwand und das Berner Oberland.

Personalbestand



Einzugsgebiet der Beratung

Abbildung 4: Beratungsfälle nach Ortschaften

Der Infrastrukturbedarf der Beratung fokussiert sich primär auf geeignete Büroräumlichkeiten in den Regionen. Die Beratung benötigt zudem Räume für Beratungsgespräche und das Coaching. Die Kundennähe ist für die Beratung ausschlaggebend. Daher ist es auch in Zukunft wichtig, Beratung an regionalen Standorten zu betreiben, welche nahe an den Kunden liegen.

Infrastrukturbedarf und Kundennähe

3.3 Weitere Dienstleistungen

Unterstützend und ergänzend zu den schulischen Angeboten und Beratungsdienstleistungen werden am INFORAMA Dienstleistungen in den folgenden Bereichen angeboten:

Tagungen und Übernachtung

- Räumlichkeiten für Tagungen
- Verpflegung (Gastronomie)
- Übernachtungsmöglichkeiten (Hotellerie)

3.4 Leitgedanken und Leitbild INFORAMA

Das INFORAMA ist das Kompetenzzentrum für Bildung, Beratung und Tagungen in der Land- und Hauswirtschaft und bietet qualitativ hochstehende Angebote. Es agiert dabei nach konkreten Leitgedanken und nach einem definierten Aufgabenkatalog. Diese werden im Leitbild INFORAMA wie folgt definiert:

Kompetenzzentrum
für Bildung,
Beratung und
Tagungen

- Wir vermitteln aktuelles und innovatives Wissen in geeigneter Form und nehmen eine Brückenfunktion zwischen Forschung, Praxis und Vollzug wahr
- Wir gehen in unserer Beratungstätigkeit lösungsorientiert auf Kundenbedürfnisse ein und unterstützen Veränderungsprozesse professionell und kreativ.
- Wir geben Impulse für eine regional vielfältige, wertschöpfungsstarke und unternehmerisch produzierende Landwirtschaft sowie eine nachhaltige Nutzung der natürlichen Ressourcen.
- Wir bieten passende Räumlichkeiten und Gastro-Angebote für Tagungen und Anlässe verschiedenster Art.
- Wir denken ganzheitlich und sensibilisieren Menschen auf gesellschaftliche und soziale Zusammenhänge.
- Wir fördern die aktive Zusammenarbeit und pflegen Partnerschaften im Bereich Bildung und Beratung mit Schulen, Ämtern und Organisationen.
- Wir engagieren uns auf kantonaler und schweizerischer Ebene für eine zukunftsfähige Weiterentwicklung von Bildung und Beratung.

Die Vision des INFORAMA ist es, «Menschen zu fördern und ihre Fähigkeiten zu entwickeln, damit diese ihre berufliche Zukunft erfolgreich gestalten können». Die Grundsätze und Werte dazu werden seitens INFORAMA wie folgt formuliert:

Vision

- Unsere Zusammenarbeit ist geprägt von Respekt, Wertschätzung und Vertrauen. Wir pflegen die Kollegialität und unterstützen uns gegenseitig.
- Wir pflegen eine optimistische Grundhaltung und haben Sinn für Humor.
- Unsere Kommunikation ist ehrlich, verständlich, zielgruppengerecht und transparent.
- Wir fördern den Dialog und sprechen Differenzen offen an.
- Wir erfüllen unsere Aufgaben kompetent, engagiert und mit Herz.
- Wir reflektieren unsere Arbeit laufend mit dem Ziel, diese zu verbessern, und gehen konstruktiv mit Kritik um.
- Wir nutzen Veränderungen und Neuerungen, um uns weiter zu entwickeln.

- Wir gehen mit Ressourcen verantwortungsvoll um. Unsere Dienstleistungen erbringen wir zeit- und bedarfsgerecht.
- Unsere Abmachungen sind verbindlich und klar. Wir sind eine zuverlässige Partnerin, ein zuverlässiger Partner.
- Zufriedene Kundinnen und Kunden sind uns wichtig.
- Wir führen zielgerichtet, fair und unterstützend. Wir fördern Eigeninitiative, Selbstständigkeit und die Weiterentwicklung fachlicher und persönlicher Kompetenzen.

Entsprechend wird im Leitbild des INFORAMA ein lernförderliches, persönlichkeitsbildendes und menschlich angenehmes Lehr-/Lern- und Beratungsklima angestrebt.

4. Räumliche und betriebliche Situation

Das Angebot des INFORAMA verteilt sich über sieben Standorte. Das INFORAMA Rütli teilt sich zudem auf zwei Teilstandorte auf, den Standort Rütli und den Standort Molkereistrasse. Die Nutzungen an den jeweiligen Standorten verteilen sich auf verschiedene Gebäude.

Standorte
INFORAMA



Abbildung 5: Standorte INFORAMA

An allen Standorten sind Aus- und Weiterbildungsangebote sowie Beratungstätigkeiten vorhanden. Es ist zwischen diesen beiden grundsätzlichen Tätigkeitsbereichen zu unterscheiden, da diese unterschiedliche räumliche Anforderungen mit sich bringen. Die Lehrpersonen im 1./2. Lehrjahr Landwirtschaft sowie teilweise in der Höheren Berufsbildung sind oft an verschiedenen Standorten tätig. An einem Standort verfügen sie über einen Arbeitsplatz, sind aber entsprechend viel unterwegs und arbeiten oft mobil.

Aus- und Weiterbildung und Beratung

An den Standorten Seeland, Rütli und im Berner Oberland wird das bestehende Übernachtungsangebot (Hotellerie) genutzt und durch das INFORAMA betrieben.

Übernachtungen (Hotellerie)

4.1 Definition Nutzungstypen und Flächenstandards

Das vorliegende Betriebskonzept soll die strategisch-räumliche Grundlage zur Weiterentwicklung der Standorte INFORAMA abbilden. Dies bedeutet, dass die Betrachtungsebene nicht wie bei einem klassischen Betriebs- und Nutzungskonzept (gemäss MBA) auf der Ebene der einzelnen Räume und Raumtypen angesetzt wird. Vielmehr erfolgt die Betrachtung auf der Ebene der Standorte und deren grobem Nutzungsbedarf. Entsprechend erfolgt die Flächenbetrachtung für IST und SOLL über Nutzungstypen.

Betrachtung auf strategischer Ebene

Die Flächen und Nutzungen werden grob in 3 Nutzungstypen unterteilt, die pro Standort anwendbar sind:

- «Bildung»
- «Beratung»
- «Übernachtungen» (Hotellerie)

Da Nutzungskategorien werden derart gebildet, dass sie mit den zur Verfügung stehenden Angaben erhoben werden können. Zudem bilden sie auch die Struktur des INFORAMA ab.

Die Nutzungskategorie «Bildung» umfasst die Infrastruktur für alle Aus- und Weiterbildungsangebote des INFORAMA. Dazu gehören auch Administration und Verwaltung, Verpflegung (Gastronomie), Sport und Tagungsinfrastrukturen. Da der Schulbetrieb den grösseren Verwaltungsaufwand beansprucht und standortgebunden ist, wird dieser dem Schulbetrieb zugerechnet.

«Bildung»

Der Nutzungstyp «Beratung» umfasst die Infrastruktur, die für die Beratungstätigkeit des INFORAMA notwendig ist. Dazu gehören neben Büroräumlichkeiten auch modern ausgestattete Räume für Einzelberatungen und Coachings, Arbeitskreis- und Gruppenveranstaltungen sowie Informationstagungen.

«Beratung»

Der Nutzungstyp «Übernachtungen» wird separat betrachtet und umfasst Unterkünfte mit den dafür notwendigen Räumlichkeiten wie Zimmer und ergänzenden Nebenräumen, jedoch keine Verpflegung. Diese werden synergetisch mit der Nutzungskategorie «Bildung» genutzt. Der Bedarf an

«Übernachtungen»

Übernachtungsmöglichkeiten ist abhängig von Erreichbarkeit und Alternativangeboten an den jeweiligen Standorten.

Nicht als Nutzungstyp bezeichnet werden die Pachtbetriebe. Diese sind eine zwingende Voraussetzung für die Ausbildung am INFORAMA. Der Bedarf wird allerdings nicht im Sinne von Flächenvorgaben berechnet, sondern mit qualitativen Kriterien als Leistungsanforderungen.

«Pachtbetriebe»

Ebenfalls nicht unter den Nutzungstypen aufgeführt wird das Thema «Parkierung». Dieses wird separat beleuchtet und erhoben, nicht auf der Ebene von Flächen, sondern von Anzahl Parkplätzen (Mobilitätskonzept).

«Parkierung & Mobilität»

Die Berechnungen, Analysen und Flächenvergleiche erfolgen auf den Flächenstandards gemäss Hauptnutzflächen (HNF). Darunter versteht man die Flächen, die der Nutzung entsprechend der Zweckbestimmung dienen. Diese Betrachtungsweise entspricht einem strategisch-räumlichen Betriebskonzept.

Definition Flächenstandards

In der Analyse der Flächen IST auf der Ebene der Hauptnutzflächen HNF wurden darum folgende Räume nicht berücksichtigt, da diese den Nebennutzflächen zuzuschreiben sind:

Nicht berücksichtigte Flächen

- Sanitärflächen (Toiletten- und Duschanlagen)
- Funktionsflächen (Haustechnikräume, Serverräume, weitere Funktionsflächen)
- Verkehrsflächen
- Konstruktionsflächen

4.1.1 Nutzungstyp «Bildung»

Der Nutzungstyp «Bildung» beinhaltet alle Flächen für den Schulbetrieb gemäss folgender Auflistung:

Flächen für den Schulbetrieb

- Nutzungsneutrale Unterrichtsräume (Fach- und Klassenzimmer)
- Flächen für Lernende (Gruppenräume und Aufenthaltsmöglichkeiten)
- Spezialräume (Werkräume, Maschinenhalle, Mehrzweckräume, Gewächshäuser, Bienenhaus)
- Mensa / Aufenthaltsraum
- Administration (Arbeitsplätze Schulleitung / Verwaltung)
- Flächen für Lehrpersonen (Arbeitsplätze, Aufenthalt, Vorbereitung)
- Sporthalle inkl. zugehörige Garderoben

Der Bildungsauftrag für die Ausbildung wird vom Mittelschul- und Berufsbildungsamt MBA des Kantons Bern erteilt. Die Flächen für den Bedarf Ausbildung werden entsprechend auf der Grundlage der Schulraumstrategie MBA des Kantons Bern berechnet.

Grundlage Schulraumstrategie MBA

Der Auftrag für die Weiterbildungsangebote wird vorwiegend vom LANAT erteilt. Die Berechnung der Flächen für die Weiterbildungsangebote erfolgt auf der Basis von Erfahrungswerten und Schätzungen. Diese können teilweise durch Doppelnutzungen abgebildet werden.

Eine Herausforderung in der Berechnung der Bedarfsflächen im Nutzungstyp «Bildung» besteht im Umgang mit dem so genannten «Winterpeak». Um dem höheren Arbeitsanfall auf Hof und Feld im Sommer gerecht zu werden, werden in der Landwirtschaft seit langer Zeit die meisten Unterrichtslektionen nicht linear über das ganze Jahr, sondern in Blockkursen im Winter angeboten. Dies bedeutet, dass ein grösserer Anteil der Ausbildung im Winter stattfindet (Blockkurse). Dieses System ist somit in der Landwirtschaft historisch verankert und kann durch eine Schule als Bildungsanbieterin nicht einfach umgestossen werden.

Winterpeak und
strategische
Raumreserven

Im Rahmen der laufenden Bildungsreform der beruflichen Grundbildung wird die Frage des Systems (linear oder progressiv) erneut zur Diskussion stehen. Das INFORAMA zeigt sich grundsätzlich offen, welches System in Zukunft mehrheitlich zum Zuge kommen soll. Bereits heute zeigen die INFORAMA-Angebote in der beruflichen Grundbildung einen Trend zum linearen System. Jedoch werden Blockkurse weiterhin angeboten und ein höherer Schulbedarf im Winter bietet sich in der Landwirtschaft an. Dies stellt das INFORAMA jeden Winter vor Kapazitätsherausforderungen. In den Bildungsgängen Betriebsleiter/in Landwirtschaft mit FA, Meisterlandwirt/in HFP und landwirtschaftlichen Weiterbildungen wird aufgrund der Nachfrage zudem auch weiterhin saisonal im Winter unterrichtet.

Insgesamt gilt es bei den Kapazitätsberechnungen trotz der Tendenz zum linearen System in der beruflichen Grundbildung, den Winterpeak zu berücksichtigen. Zur Gewährleistung der notwendigen Flächen während des Winterpeaks müssen deshalb strategische Reserven eingerechnet werden (vgl. Kapitel 7.1).

Kapazitätsberechnung

4.1.2 Nutzungstyp «Beratung»

Die Flächen für den Nutzungstyp «Beratung» werden über Büroraumstandards berechnet. Beim definierten Büroraumstandard handelt es sich um einen Durchschnittswert. Dieser gibt nicht die Grösse des eigentlichen und einzelnen Arbeitsplatzes an, sondern enthält neben den Flächen für den einzelnen Arbeitsplatz auch Flächen für gemeinsame, bürobezogene Nutzungen wie formelle und informelle Besprechungsmöglichkeiten, Aufenthaltsflächen, Teeküche, Drucken, Naharchive etc. - also diejenigen Flächen, die für die tägliche Arbeit zur Verfügung stehen.

Grundlage Büro-
raumstandards

Die Hauptnutzfläche für eine Beratungsperson wird mit 17m² HNF angenommen. Dieser Kennwert wird wie folgt hergeleitet:

Flächenstandard
Büroarbeitsplatz

Flächenstandard Hauptnutzfläche (HNF) pro Arbeitsplatz (AP)	17.0 m²
Arbeitsplatz & Zubehör (pers. Stauraum / Austausch / etc.)	9.8 m ²
Empfang, Warten (inkl. Garderoben)	2.0 m ²
Anteil Sitzungszimmer	1.5 m ²
Support AP (Drucken / Büromaterial / Post zentral)	0.5 m ²
Gemeinschaftszone (Handarchiv, Geräte, Bibliothek)	1.2 m ²
Aufenthalt / Teeküche	1.2 m ²
IT- und Serverräume	0.4 m ²
Hausdienst	0.2 m ²
Sanitätsraum	0.2 m ²

Die Bürobereiche für die Beratenden sollen eine hohe Flexibilität aufweisen und mittels einfacher Umstrukturierungen die Einrichtung von unterschiedlichen Raumkonzepten ermöglichen. Den diversen Anforderungen an die Arbeit von Kommunikation und kollaborativer Zusammenarbeit bis zur Einzelarbeit ist Rechnung zu tragen.

Flexibilität und kollaborative Zusammenarbeit

Die Büroräumlichkeiten sollen eine optimale Interaktion und den informellen Austausch zwischen den Beratenden, sowie den formellen Austausch mit Kunden ermöglichen. Dazu gehören gute raumakustische Bedingungen sowie eine optimale Tageslichtnutzung. Eine effiziente räumliche Organisation mit kurzen Wegen innerhalb der Standorte unterstützt zudem die Prozesseffizienz.

Attraktiv für Kunden

Bei Beratungsveranstaltungen mit Gruppen verschiedener Grössen (Arbeitskreis- und Gruppenveranstaltungen sowie Informationstagungen) wird davon ausgegangen, dass Räumlichkeiten der Bildung benutzt werden können und zur Verfügung stehen.

Viele Beratende sind gleichzeitig als Lehrpersonen, vorwiegend in der Höheren Berufsbildung, tätig. Das bedeutet, dass sie viel unterwegs und dementsprechend auch mobil arbeiten.

Mobiles Arbeiten

4.1.3 Nutzungstyp «Übernachtungen»

Für einzelne Bildungsangebote sind Übernachtungsangebote notwendig, dienen u.a. aber auch als Alleinstellungsmerkmal. Je nach Standort wird das Übernachtungsangebot rege genutzt und gleicht mögliche Herausforderungen aufgrund der geographischen Verortung und der Erreichbarkeit aus. Allerdings ist das Angebot der Hotellerie nicht mehr zeitgemäss. Insbesondere die Zimmer entsprechen nicht mehr den heutigen Anforderungen.

Alleinstellungsmerkmal

Für den Nutzungstyp «Übernachtungen» werden die bestehenden IST-Flächen übernommen. Nicht enthalten sind gastronomischen Flächen. Diese werden an jedem Standort unabhängig von den Übernachtungen angeboten und im Nutzungstyp «Bildung» subsummiert.

Kapazitätsberechnung

4.2 Raumangebot IST

Die Ermittlung des bestehenden Raumangebotes basiert auf den unter Kapitel 4.1 definierten Nutzungstypen sowie auf Basis der durch das

Grundlagen IST-Situation

INFORAMA und das AGG zur Verfügung gestellten «Fact-sheets» (Angaben zu Flächen pro Gebäude und Standort).

Die nachfolgende Tabelle zeigt das aktuelle Raumangebot INFORAMA – für alle Standorte zusammengefasst – auf. In der Aufstellung sind die Flächen pro Nutzungstyp gem. vorherigem Kapitel aufgegliedert.

Flächen pro
Nutzungstyp

Nicht abgebildet sind die Flächen der Pachtbetriebe. Diese werden in den Flächenberechnungen IST und SOLL nicht einbezogen, einerseits, weil es dazu keine Vorgabe als Berechnungsgrundlage gibt, insbesondere aber, weil diese Nutzung abhängig ist von der betrieblichen Ausrichtung.

Pachtbetriebe

SOLL – Bedarf INFORAMA «alle Standorte»

		IST *
	Nutzungstypen	Fläche HNF
1	Bildung	14'500 m ²
2	Beratung	950 m ²
3	Hotellerie	1'250 m ²
	TOTAL	16'700 m²

Raumangebot IST
über alle Standorte

*Nutzfläche IST gemäss Factsheets INFORAMA und Verifizierung AGG

Tabelle 1: IST-Flächen aller INFORAMA Standorte zusammengefasst

Damit umfasst die gesamte Nutzfläche für alle Standorte INFORAMA heute rund 25'000m². Davon entfallen rund 1'500m² auf die Beratung und 23'500m² werden für den schulischen Betrieb genutzt. Diese teilen sich wiederum mit rund 22'300m² auf Bildung und Verwaltung, sowie rund 1'200m² auf Flächen für Übernachtungen auf. Der Nutzungstyp «Übernachtungen» beinhaltet keine gastronomischen Flächen. Diese werden an jedem Standort unabhängig von den Übernachtungen angeboten und im Nutzungstyp «Bildung» subsummiert.

Die Schulgebäude an den verschiedenen Standorten sind allesamt im Eigentum des Kantons Bern mit drei Ausnahmen:

Besitzverhältnisse

- Standort Rütli: ein Teil der vom INFORAMA genutzten Flächen (Schulräumlichkeiten) an der Molkereistrasse in Zollikofen wird seitens Kanton Bern von IP-Suisse gemietet.
- Standort Schwand: die vom INFORAMA genutzten Flächen (Schulzimmer und Büroräumlichkeiten) werden von der Bio Schwand AG gemietet.

- Bei den Pferdeberufen (v.a. Höhere Berufsbildung) werden alle Reitflächen von externen Organisationen (NPZ Bern, Agroscope Avenches) zugemietet.

Der Betrieb der Gebäude an den verschiedenen Standorten ist unterschiedliche geregelt. An den Standorten Rütli, Oberland, Seeland und Emmental ist das INFORAMA für den Betrieb verantwortlich, am Standort Waldhof das Bildungszentrum Langenthal (BZL), am Standort Oeschberg die Gartenbauschule Oeschberg (GSO; Teil des BZ emme) und am Standort Schwand die Bio Schwand AG.

Betrieb und Miete

4.3 Stärken und Schwächen

Mit Begehungen und Interviews mit allen Standortleitenden wurden die räumlichen Stärken und Schwächen der heutigen Anlagen und Raumangebote aufgenommen und zusammengetragen. Nachfolgend sind diese aufgeführt und beschrieben. Die Ausführungen haben keinen Anspruch auf Vollständigkeit und sind auch nicht gewichtet. Sie geben jedoch einen gewissen Eindruck über die Charakteristik der einzelnen INFORAMA-Standorte.

Vorgehen Analyse
IST-Situation
mittels Interviews
und Begehungen

4.3.1 Räumliche und betriebliche Stärken

Über das ganze INFORAMA betrachtet gibt es Räume, die zeitweise unternutzt sind. Dies eröffnet Möglichkeiten, bei Engpässen für Veranstaltungen auf verschiedene Standorte ausweichen zu können, sofern die Angebote am entsprechenden Standort im Rayon des Zielpublikums liegen.

Flexibilität durch
Raumreserven

Die dezentrale Struktur des INFORAMA ermöglicht eine Verankerung in praktisch jeder Region des Kantons Bern und damit auch eine ausgeprägte Nähe zum Kunden. Die Identifikation einer Region zu „ihrer“ Schule ist nach wie vor beträchtlich. Ebenso stärkt die direkte Nähe zum Kunden die Zusammenarbeit und positioniert das INFORAMA als wichtiges Beratungs- und Tagungszentrum der grünen Branche.

Regionale
Identifikation und
Kundennähe

Das INFORAMA bietet ein breites, umfassendes Ausbildungsangebot mit vertikaler Durchlässigkeit («Bildungsvertikale»), d.h. den Lernenden steht an mehreren Standorten ein umfassendes Ausbildungsangebot in den jeweiligen Fachrichtungen von der Grundbildung über die Höhere Berufsbildung bis hin zur Weiterbildung zur Verfügung («lebenslanges Lernen»).

Bildungsvertikale

Das Angebot für Tagungsinfrastrukturen mit Mensa und Übernachtungsmöglichkeiten auf der Rütli, im Berner Oberland und Seeland ist ein Alleinstellungsmerkmal und gleicht mögliche Herausforderungen aufgrund der geographischen Verortung und der Erreichbarkeit teilweise aus.

Hotellerie

Punktuell sind für einzelne Standorte folgende Stärken hervorzuheben:

Rütli

Der Standort Rütli verfügt über ein breites und vielfältiges Raumangebot. Dazu gehört auch ein Saal für 400 Personen, sowie weitere Raumangebote für Veranstaltungen. Die Lage im Kantonsgebiet ist sehr zentral.

Des Weiteren profitiert der Standort Rütli von der Nähe zum Agrocluster Zollikofen, dem Pachtbetrieb und der HAFL (Forschung). Die Nähe zur HAFL ist relevant, weil die HAFL ein schweizweit anerkanntes Kompetenzzentrum in Forschung und Lehre ist. Es wird eine enge Partnerschaft gepflegt, was eine wichtige Stärke des Standortes ausmacht («Agrocluster Zollikofen»).

Als räumliche Stärke wird die zentrale Lage für Lernende aber auch für Kunden genannt. Der Standort verfügt über eine gute Verkehrsanbindung. Das Verpflegungs- und Übernachtungsangebot wird rege genutzt und die Nähe zum Pachtbetrieb ergibt räumliche Synergien.

Berner Oberland

Als betriebliche Stärke wird hervorgehoben, dass alles «unter einem Dach» angeboten werden kann (Landwirtschaft, Hauswirtschaft und Beratung). Zudem profitiert der Standort von teils gut sanierten Infrastrukturen wie der Gärtnerei und der Käserei.

Der Standort Seeland verfügt über ein ausreichendes und vielfältiges Raumangebot. Die Nähe zur Produktion (Pachtbetrieb) ergibt räumliche Synergien. Die Standortgrösse ist überschaubar und es gibt ausreichend Parkplätze.

Seeland

Zudem gilt der Standort Seeland für den Gemüsebau als überkantonales Zentrum und wird durch das geplante nationale Kompetenzzentrum Gemüse zusätzlich gestärkt.

Das Raumangebot ist vielfältig und angemessen. Aufgrund der räumlichen Angebote sind weitere Mieter vor Ort, die thematische Synergien ermöglichen. Die Lage im Einzugsgebiet ist zentral und die Zusammenarbeit mit dem Landwirtschaftsbetrieb ist sehr gut und bewährt.

Waldhof

Am Standort Oeschberg wird geschätzt, dass die Objekte und Kulturen für die Anwendungen im Obstbau direkt vor Ort sind (Wetterstation, Obstanlage, etc.). Zusätzlich wird die enge Zusammenarbeit mit den Zielgruppen sowie der Gartenbauschule Oeschberg (GSO) für positiv befunden.

Oeschberg

Aufgrund der räumlichen Angebote sind weitere Mieter vor Ort, die thematische Synergien ermöglichen. Die Zusammenarbeit mit weiteren Beratungsangeboten vor Ort wird geschätzt, sowohl intern wie auch von den Kunden.

Emmental

Die Gebäude sind in einem guten Zustand und die Räumlichkeiten zweckdienlich. Zudem stehen genügend Parkplätze zur Verfügung.

Eine Stärke am Standort Schwand ist die Nähe zum Bio-Betrieb (Sigis Biohof). Zusätzlich profitiert der Standort thematisch von der Nähe zur Bio Schwand AG sowie zur Nähe des Heilpflanzenanbaus. Die Lage im Kantonsgebiet ist zentral. Am Standort wurden erfolgreiche CH-Bio-Ackerbautage durchgeführt.

Schwand

4.3.2 Räumliche und betriebliche Schwächen

Die zeitweise verfügbaren Raumreserven sind punktuell für einzelne Veranstaltungen geeignet, jedoch nicht für einen permanenten Schul- und Tagungsbetrieb, weil sie am falschen Ort liegen und/oder eine unpassende Ausprägung haben.	Fehlende Räumlichkeiten
Mit Blick auf die Anforderungen aus der Schulraumstrategie 2030 fehlen im INFORAMA teilweise spezifische Räume wie Mediathek, Begegnungsräume, Aufenthaltsräume, Räume für Gruppenarbeiten mit Lernenden, Arbeitsplätze für Lehrpersonen, Räume für Weiterbildungen, Arbeitskreise und Tagungen.	Spezifische Raumtypen
Engpässe bestehen aktuell insbesondere während den Prüfungszeiten. Die Klassenzimmer sind zu klein, es werden grössere Räume benötigt zur Sicherstellung von genügend Distanz zwischen den Prüflingen.	Raumbedarf für Prüfungen
Alte Gebäude lassen in vielen Fällen keine flexible Nutzung für moderne Ausbildungsangebote zu. Notwendig ist v.a. Infrastruktur mit Möglichkeit zur flexiblen Raumnutzung (Teilklassen bis mehrere Klassen).	Unzweckmässige Räumlichkeiten
Die Verteilung auf sieben Standorte führt zu einem erheblichen Mehraufwand für die Lehrkräfte. Das immer neue Einrichten der Unterrichtsräume am jeweiligen Standort, vor allem aber der (wöchentliche) Transport von Unterrichtsmaterialien an verschiedene Standorte verursacht zusätzlichen Aufwand. Das Pendeln zwischen verschiedenen Standorten führt zu einer Verzettlung der Kräfte.	Betrieblicher Mehraufwand aufgrund vieler Standorte
Verschiedene Supportfunktionen (z.B. Präsenz für Schalteröffnungszeiten, Sekretariate, IT-Support) müssen an den Standorten dezentral und damit redundant verfügbar sein.	
Die verschiedenen Standorte sind nicht optimal für eine gemeinsame Kultur- und Teamentwicklung. Die Umsetzung der im Leitbild INFORAMA verankerten Werte und Visionen wird durch eine stark dezentral ausgeprägte Struktur erschwert.	Erschwerte Kultur- und Teamentwicklung
Diverse Standorte weisen einen hohen Sanierungsbedarf auf, was zu betrieblichen Einschränkungen und Nachteilen führt. Teilweise entsprechen die Angebote nicht mehr den aktuellen Anforderungen. Der Sanierungsdruck nimmt grundsätzlich an allen, insbesondere aber an den Standorten Seeland, Emmental, Waldhof und Berner Oberland – bedingt durch die älteren Gebäulichkeiten – laufend zu.	Veraltete Infrastrukturen und Sanierungsdruck
Das Angebot der Hotellerie ist nicht mehr zeitgemäss. Die Zimmer entsprechen nicht mehr den heutigen Anforderungen.	Hotellerie
Die Anbindung mittels öffentlichen Verkehres (ÖV) ist an den Standorten Schwand und Emmental mangelhaft. Die sehr geringe Frequentierung mittels ÖV gepaart mit dem Mobilitätsverhalten der Lehrenden und Lernenden, ausgelöst unter anderem durch fehlenden ÖV-Anschluss an deren Wohnorten – bewirkt einen hohen Anteil an Privatverkehr (Anreise mit PW).	Verkehrsanbindung

Punktuell sind für einzelne Standorte folgende Schwächen hervorzuheben:

Die Schulräume sind teilweise alt und wenig flexibel nutzbar. Zudem teilen sich die Berufliche Grundbildung, die Höhere Berufsbildung sowie die Berufsmaturität die Räumlichkeiten an den beiden Standorten Rütli und Molkereistrasse (Distanz 650 Meter oder 8 Gehminuten). Dies führt zu Doppelspurigkeiten (doppelte Infrastruktur, Hausdienst, verschieben von Lehr- und Hilfsmitteln), erhöhtem Koordinationsaufwand und zeitlichem Mehraufwand (z.B. Pendeln zwischen Lektionen).

Rütli

Bezüglich der notwendigen Infrastruktur stösst der Standort Rütli an die Kapazitätsgrenzen. Bei steigenden Anmeldezahlen müssen die BM-Lernenden der Ausrichtung Gesundheit und Soziales auf die Berufsfachschulen in Langenthal (bfs) und Thun (IDM) umverteilt werden. Für Lehrpersonen können zentral im Schulhaus keine weiteren Arbeitsplätze mehr zur Verfügung gestellt werden. Durch die zu geringe Anzahl an Lehrerarbeitsplätzen und die Verteilung auf zwei Standorte arbeiten die Lehrpersonen vielfach zu Hause, was für den Austausch untereinander sowie die Schul- und Unterrichtsqualität nicht förderlich ist. Zudem mangelt es an Begegnungs- und Aufenthaltsräumen sowie an Räumen für Gruppenarbeiten. Im Weiteren fehlt eine Mediathek.

Die von der OdA (Berner Bauern Verband) durchgeführten überbetrieblichen Kurse (üK) können auf der Rütli nicht parallel zum Unterrichtsblock im Winter durchgeführt werden (von Anfang Nov. bis Mitte März), weil die Räume durch den Schulbetrieb vollständig ausgelastet sind.

Der Schweinestall auf der Rütli steht zunehmend in der Kritik von Passanten und Tierschützern. Die Infrastruktur ist nicht mehr zeitgemäss. Für die Schulung und Beratung kann der Schweinestall nicht mehr in allen Belangen als Vorbild dienen (i.d.R. muss auf andere Betriebe ausgewichen werden).

Zudem ist die Parkplatzsituation ungenügend. Bei einer räumlichen Vollauslastung ergibt sich eine Unterkapazität von rund 25%.

Das Raumangebot ist gut, aber die Räume sind sehr stark ausgelastet und es gibt immer wieder Engpässe. Zudem ist der Standort räumlich geprägt von gewachsenen Strukturen und die Räumlichkeiten sind entsprechend nicht mehr zeitgemäss und renovationsbedürftig (Internat Hauswirtschaft), woraus ein betrieblicher Mehraufwand resultiert. Ein grosser Engpass besteht bei der Mensaküche, die im Verhältnis zu den ausgegebenen Essen zu klein ist. Zudem fehlt es an Kapazitäten für Demoversuche, diese liegen vor allem im personellen Bereich.

Berner Oberland

Die Infrastrukturen sind teilweise nicht mehr zeitgemäss. Insbesondere die Hotellerie (Übernachtung / Internat) ist in die Jahre gekommen und bedarf dringend einer Sanierung. Zudem ist die Anbindung mit dem öffentlichen Verkehr suboptimal.

Seeland

Die Auslastung der Räumlichkeiten am Standort Seeland ist aufgrund der Struktur der Ausbildung mit Blockwochen sehr unregelmässig.

Die dezentrale Anordnung der Schulräume am Standort ergibt lange Wege. Die Infrastrukturen sind teilweise nicht mehr zeitgemäss und

Waldhof

renovationsbedürftig. Insbesondere die Schulküche (Hauswirtschaft) ist veraltet und wenig attraktiv.

Die Schnittstelle zwischen dem Hauptnutzer des Waldhofs, das BZL, und dem INFORAMA ist nicht immer zufriedenstellend. Zusätzlich wird das BZL sich künftig an einem anderen Standort (Ausbau an der Weststrasse) konzentrieren. Allenfalls wird der Kanton aufgrund dessen mittelfristig eine Desinvestition am Waldhof prüfen.

Die Infrastrukturen sind teilweise renovationsbedürftig. Zudem besteht eine Abhängigkeit zum Hauptnutzer, der GSO (BZ Emme). Die Schnittstelle zwischen dem BZ Emme und dem INFORAMA könnte verbessert werden.

Oeschberg

Das INFORAMA ist Hauptnutzer des Standortes, benötigt aber nur einen Teil der Räumlichkeiten. Entsprechend entsteht ein beträchtlicher Aufwand für die Vermittlung von Untermietern und die Verwaltung und den Betrieb des Standortes.

Emmental

Die Lage ist eher dezentral und bedeutet lange Anfahrtswege. Die Infrastrukturen sind teilweise nicht mehr zeitgemäss und bedürfen eines «face-liftings».

Das frühere Schulhaus auf dem Schwand, in dem die Bio-Schule eingemietet ist, ist nicht mehr zweckgemäss. Die betriebliche Einheit wird zudem als zu klein angesehen. Des Weiteren besteht eine Abhängigkeit aufgrund des Mietverhältnisses.

Schwand

5. Entwicklungsfaktoren und Megatrends

Im Zusammenhang mit Veränderungen in Gesellschaft, Umwelt und Politik sind für das INFORAMA sowohl bekannte Einflussfaktoren zu diskutieren wie auch weiterentfernte Visionen anzudenken. Die aufgezeigten Einflüsse können in kurzfristige Einflussfaktoren und mittel- bis langfristige Trends aufgeteilt werden. Kurzfristige Einflussfaktoren können mit konkreteren Auswirkungen belegt und mittels Risikoanalyse eingeschätzt werden. Trends bringen eine kontinuierliche und langsame Veränderung. Ausmass und Auswirkungen werden sich mit Voranschreiten der Veränderung abzeichnen.

Diskussion
Entwicklungsfaktor
en und Megatrends

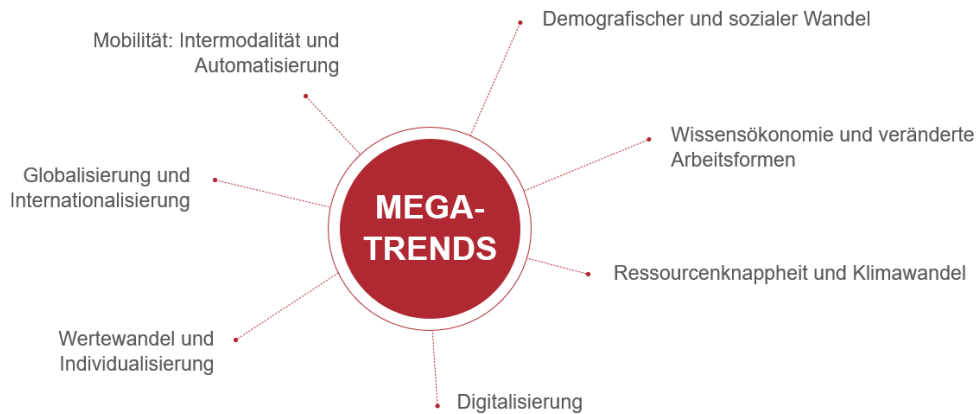


Abbildung 6: Megatrends

Aus aktuellen Trendreports können Megatrends³ gemäss der vorangehenden Grafik abgeleitet werden. Nicht jeder dieser Schwerpunkte hat dieselbe Auswirkung. Die Trends sind nicht gewichtet, sondern dienen zukünftigen Entwicklungen als Prüfpunkte und sollen periodisch überprüft und gegebenenfalls in Einflussfaktoren umgewandelt werden.

Anlässlich eines Workshops mit einer Arbeitsgruppe, zusammengesetzt aus Mitgliedern der Geschäftsleitung und den Standortleitenden, wurden die Megatrends diskutiert und Ableitungen für die Entwicklung des INFORAMA formuliert.

Workshop
Megatrends

Die folgenden Erkenntnisse wurden aus den Megatrends abgeleitet:

Durch die Migration können sich Veränderungen im Essverhalten und dadurch im Bedarf an Lebensmitteln ergeben. Zudem werden Personen mit höherem Bildungsniveau und die ältere, kaufkräftige Bevölkerung mehr Geld für Nahrung ausgeben.

Demografischer
und sozialer
Wandel

Schlagworte dazu sind lebenslanges Lernen, regelmässige Treffen für den Austausch, das Eingehen von Partnerschaften und der Umgang mit Innovation. Zudem werden Weiterbildung und Beratung in der Branche aufgrund der zunehmenden Komplexität der Materie und Trends in der Agrarpolitik zunehmen. Entsprechend wird auch die Vernetzung von den Produzenten bis zur Lehre und Forschung zunehmend wichtig.

Wissensökonomie
und veränderte
Arbeitsformen

Dank neuer Technologien werden Landwirtschaftsbetriebe auch in der Verarbeitung und Verteilung der Nahrungsmittel mitwirken können (vom Rohprodukt bis zur Verarbeitung).

Im Zusammenhang mit Ressourcenknappheit und Klimawandel wird die Vermittlung von Nachhaltigkeitsthemen, aber auch der industriellen Herstellung von Nahrungsmitteln gefragt sein, sowie der zugehörige Wissens- und Erfahrungsaufbau.

Ressourcenknappheit
und
Klimawandel

³ Begriff gemäss John Naisbitt. Anhaltende gesellschaftliche, wirtschaftliche und politische Veränderungen, die zahlreiche Lebensbereiche massiv beeinflussen. Megatrends verändern das Leben aller Menschen weltweit, wirken in verschiedenen Regionen und Gruppen aber unterschiedlich, zeitlich versetzt und keineswegs immer stetig voranschreitend.

Aus den gemeinsamen Interessen von Landwirtschaft und Bevölkerung kann sich ein nachhaltiger Konsum entwickeln. Dies betrifft die landwirtschaftliche Produktion, die Verarbeitung und die Vermarktung der Lebensmittel. Neben der landwirtschaftlichen Bevölkerung nehmen damit die Konsumenten eine zentrale Rolle ein.

Die Digitalisierung beschleunigt immer kürzer werdende Marktdurchdringungszeiten und ist Treiber für den Wandel. Dieser Wandel muss im Unterricht aufgenommen werden und wird gegebenenfalls auch neue Unterrichtsformen hervorrufen.

Digitalisierung

Dass der Unterricht auch virtuell stattfinden kann, hat die Erfahrung mit der Corona-Pandemie gezeigt. Dadurch wird jedoch die Verknüpfung der virtuellen mit der tatsächlichen Welt immer wichtiger. Man trifft sich nicht für die Aufnahme von Wissen – dies ist auch virtuell möglich – sondern zum Austausch von Erfahrungen und «Begreifen» von Versuchsanordnungen und Beispielen («Renaissance des Analogen»).

Die Digitalisierung wird auch Veränderungen im Maschinenpark mit sich bringen (Robotik).

Parallel zur Technisierung wird sich ein Bedarf nach sinnstiftenden Tätigkeiten, eine Sehnsucht nach dem Verständlichen und das Interesse für Kreisläufe entwickeln. Entsprechend werden zunehmend Umsteiger zu Kunden des INFORAMA werden.

Wertewandel und Individualisierung

Der ländliche Raum wird «Netzflüchtern» zudem Oasen mit Bodenhaftung bieten.

Die Globalisierung wird im Gegenzug eine Regionalisierung provozieren, sowie die gesellschaftliche Unterstützung für regionale Wertschöpfungsketten stärken. Wichtig werden darum immer mehr die Nähe zu anderen Institutionen und Partnerschaften (z.B. HAFL, Agroscope) werden.

Globalisierung und Internationalisierung

Im Bereich Regionalisierung kann das Netzwerk INFORAMA eine wichtige Rolle einnehmen.

Eine Konzentration der Standorte kann gegebenenfalls mehr Mobilität erzeugen. Als Gegenbewegung können vermehrt digitale Angebote entwickelt oder Übernachtungsangebote gemacht werden. Letztere können als Teil des Begegnungsraumes dienen, gleichzeitig beispielsweise als «Test von Wohnformen» bewirtschaftet werden. Dies gilt auch für die Hauswirtschaft und Gastronomie, die gemeinsam mit den Produkten der Landwirtschaft als Versuchsfeld genutzt werden können. Zudem wird der Trend zur Landwirtschaft als Freizeitpark Chancen bringen.

Mobilität

Zusammenfassend können die folgenden Erkenntnisse festgehalten werden:

Fazit aus Diskussion «Megatrends»

- Die Bedeutung der Zusammenarbeit mit externen, resp. themennahen Institutionen für die jeweilige Standortwahl wird zunehmen (Vernetzung).

- Aufgrund der zunehmenden Digitalisierung wird im Gegenzug der soziale Austausch an Wichtigkeit gewinnen.
- Schulräume müssen mit zunehmender Digitalisierung entsprechend auch als Begegnungs- und Austauschräume dienen.
- Spezialräume werden für den Unterricht vor Ort an Relevanz gewinnen. Dies gilt zum Beispiel für die Käserei, für hauswirtschaftliche Räume (Schulküche), den Schulgarten, die Arbeitsräume Reinigung und Textiles, den Melkbetrieb und insbesondere auch für die Maschinenhallen.
- Im Vordergrund steht zudem das «Neudenken» von Schulzimmern – diese müssen flexibler nutzbar sein für die unterschiedlichsten Arten von Unterricht.

Ein wichtiger Faktor in Bezug auf die Attraktivität der Angebote und das Mobilitätsverhalten ist die geografische Lage bzw. die Erreichbarkeit sowie die Anbindung mittels öffentlichen Verkehrs (Zeitaufwand ÖV vs. Auto).

5.1 Entwicklung in der landwirtschaftlichen Berufsbildung

Die Schweizer und die Berner Landwirtschaft ist mit anspruchsvollen Herausforderungen konfrontiert, wie zum Beispiel sich ändernde rechtliche Rahmenbedingungen, hohe Anforderungen der Gesellschaft und des Marktes, wirtschaftlicher und finanzieller Druck, technologische Fortschritte (z.B. in der Digitalisierung) sowie ökologische Herausforderungen. Wie in Abbildung 7 zu sehen, war die Anzahl Landwirtschaftsbetriebe im Kanton Bern in den Jahren analog zur gesamtschweizerischen Entwicklung rückläufig, 2016 betrug der Strukturwandel 1,8 Prozent.

Entwicklungen in der Landwirtschaft

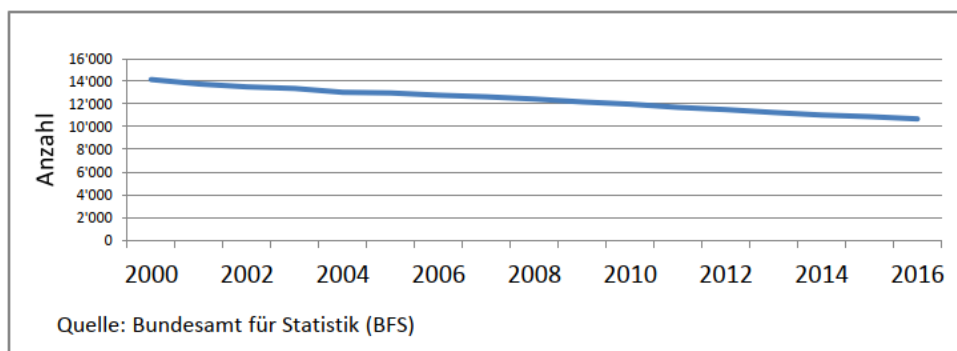


Abbildung 7: Entwicklung landwirtschaftliche Betriebe im Kanton Bern

In der «Gesamtschau zur mittelfristigen Weiterentwicklung der Agrarpolitik»⁴ skizziert der Bundesrat drei Szenarien: Szenario 1 einer vollständigen Marktöffnung im Agrarbereich im Rahmen eines Freihandelsabkommens mit der EU führt zu einem Strukturwandel von 2,8 Prozent, eine teilweise Marktöffnung (Szenario 2) zu 2,6 Prozent. Im 3. Szenario einer teilweisen Marktöffnung im Agrarbereich im Rahmen von Freihandelsabkommen mit Mercosur rechnet der Bundesrat mit dem gleichen Strukturwandel wie 2016. In diesem Bericht werden Überlegungen mit einem nach der politischen

⁴ Bundesrat (2017), Gesamtschau zur mittelfristigen Weiterentwicklung der Agrarpolitik

Diskussion realistischer Strukturwandel von 2,2 Prozent ab 2022 aufgezeigt. Damit würde die Anzahl Landwirtschaftsbetriebe im Kanton Bern von 10'684 im Jahr 2016 auf 7'986 im Jahr 2030 zurückgehen.

Die landwirtschaftliche Nutzfläche im Kanton Bern ist in der Periode 2000 bis 2016 praktisch konstant geblieben:

- 2000: 192'994 ha
- 2019: 191'882 ha

Dies dürfte sich auch in Zukunft nur unwesentlich nach unten bewegen und hat im Gegensatz zum Strukturwandel keinen Einfluss auf das INFORAMA.

Mit 191'882 ha (Jahr 2019) landwirtschaftlicher Nutzfläche verfügt der Kanton Bern über fast 20 Prozent der landwirtschaftlichen Nutzfläche der gesamten Schweiz und ist der grösste Landwirtschaftskanton der Schweiz. Es ist davon auszugehen, dass der Kanton Bern auch in Zukunft grösster Agrarkanton der Schweiz bleiben wird. Jedoch ist weiterhin mit einem Strukturwandel in der Landwirtschaft zu rechnen. Nichts desto trotz wird das Bedürfnis und das Erfordernis nach einer qualifizierten und hochstehenden landwirtschaftlichen Bildung und Beratung angesichts der grossen Herausforderungen in der Landwirtschaft kaum abnehmen, sowohl aus qualitativer wie auch aus quantitativer Sicht.

Grösster
Agrarkanton der
Schweiz

Die Arbeit in und mit der Natur, der Umgang mit Tieren, dem Boden, den Maschinen, die Vielfalt und die hohe berufliche Selbständigkeit sind die Hauptanreize, weshalb Jugendliche einen Beruf aus dem Berufsfeld Landwirtschaft lernen. Die Lernenden können in ihrer vielseitigen Lehre oft früh Verantwortung übernehmen. Die Berufsfachschule und der Lehrbetriebswechsel sind weitere zentrale Elemente, die einen Beruf aus dem Berufsfeld Landwirtschaft attraktiv machen.

Entwicklung der
Berufsbildung in
der Schweiz

Gut ausgebildete Fachleute aus dem Berufsfeld Landwirtschaft sind immer mehr gefragt, wie in Abbildung 8 zu sehen ist.

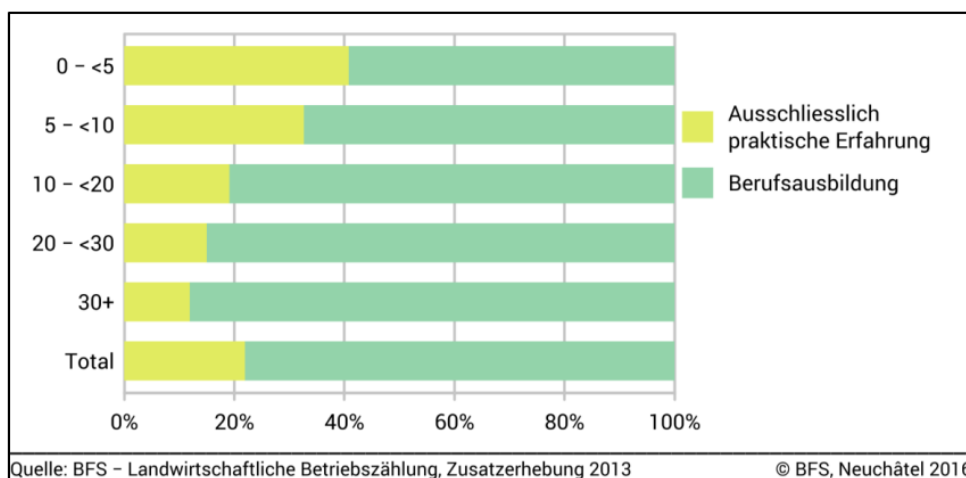


Abbildung 8: Ausbildungsstufe der Bewirtschafter/innen

Die Anzahl Lehrverhältnisse Landwirt/in EFZ und Agrarpraktiker EBA im Kanton Bern stieg seit 2012 um rund 6%. Die Zahl der Abschlüsse EFZ und

Statistik Lernende
Landwirtschaft

EBA im Berufsfeld Landwirtschaft und deren Berufe stieg in den vergangenen 10 Jahren in der Schweiz um knapp 10%. Der Anteil Zweitausbildner (diese steigen nach einer Erstlehre im zweiten Lehrjahr ein) und berufsbegleitenden Nachholbildner (dreijährig) trägt zur Steigerung der Lernendenzahlen bei. Dieser Trend stoppte 2019, als rund 10% weniger Lehrverhältnisse abgeschlossen wurden (Abbildung 9).

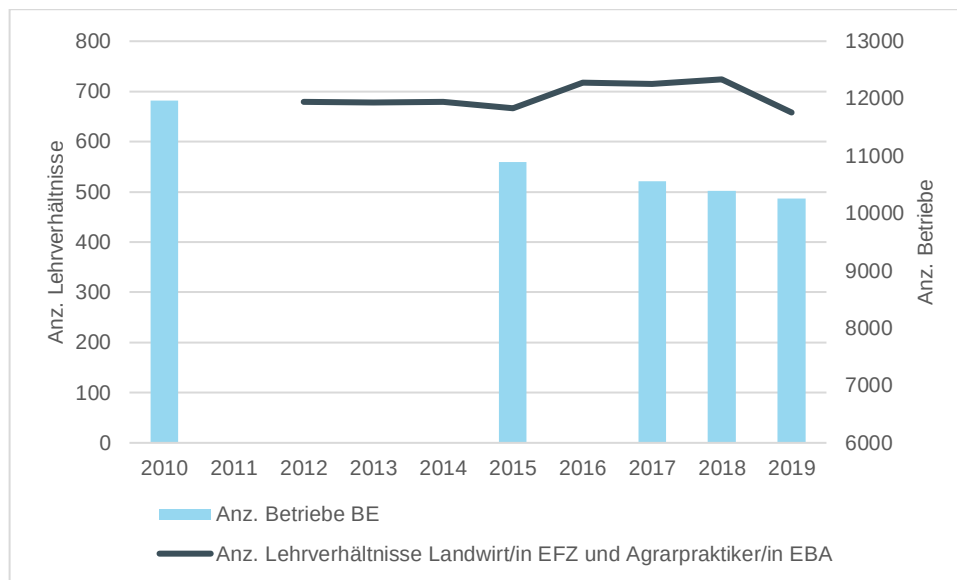


Abbildung 9: Entwicklung landwirtschaftliche Betriebe und Anzahl Lehrverhältnisse Landwirt/in EFZ und Agrarpraktiker EBA im Kanton Bern (Quelle: SBV, 2020).

Seit 2005 hat der Ausbildungsstand der Betriebsleiter/-innen zugenommen. Besonders grosse Betriebe bevorzugen gut ausgebildetes Personal. Das höhere Bildungsniveau führt auch zu einem höheren Arbeitsverdienst, wie eine Studie durchgeführt von Agroscope⁵ bestätigt.

Steigende
Nachfrage
betriebliche
Ausbildungen

Folglich lassen sich folgenden Trends für die Entwicklung der Landwirtschaftlichen Berufsbildung in der Schweiz ablesen:

- Die Berufsbildung muss sich auch in der Landwirtschaft auf neue Anforderungen, Herausforderungen und Megatrends (wie die Digitalisierung) ausrichten. Neben pädagogisch-methodischen Inhalten betrifft dies hinsichtlich flexiblen und digitalen Lernens und Unterrichten auch die Infrastruktur.
- Die Branche und die Verbundpartner (Bund und Kantone) sind gefordert, dass auch in Zukunft in der Landwirtschaft genügend

⁵ Dux D. et. al. (2017), Die wirtschaftliche Entwicklung der schweizerischen Landwirtschaft 2016: Hauptbericht Nr. 40 der Zentralen Auswertung von Buchhaltungsdaten, Stichprobe «Einkommenssituation». Und Jan P., Calabrese C., Lips M. (2017), Determinants of work income of family work units of Swiss dairy farms.

qualifizierte Berufsleute mit den richtigen Kompetenzen ausgebildet werden. Ein positiver Trend ist vor allem im Bereich Nachhaltigkeit und der Ausbildung zum/r Biolandwirt/in zu erkennen. Auch wenn aktuell ein positiver Aufwärtstrend bei den Lernendenzahlen festzustellen ist⁶, bleibt es eine permanente Herausforderung, genügend gut aus- und weitergebildete Berufsleute mit den richtigen Kompetenzen zu haben. Aus agrarpolitischer Sicht ist die Investition in Bildung und Beratung sehr effizient und effektiv, weil gut ausgebildete Berufsleute als Unternehmer die anspruchsvollen Anforderungen und Herausforderungen in der Landwirtschaft besser meistern können und generell ihre Betriebe wirtschaftlicher führen. Letzteres führt zu einer geringeren Abhängigkeit von staatlicher Unterstützung, was auch aus volkswirtschaftlicher Sicht von Interesse und Bedeutung ist.

5.1.1 Entwicklung Berufliche Grundbildung

Die Lernendenzahlen der beruflichen Grundbildung im Kanton Bern stiegen in den letzten Jahren leicht an, was für die Zukunft aber eher nicht mehr zutrifft. Berücksichtigt man den verstärkten Strukturwandel ab 2022 bei weiterhin leicht ansteigendem Interesse (Trend letzte 5 Jahre), werden die Lernendenzahlen in der landwirtschaftlichen Grundbildung bis 2030 um 6 Prozent zurückgehen. Die Abschlüsse Landwirt/-in EFZ und Agrarpraktiker/-in EBA vermögen den Bedarf an 30-jährigen Hofnachfolgern 2030 bei einem Intervall von 35 Jahren nicht zu decken, wenn man bedenkt, dass nicht alle, die einen Abschluss erwerben, auch einen Betrieb übernehmen (Quote ca. 75 Prozent). Diese Tatsache wird wohl einerseits den Strukturwandel zusätzlich verstärken. Andererseits ergeben sich daraus auch Chancen für Absolventen des Nebenerwerbskurses, die einen Betrieb übernehmen möchten. Der gleiche Schluss kann anhand der errechneten Lernendenzahlen 2030 Landwirt/-in EFZ und Agrarpraktiker/-in EBA für die Anzahl notwendiger 30-jährigen Hofnachfolger 2042 gezogen werden.

Generelle
Entwicklung
landwirtschaftliche
Grundbildung

Falls bei der Revision des Bildungsplans die Ausbildungszeit auf 4 Jahre verlängert werden sollte, würde eine Zunahme des Raumbedarfs erfolgen. Da die Unterrichtslektionen für eine 3-jährige Lehre bereits jetzt überdurchschnittlich dotiert sind und Obergrenzen bestehen, dürfte die Zunahme weniger als 33 % betragen.

Die Lernendenzahlen für Landwirt/in als Erstlehre und verkürzte Lehre (als Zweitlehre), welche in den Blockkursen beschult werden, waren in den letzten Jahren mehr oder weniger konstant; es wird erwartet, dass die Zahlen auch in Zukunft konstant bleiben. Die Lernendenzahlen für Agrarpraktiker/in EBA, Pferdefachmann/-frau EFZ und berufsbegleitende Nachholbildung Landwirt/in EFZ waren in den letzten Jahren steigend. Nun zeichnet sich jedoch eine Abflachung der Kurve ab. Tendenziell gehen eher in den Randregionen Lehrstellen verloren, was den Druck in diesen Regionen erhöht, keine Klassen mehr bilden zu können. Solche Tendenzen verursachen mehr Lernende am Standort Rütli.

Regional
unterschiedliche
Entwicklung der
Lernendenzahlen

⁶ Der Abwärtstrend von 2019 bei den Lernendenzahlen hat sich 2020 im Kt. BE nicht fortgesetzt. Sie nahmen von 666 (2019) auf 709 (2020) zu (Stand 06.08.2020).

Die Anzahl der Lernenden am Standort Schwand ist steigend. Jedoch sind die Kapazitäten für weiter steigende Klassenzahlen am Standort Schwand nicht vorhanden. Die Lernendenzahlen im Bereich berufliche Grundbildung an den Standorten Emmental und Waldhof sind tendenziell rückläufig, da weniger Lehrbetriebe in der betreffenden Region zur Verfügung stehen. Die Lernendenzahlen in der beruflichen Grundbildung zum/r Gemüsegärtner/in EFZ am Standort Ins sind relativ konstant. Die Berufsfachschule der Gemüsegärtner/-innen wird von den Lernenden der ganzen Deutschschweiz in Ins besucht.

5.1.2 Entwicklung Berufsmaturität

Die BMS rechnet bei der Ausrichtung Natur, Landschaft und Lebensmittel mit gleichbleibenden Lernendenzahlen. Diese Ausrichtung wird im Kanton Bern nur am INFORAMA angeboten. Die Ausrichtung Gesundheit und Soziales dagegen weist seit Jahren steigende Lernendenzahlen auf. Mit einer Zunahme der Lernendenzahlen ist bei dieser Ausrichtung weiterhin zu rechnen. Die Anstrengungen zur Erhöhung der Maturitätsquote, die Bestrebungen des SBFJ zur Flexibilisierung der BM und die steigende Nachfrage nach Fachkräften im Gesundheitsbereich sind die Hauptgründe für diese weitere Zunahme. Zwischen der Ausrichtung Natur, Landschaft und Lebensmittel und der Ausrichtung Gesundheit und Soziales bestehen grosse Synergien (naturwissenschaftliche Fächer). Beide Ausrichtungen zusammen ergeben für den Schulbetrieb ein optimales Volumen (Schüler- / Lehrerschaft). Zudem bilden die beiden Ausrichtungen eine Brücke zwischen Stadt und Land. Ferner: Viele Frauen, die sich für die Ausrichtung Gesundheit und Soziales entschieden haben, stammen aus landwirtschaftlichen Verhältnissen.

Einschätzung
Entwicklung
Berufsmaturitätss-
chule (BMS)

5.1.3 Entwicklung Höhere Berufsbildung

In Zukunft ist in der höheren Berufsbildung (HBB) über alle Bildungsgänge betrachtet mit stabilen bis allenfalls leicht sinkenden Studierendenzahlen zu rechnen. Bei einer differenzierten Betrachtung dürften die Bildungsgänge Betriebsleiter/in Landwirtschaft mit FA und Meisterlandwirt/in HFP stabil bleiben, da die Anforderungen im produktionstechnischen, betriebswirtschaftlichen und strategischen Bereich an die künftigen Betriebsleiter steigen. Das Gleiche gilt für die analogen Bildungsgänge im Gemüsebau. Trotz einer geringeren Anzahl Betriebe dürfte die Anzahl damit stabil bis leicht steigend sein.

Entwicklung
Höhere
Berufsbildung
(HBB)

Die Nachfrage nach dem Angebot Agrotechniker/in HF dürfte leicht steigen, da sich dadurch in wirtschaftlich schwierigen Zeiten ein zweites Standbein für den Betrieb aufbauen lässt. Mit der Finanzierung über die „Interkantonale Vereinbarung über die Höheren Fachschulen (HFSV)“ sind die Studierenden grundsätzlich frei, wo sie eine höhere Fachschule besuchen. In der Ausbildung zum Agrotechniker/-in HF hat es am INFORAMA immer Absolventinnen und Absolventen aus anderen Kantonen, da diese Ausbildung in der Deutschschweiz nur an vier Standorten angeboten wird.

Agrotechniker/in
HF

Die Ausbildung zur Bäuerin unterliegt gewissen Schwankungen, liegt derzeit aber im Trend und erfreut sich einer hohen Nachfrage. Solange der Trend

Bildung Bäuerin

zu Regionalität und Naturnähe in der Bevölkerung anhält, kann weiterhin mit einer hohen Nachfrage gerechnet werden. Es dürfte eine gewisse Verlagerung in die bäuerlich-hauswirtschaftliche und landwirtschaftsnahe Weiterbildung stattfinden, weshalb die Teilnehmenden-Zahl in der Höheren Berufsbildung eher leicht rückläufig sein dürfte. Die Bedeutung der Weiterbildung dürfte dies mindestens kompensieren.

Das Zielpublikum der bäuerlich-hauswirtschaftlichen Bildung kann wie folgt beschrieben werden:

- Publikum, das sich landwirtschaftliche und bäuerlich-hauswirtschaftliche Kompetenzen aneignen will
- Landwirtschaftsnahe Personen aus Stadt und Agglomeration, die selbst produzieren und verarbeiten wollen
- Personen aus der Landwirtschaft, die ihre Produkte veredeln, vermarkten oder anderweitiges agrotouristisches Angebot aufbauen wollen
- Junge Erwachsene, die selbst haushalten wollen (WG-Leben) sowie «silver agers», die selbst haushalten müssen, um möglichst lange autonom leben zu können
- Berufsleute aus dem Dienstleistungsbereich Reinigung/Betreuung, die ihre Kompetenzen professionalisieren wollen
- Personen, die wieder lernen wollen, wie man etwas macht (als Ausgleich zur virtuellen Welt)

Wichtig ist auch für die Ausbildung Bäuerin die Zusammenarbeit mit themennahen Institutionen und Partnern (HAFL, BFF, Volkshochschule, Spitex, Kitas, evtl. VBL/BEBV), sowie die gesamtschweizerische Zusammenarbeit mit der SBLV und den Hauswirtschaftsschulen anderer Kantone.

Zudem ist die geografische Lage ein wichtiger Faktor in Bezug auf die Attraktivität der Angebote: der Zeitaufwand ÖV vs. Auto, der Aspekt zentral / regional, die Nähe zum urbanen Raum und gleichzeitig ländlich zu sein.

Die derzeit noch junge Ausbildung im Bereich der Höheren Berufsbildung Pferdeberufe dürfte sich weiterentwickeln, weshalb mit stabilen Teilnehmerzahlen zu rechnen ist.

HBB Pferde

Derzeit bieten die Nachbarkantone in der Landwirtschaft und teilweise in der Bildung Bäuerin die gleichen Angebote wie der Kanton Bern an. In Zeiten knapper Finanzen ist der Druck zu interkantonalen Zusammenarbeit gross.

Regionale
Zusammenarbeit

5.1.4 Schlussfolgerungen

Auf Grund der vorgängig dargestellten Entwicklungen zeichnet sich Folgendes ab:

Fazit

- Die Anzahl der Kundinnen und Kunden des INFORAMA dürfte auch inskünftig insgesamt konstant bleiben; in der beruflichen Grundbildung ist in der Erstausbildung Landwirtschaft mit einem Rückgang zu

- rechnen, es wird aber eine stärkere Verlagerung hin zur Zweitausbildung (verkürzte Lehre und berufsbegleitende Nachholbildung) geben.
- Es dürften vermehrt Angebote der Höheren Berufsbildung Landwirtschaft gefragt sein, einerseits um den steigenden Anforderungen auf den Betrieben gerecht zu werden (Betriebsleiterschule) oder um in unsicheren Zeiten ein zweites Standbein zu haben (Höhere Fachschule Agrotechniker/in HF). Die Bildung Bäuerin dürfte sich einer guten Nachfrage erfreuen, allerdings mit einer gewissen Verschiebung hin zur Weiterbildung. Die Höhere Berufsbildung in der Pferdebranche dürfte sich weiterentwickeln und weiter etablieren.
 - In der Höheren Berufsbildung und der Weiterbildung besteht weiteres Potenzial zur interkantonalen Koordination und Konzentration von Angeboten. Aus Sicht des INFORAMA muss eine solche Entwicklung in Richtung des Kantons Bern laufen. Eine Auslagerung des Angebots des Kantons Bern in andere Kantone macht angesichts der Grösse und des Kompetenzprofils des Agrarkantons Bern keinen Sinn.

5.2 Entwicklung in der Weiterbildung

Im Bereich der berufsorientierten Weiterbildung treten auf dem Markt in gewissen Bereichen teilweise verschiedene Akteure und Mitbewerber auf. Diese sind unter anderem kantonale landwirtschaftliche Bildungsinstitutionen anderer Kantone, HAFL, OGG, Weiterbildungen an (ausser-)landwirtschaftlichen Institutionen, etc.

Zielpublikum

In der Weiterbildung dürfte mit der grössten Entwicklung gerechnet werden. Die Zunahme dürfte im Bereich von 20 bis 30 Prozent liegen. Wichtige Gründe könnten sein:

Einschätzung
Entwicklung Bedarf

- Die Anforderungen im produktionstechnischen, betriebswirtschaftlichen und strategischen Bereich an die künftigen Betriebsleiter/innen in Landwirtschaft und im Gemüsebau steigen, weshalb diesbezügliche Angebote auf der Quartärstufe (Kurse und Weiterbildungsangebote, die nicht zu einem reglementierten Berufsabschluss führen) gefragt sein dürften.
- Durch die steigenden Anforderungen der Gesellschaft an die Landwirtschaft (z.B. Reduktion beim Einsatz von Pflanzenschutzmitteln) sind Pflichtweiterbildungen für Berufsleute angedacht, die das Volumen der Weiterbildungskurse am INFORAMA erheblich vergrössern könnten. Agrarpolitische Entwicklungen deuten darauf hin, dass entsprechende Weiterbildungspflichten an Bedeutung gewinnen werden.
- Falls eine permanente Weiterbildung mittelfristig eine Bedingung für den Bezug der Direktzahlungen wird, dürfte sich die Entwicklung beschleunigen.
- Parallel dazu dürften die Weiterbildungsangebote in der Hauswirtschaft zunehmend gefragt sein, da der Trend hin zu Natur,

Selbstversorgung und Regionalität ungebrochen scheint und wegen der veränderten Finanzierung bei der Bildung Bäuerin eine Verlagerung in die Weiterbildung erwartet wird.

- Weiterbildungsangebote im landwirtschaftsnahen Umfeld sowie im Bereich der Pferde werden derzeit am INFORAMA entwickelt und dürften in den kommenden Jahren an Bedeutung gewinnen. Es werden vermehrt strategische Partnerschaften angestrebt, um gute Angebote anbieten zu können.
- Die berufsorientierte Weiterbildung ist ein wichtiger Brückenbauer zwischen der landwirtschaftlichen und nichtlandwirtschaftlichen Bevölkerung – das Wissen über die Nahrungsmittelproduktion beeinflusst auch das Verhalten; zunehmend besuchen auch Nichtlandwirte/innen dieses Weiterbildungsangebot.

Auf Grund der vorgängig dargestellten Entwicklungen zeichnet sich Folgendes ab:

Fazit

Die Bedeutung des Quartärbereichs (permanente Weiterbildung während des gesamten beruflichen Lebens) wird weiter zunehmen aufgrund der steigenden Anforderungen auf den Betrieben, Entwicklungen hin zu „obligatorischen“ Weiterbildungen (wie Pflanzenschutz), Verschiebungen in der Hauswirtschaft sowie dem anhaltenden Trend zu ländlichen Themen wie Regionalität, Natur, Verständnis der Landwirtschaft und Eigenversorgung.

Lebenslanges
Lernen

Im Bereich der beruflichen Weiterbildung dürfte in den nächsten 15 Jahren die grösste Entwicklung der Nachfrage nach qualitativ hochstehenden Angeboten des INFORAMA stattfinden. Eine vermehrte interkantonale, überregionale Zusammenarbeit im Bereich der Weiterbildung wäre denkbar, würde aber auch entsprechende Infrastruktur bedingen.

Starke Zunahme
der Nachfrage

5.3 Entwicklungen in der Beratung

Damit die volkswirtschaftlich notwendige und erwünschte Weiterentwicklung der schweizerischen Land- und Ernährungswirtschaft in Richtung einer umfassenden Nachhaltigkeit (ökologisch, ökonomisch und sozial) in den nächsten Jahren erfolgreich umgesetzt werden kann, kommt der Officialberatung eine zentrale Bedeutung zu. Diese Haltung vertritt das Beratungsforum Schweiz (BFS) und auch die Konferenz der Landwirtschaftsämter der Schweiz (KOLAS). Gestützt wird diese Beurteilung durch diverse neue, schweizerische und auch europäische Studien bzw. Stellungnahmen (siehe z.B. Thesenpapier der IALB zu Wissenstransfer und Beratung im Agrarbereich, 20.06.2016). Die EU verpflichtet die Mitgliedstaaten mit der EU-Verordnung Nr. 1306/2013, ein Beratungssystem einzurichten. Auf dieser Basis sollen die Wissens- und Innovationssysteme gemäss den länderspezifischen Erfordernissen weiterentwickelt werden. Private, verkaufsorientierte Beratungen mit einem sektoriellen Beratungsangebot sind dazu nicht in der Lage.

Entwicklung
umfassende
Nachhaltigkeit

Obwohl voraussichtlich die Anzahl Betriebe in den kommenden Jahren weiter zurückgehen wird und die finanzielle Situation auf den Betrieben

Einschätzung
Entwicklung
Beratung

angespannt ist, kann mit einer Zunahme der Beratungsnachfrage gerechnet werden. Die wichtigsten Gründe dazu sind:

- Einer auf den Markt ausgerichteten Weiterentwicklung der Betriebe kommt zukünftig eine zentrale Bedeutung zu. Einerseits werden sich Betriebe weiter spezialisieren, andererseits dürfte die Diversifizierung auf mehrere Standbeine auch bei grösseren Betrieben eine gute Strategie sein. Coaching und Prozessberatung werden daher wie in der übrigen Wirtschaft zukünftig noch stärker gefragt sein.
- Grössere Betriebe führen zu einer höheren Anforderung an die unternehmerischen Fähigkeiten und Herausforderungen für die Betriebsleiterinnen und Betriebsleiter. Die einzelnen Beratungen werden daher komplexer und anspruchsvoller.
- Der wirtschaftliche Druck wird weiter steigen. Die beratende Unterstützung der Betriebsleiterinnen und Betriebsleiter zu einer standortgerechten Produktion, einer konsequenten Senkung der Produktionskosten und einer Optimierung der Erträge durch die Beratung wird noch wichtiger.
- Damit eine sorgfältige Ressourcennutzung und eine nachhaltige Produktion gefördert werden kann, werden zukünftig primär verkaufsunabhängige Beratungsangebote gefragt sein.
- Die fachlichen Kompetenzen der Betriebsleiterinnen und Betriebsleiter werden bei einer weiteren Öffnung der Märkte zunehmend gefragt sein. Eine zeitgerechte und fachlich fundierte Expertenberatung wird noch wichtiger.
- Für das Erreichen von politisch definierten und volkswirtschaftlich erwünschten Zielen ist eine starke Officialberatung von zentraler Bedeutung. Projekte wie das Berner Pflanzenschutzprojekt, die Berner Bio-Offensive 2020 und 2025 usw. zeigen, dass eine zeitgerechte Information und Beratung der Betriebsleiterinnen und Betriebsleiter für die Zielerreichung sehr wichtig sind.
- Die sich weiterhin ändernden Rahmenbedingungen, neue Erkenntnisse und technische Möglichkeiten (zum Beispiel Digitalisierung, neue Produktionsformen) führen zu einem stärkeren Bedürfnis nach Beratung und Weiterbildung der landwirtschaftlichen Betriebsleitenden und Fachkräfte.
- Neue Wertschöpfungsmöglichkeiten, insbesondere unter Einbezug der ganzen Kette mit Produzenten, Verarbeiter, Verteiler bis zum Konsumenten werden zunehmend gefragt sein. Eine entsprechende Begleitung durch eine unabhängige Beratung ist unerlässlich.
- Der Trend zu Erwerbskombinationen wird auch bei grösseren Betrieben zunehmen. Zusammenarbeitsformen verschiedenster Art bedürfen einer stärkeren Begleitung im Rahmen von Coaching und Prozessberatung.
- Die Weiterbildung und der Erfahrungsaustausch der Betriebsleiterinnen und Betriebsleiter in Arbeitskreisen (Benchmark)

- werden zukünftig zunehmend gefragt sein. Der Moderation und den Inputs von Fachwissen dürfte noch grössere Bedeutung zukommen.
- Bei der Initiierung und Begleitung von Projekten zur Förderung der regionalen Wertschöpfung kommt der Officialberatung eine besondere Aufgabe zu, weil gemeinschaftliche und partizipative Verfahren in der Regel eine «neutrale» Unterstützung und Moderation benötigen.
 - Neue Beratungsbedürfnisse wie regionale Landwirtschaftsplanungen, bodenkundliche Baubegleitung, Energie- und Klimaeffizienz, nachhaltige Ressourcennutzung usw. sind vor allem durch eine unabhängige Beratung mit einem gesamtheitlichen Ansatz wirkungsvoll wahrzunehmen.
 - Die schweizerische Landwirtschaft steht in den nächsten Jahren vor grossen Veränderungsschritten und Herausforderungen (Reduktion des Pflanzenschutzmittel- und Antibiotika-Einsatzes, weitere Marköffnung, Verbesserung der Qualität bei der Biodiversität, Wolfspopulation und Herdenschutz, Digitalisierung, usw.). Damit sich die Berner Landwirtschaft zielorientiert und nachhaltig weiterentwickeln kann, kommt der neutralen, gesamtheitlichen und nicht verkaufsorientierten Beratung der öffentlichen Hand eine zentrale Bedeutung zu.
 - Der Umstand, dass die Einkommen in der Landwirtschaft sinken und dadurch auf den Betrieben weniger finanzielle Mittel für Beratungsangebote bereitgestellt werden könnten, dürfte zu einem Druck auf die Beratungstarife führen.

Auf Grund der vorgängig dargestellten Entwicklungen zeichnet sich Folgendes ab:

Fazit

Trotz vorhandener Konkurrenz-Situation bei Beratung und Weiterbildung kann das INFORAMA als öffentlich-rechtliche Institution des Kantons Bern mit hoher Glaubwürdigkeit und Neutralität gesamtheitliche Dienstleistungen erbringen.

Gesamtheitliche Dienstleistung

Die Bedürfnisse der landwirtschaftlichen Betriebsleiterinnen und Betriebsleiter nach einer kompetenten Fachberatung, nach Gefässen für einen moderierten Erfahrungsaustausch (Arbeitskreise) und nach Prozessbegleitung (Coaching) werden steigen.

Fachberatung und Austausch

Die Begleitung, die Moderation und das Coaching von Projekten zur Förderung der regionalen Wertschöpfung werden zunehmen.

Coaching

6. Lösungsvarianten und Potenzial

6.1 Grundsätzliche Überlegungen

Aus den Analysen der Infrastruktur zeigt sich, dass ein grosser Sanierungsbedarf vorhanden ist. Für die Zukunftsfähigkeit der Institution sind Erneuerungen und Modernisierungen zwingend notwendig. Angesichts

Erkenntnisse als Grundlage für die Variantenbildung

der zur Verfügung stehenden und der benötigten Mittel für Modernisierungen muss geprüft werden, wo und wie gewinnbringend und konzentriert investiert werden kann, so dass eine fokussierte Investitions- und Unterhaltstätigkeit in die Infrastrukturen erfolgt.

Letztlich soll mit der Bestvariante festgelegt werden, an welchen Standorten in welche Infrastrukturen inskünftig investiert werden soll und kann, sofern die finanzielle Situation des Kantons Bern dies zulässt. Diese Bestvariante gibt den Rahmen des strategisch-räumlichen Betriebskonzepts vor. Mit dem Masterplan (vgl. Kapitel 7) wird die Frage beantwortet, in welcher Reihenfolge die Investitionen sinnvollerweise erfolgen müssen. Dies bildet die Basis zur Beantwortung der Frage, welche Investitionen zu welchem Zeitpunkt an welchem Ort das beste Kosten-Nutzenverhältnis versprechen.

Masterplan und
Umsetzung

Bei den Betrachtungen spielen die Nähe und die Partnerschaften zu thematisch nahen Institutionen und Organisationen eine wesentliche Rolle, da sie zur Stärkung der Position INFORAMA und zur Unterstützung der Kundennähe und Innovation beitragen.

Kooperationen und
Kundennähe

Auch in verschiedenen anderen Kantonen wurden die Infrastruktur-Investitionen in der landwirtschaftlichen Bildung und Beratung zusehends auf weniger Standorte konzentriert und beträchtliche Investitionen in Bildungs- und Beratungszentren getätigt. Es gibt dabei Kantone (wie bspw. die Kantone GR oder SG), die sich mit ihren Infrastrukturen auf die Abdeckung ihres landwirtschaftlichen Grundauftrages an Bildung, Beratung und Weiterbildung ausrichten.

Strategien der
anderen Kantone

Daneben gibt es Kantone (wie die Kantone ZH, TG oder FR), die zusätzlich zum Grundauftrag eine verstärkte Zusammenarbeit mit anderen Forschungs- und Bildungsinstitutionen (z.B. Universitäten, ETH, Agroscope) anstreben und mit gemeinsam genutzten Infrastrukturen fördern. Die Attraktivität der Ausbildungsstätten nimmt dadurch zu, was sich längerfristig auf die Nachfrage in jenen Bereichen auswirken könnte, wo ein gewisser Konkurrenzdruck besteht (Höhere Berufsbildung, berufsorientierte Weiterbildung, Beratung).

Insgesamt gibt es in der Schweiz 20 Landwirtschafts- und bäuerlich-hauswirtschaftliche Schulen. Im Berufsfeld Landwirtschaft ist das INFORAMA, bedingt durch die Grösse des Agrarkantons Bern, die grösste Berufsfachschule der Schweiz.

6.2 Ziele und Bewertungskriterien

Auf der Basis der Stärken-/Schwächen-Analyse wurden die Anforderungen an die künftigen Infrastrukturen sowie die grundlegenden Zielsetzungen, strategischen Leitlinien und Bewertungskriterien seitens des INFORAMA definiert und priorisiert, sowie die Fokusthemen formuliert. Diese können den Anhängen A4 bis A7 entnommen werden. Es wurden folgende strategische Leitlinien und Ziele abgeleitet als Basis für die Kriterien zur Bewertung der Lösungsvarianten:

Strategische
Leitlinien / Ziele

- (1) **Flächenangebot in zeitgemässen und flexiblen Infrastrukturen**
Die INFORAMA-Kundschaft soll mit einem aktuellen Angebot in

Betriebliche Ziele

zeitgemässen, flexiblen und gut erreichbaren Infrastrukturen bestmöglich bedient werden. Wesentlich dabei ist auch die Kompetenzvermittlung in der Praxis und damit die Zusammenarbeit mit vorbildlichen Landwirtschaftsbetrieben.

- (2) **Vernetzung und Synergien mit sektornahen Organisationen**
Es soll eine bestmögliche Vernetzung mit sektornahen Organisationen (Bildung, Verwaltung, Landwirtschaft) zur Nutzung von Synergien und kurzen Wegen erzielt werden. Gleichzeitig soll damit die Positionierung im landwirtschaftlichen Wissens- und Innovationssystem gestärkt werden.
- (3) **Standorte als Kompetenzzentren mit klarem Profil**
Der Kanton Bern als grösster Agrarkanton zeichnet sich aus durch starke und unterschiedliche regionale Bedingungen (*Alp-/Berggebiet, Hügelgebiet, Talgebiet*). Diese sollen in Kompetenzzentren mit klarem Profil für regionale Bedingungen und Standortspezialitäten abgebildet werden.
- (4) **Betriebswirtschaftlich sinnvolle Standortgrössen**
Die heutigen Standorte sind aus den regionalen Bedingungen heraus entstanden und verfügen teilweise über unterkritische Grössen. Für die künftige Entwicklung ist die Gewährleistung von betriebswirtschaftlich sinnvollen Grössen mit adäquatem Personalbestand eine wesentliche Voraussetzung.
- (5) **Flexibilität mittels modular nutzbarer Infrastrukturen**
Lehrgänge müssen auf neue Entwicklungen angepasst werden, zugunsten der Lehrbetriebe gibt es ein erhöhtes Ausbildungsangebot im Winter (Winterpeak). Entsprechend sind modular nutzbarer Infrastrukturen notwendig, mit welchen auf Schwankungen in der Nachfrage reagiert werden kann.
- (6) **Einsatz neuer technologischer Mittel zur Prozessoptimierung und Senkung des Aufwands**
In Kombination mit der Ausstattung von Infrastrukturen können neue technologische Hilfsmittel dazu beitragen, die Abläufe zu optimieren und den Prozessaufwand zu senken.
- (7) **Gewährleisten der Investitionssicherheit**
Durch eine langfristige betriebliche Planung, durchdachte Standortwahl und eine möglichst geringe Spezifität (hohe Flexibilität) der Bauten soll sichergestellt werden, dass schnell auf Schwankungen in der Nachfrage reagieren werden kann.
- (8) **Umnutzung bzw. Verkauf/Abgabe im Baurecht von nicht mehr benötigten Objekten**
Durch die Umnutzung oder Vergabe im Baurecht von nicht mehr

Bauliche Ziele

benötigten Objekten sollen eine Flächeneffizienz erreicht und Kosten eingespart werden.

(9) **Berücksichtigung von Aspekten der Nachhaltigkeit inkl. Mobilität**

Für eine landwirtschaftliche Institution ist es unumgänglich, die Aspekte der Nachhaltigkeit auch in der Infrastruktur abzubilden. Dazu gehören im Wesentlichen auch die Anbindung und Erreichbarkeit der Standorte mit dem öffentlichen Verkehr.

(10) **Ausgewogenheit zwischen starker Zentralität und regionaler Verankerung**

Das Verhältnis zwischen Zentralität und regionaler Verankerung soll in der Standortwahl ausgewogen sein. Kompetenzen werden durch Synergien und Austausch gefördert, gleichzeitig müssen die Dienstleistungen regional und kundennah erbracht werden.

Politische Ziele

6.3 Lösungsvarianten

Auf dieser Basis wurden verschiedene Lösungsvarianten entworfen und drei davon vertieft ausgearbeitet. Aufgespannt wurde der Variantenfächer zwischen den beiden Extrem Lösungen «Status Quo – Minimale Veränderung» (minimale Investition in alle Standorte) und «Zentralisierung – Maximale Veränderung» (Konzentration der Investitionen auf einen Standort). Als dritte Variante wurde aus den Eigenheiten des Agrarkantons Bern mit den drei Vegetationszonen sowie mit Blick auf die heutigen und künftigen Partnerschaften im landwirtschaftlichen Wissens- und Innovationssystem die Variante «Kompetenzzentren» abgeleitet.

Lösungsvarianten

Die entworfenen Lösungsvarianten sind im Folgenden beschrieben.

6.3.1 Variante «Status Quo»

In der Variante «Status Quo» werden die heutigen INFORAMA Standorte mit den bestehenden Infrastrukturen betrieben. Das INFORAMA ist somit weiterhin mit seinem Angebot im ganzen Kanton vor Ort und nahe bei den Kunden vertreten und kann das Angebot regional und kundennah gestalten. Für den Standort Zollikofen werden weiterhin die zwei Standorte Rütli und Molkereistrasse betrieben. Das INFORAMA müsste sich nach den Möglichkeiten der vorhandenen Infrastrukturen richten, die Investitionen erfolgen «im Giesskannenprinzip» über alle Standorte hinweg. Kurzfristig würden so keine grösseren Kosten entstehen, mittelfristig ist allerdings für den Unterhalt und Betrieb aller Standorte mit hohen Kosten zu rechnen, da die Infrastrukturen an den meisten Standorten nicht mehr den aktuellen Anforderungen entsprechen und die bestehenden Defizite sich entsprechend von Jahr zu Jahr zunehmend negativ auswirken würden, und dadurch keine Budgets für grundlegenden Aus- oder Umbauten vorgesehen werden können.

Variante «Status Quo»

Ebenso erschwert der Betrieb aller Standorte den Aufbau einer gemeinsamen Kultur-, Team- und Unternehmensentwicklung und führt bei verschiedenen internen Dienstleistungen zu Redundanzen (z.B. Support,

Sekretariate). Auch bleiben somit weiterhin Unsicherheiten bei den eingemieteten Standorten (z.B. Schwand) bestehen.

6.3.2 Variante «Kompetenzzentren»

Bei der Variante «Kompetenzzentren» werden die Investitionen künftig konzentriert auf drei INFORAMA Kompetenzzentren mit einer geeigneten Bestandsgrundlage verteilt. Die Angebote bleiben weiterhin an den jetzigen Standorten oder in den Regionen in jetzigen oder neuen Mietverhältnissen bestehen. Sofern weitere Räumlichkeiten in den Regionen benötigt werden (z.B. für die Beratung), können diese – wenn möglich in kantonalen Liegenschaften - gemietet und genutzt werden.

Variante
«Kompetenzzentren»

Durch die Fokussierung der Investitionen auf drei Kompetenzzentren können starke Standorte mit regionaler und nationaler Ausstrahlung entstehen, ohne das Risiko, die regionale Verankerung zu verlieren. Doppelspurigkeiten (z.B. Support, Sekretariate) können reduziert und die gemeinsame Kultur-, Team- und Unternehmensentwicklung kann begünstigt werden. Angesichts der heutigen Verflechtungen und Voraussetzungen sowie mit Blick auf die künftigen strategischen Partnerschaften stehen bei dieser Variante die drei Standorte «Rütti», «Seeland» und «Berner Oberland» als Kompetenzzentren im Fokus.

6.3.3 Variante «Zentralisierung»

In der Variante «Zentralisierung» wird das INFORAMA künftig auf einem zentralen Campus für Bildung, Beratung, angewandte Forschung und Dienstleistungen untergebracht. Dort, wo das INFORAMA weiterhin vor Ort, resp. nahe beim Kunden sein muss, können zusätzliche Schulzimmer und Büroräumlichkeiten - im Idealfall von kantonalen Liegenschaften - gemietet und genutzt werden. In dieser Variante erfolgen alle Investitionen an einem zentralen «Campus». Diesbezüglich ist von einem Neubau mit entsprechend hohen Investitionskosten auszugehen.

Variante
«Zentralisierung»

Mit einem zentralen Campus INFORAMA würde ein starkes Zentrum mit regionaler und nationaler Ausstrahlung entstehen. Durch die Zentralisierung können Doppelspurigkeiten (z.B. Support, Sekretariate) vermieden und den Kunden ein «Rundum-Service» an einem Standort geboten werden. Auch die gemeinsame Kultur-, Team- und Unternehmensentwicklung wird durch eine Zentralisierung begünstigt. Wichtige Voraussetzungen dafür sind eine gute Anbindung an den ÖV sowie eine angemessene Parkplatzsituation.

6.4 Unterhalts- und Sanierungsbedarf heutige Standorte

Trotz der teilweise alten Bausubstanz ist ein Grossteil der Gebäude an den Standorten des INFORAMA, entsprechend dem Alter in einem gebrauchstauglichen Zustand und, wo sinnvoll, unterhalten. Aufgrund der Gebäudestruktur und Bausubstanz ist jedoch mit einer Kumulierung der Grossinstandsetzungen bzw. Sanierungen bis 2035 zu rechnen. Diese Massnahmen werden in einem weiteren Planungsschritt mit dem Ergebnis des strategisch- räumlichen Betriebskonzeptes und des Masterplanes

Grundsätzliche
Bemerkungen

abgeglichen. Dabei wird das Kosten- Nutzenverhältnis auf der Ebene der Areale durch das AGG als Eigentümer geprüft. Erst nach Abschluss dieser Planung ist eine ganzheitliche und qualifizierte Aussage darüber möglich, wo eine Instandsetzung bzw. Sanierung richtig ist und wo alternativ, aufgrund einer Verdichtung oder Erweiterung, zu Gunsten der Investition verzichtet werden kann.

Die Gebäude am Standort Rütli wurden laufend unterhalten und sind in einem soliden Zustand. Es bestehen keine weiteren Kostentreiber bzw. Fälligkeiten. In einem weiteren Schritt muss das Potenzial am Standort Rütli sowie der Molkereistrasse auf Basis des strategisch-räumlichen Betriebskonzeptes geprüft werden.

Standort «Rütli»

Aufgrund der gewachsenen Strukturen ist für den Standort Berner Oberland eine Machbarkeitsstudie zur Potenzialermittlung und Bereinigung des Gesamtareals durchzuführen. Auf dieser Basis können dann Entscheidungen bezüglich geeigneter Devestitionen und/oder Investitionen (beispielsweise Ersatzneubau anstatt Instandsetzung einzelner Gebäude, Sanierung der unter Denkmalschutz stehenden Gebäude) getroffen werden.

Standort «Berner Oberland»

Am Standort «Seeland» wurden alle Gebäude laufend unterhalten und sind in einem grundsätzlich soliden Zustand. Kostentreiber ist die zu erwartende Gesamtinstandsetzung inkl. Erneuerungen ab 2030 bis 2035.

Standort «Seeland»

Am Standort «Seeland» bereits geplant ist die Sanierung des Konviktgebäudes für CHF 9.7 Mio. Diese Investition ist bereits in der mittelfristigen Investitionsplanung des Kantons Bern erfasst. Das Sanierungsprojekt soll parallel zur Kenntnisnahme des Betriebskonzeptes inkl. Masterplan dem Grossen Rat vorgelegt werden. Vorbehalten der Zustimmung des finanzkompetenten Organes wird ab 2025 mit der Ausführung begonnen. Hierbei handelt es sich um ein eigentümergetriebenes Projekt.

Die Gebäude am Waldhof sind in einem guten Zustand. Die Küche für die bäuerlich-hauswirtschaftliche Ausbildung wurde erst kürzlich leicht saniert und ist bis auf Weiteres tauglich, allerdings sind Ausstattung und Disposition nicht mehr zeitgemäss.

Standort «Waldhof»

Unabhängig davon sind der Neubau Campus Langenthal, welcher ab 2028 bezugsbereit ist, und der damit verbundene Auszug der Berufsfachschule Langenthal der Treiber für Veränderungen.

Der Oeschberg als Beratungsstandort ist ein Standort auf Mieterbasis. Die Büros der Beratung des INFORAMA können – soweit betrieblich sinnvoll – bis auf Weiteres bestehen bleiben. Selbst bei einer allfälligen Sanierung oder Nutzung durch Dritte stehen noch genügend Flächen auf dem Areal zur Verfügung, welche mit leichten baulichen Anpassungen als Büroflächen genutzt werden können.

Standort «Oeschberg»

Die Gebäude wurden teilweise im Jahr 1974 errichtet und sind in einem soliden Zustand. Ab dem Jahre 2025 werden einige Bauteile fällig (z.B. Gebäudehülle und Dach), was zu einer Kumulation der Unterhalts- und Sanierungskosten ab 2025 führt. Daraus lässt sich eine Ablösung der

Standort «Emmental»

Flächen zwischen den Jahren 2030 bis 2035 ableiten, sofern eine sinnvolle Nachnutzung sichergestellt werden kann.

6.5 Folgekosten der Varianten

In der aktuellen strategischen Projektphase des räumlichen Betriebskonzeptes ist lediglich eine grobe übergeordnete Betrachtungsweise möglich. Machbarkeitsstudien für die baulichen Interventionen mit einer konkreten Zuordnung von Nutzungen zu bestimmten Objekten werden erst in einer nächsten Phase ausgearbeitet. Diese werden dann die Basis zur Abschätzung von Instandsetzungskosten und damit der Lebensdauerkosten bieten, aber auch der Erlös aus dem Verkauf von nicht mehr gebrauchten Objekten.

Abgrenzung

Die Berechnung beschränkt sich somit auf die Kapitalkosten und die Abschreibung der vorgesehenen Investitionen sowie die Betriebskosten der daraus resultierenden zusätzlichen Flächen. Reine Ersatzinvestitionen wirken sich somit nur auf die Kapitalkosten und die Abschreibung aus, nicht aber auf die Bewirtschaftungskosten.

Kostenberechnung

Die Kosten berücksichtigen keine Kosten für allfällige Provisorien, Altlasten oder Rückbaukosten, noch zusätzliche Aufwendungen für denkmalpflegerische Massnahmen. Die Abschreibungsdauer der Investitionen wurde mit 25 Jahren angenommen, deren Verzinsung mit 1.5%. Die Kosten wurden über Kostenkennwerte für die einzelnen Nutzungen berechnet.

Die Variante «Status Quo» investiert lediglich in zusätzliche Flächen «Bildung» (nutzungsneutrale Ausbildungsräume, Winterpeak, Administration).

Variante "Status Quo"

Investitionen	
Rüti	4'965'000
Seeland	1'005'000
Berner Oberland	1'005'000
Investitionssumme brutto	6'975'000
Jahreskosten	
Abschreibungen/a:	279'000
Verzinsung/a:	52'313
Betriebskosten/a:	121'797
Total Jahreskosten	453'110

Tabelle 2: Kostenberechnung Variante "Status Quo" (AGG)

Bei der Variante «Kompetenzzentren» werden die Nutzungen am Standort Rüti zentralisiert (Ersatzinvestitionen) und an den Standorten Berner Oberland und Seeland modernisiert.

Variante
"Kompetenzzentren"

Investitionen	
Rüti	37'750'000

Seeland ⁷	330'000
Berner Oberland	5'590'000
Investitionssumme brutto	43'670'000
Jahreskosten	
Abschreibungen/a:	1'747'000
Verzinsung/a:	328'000
Betriebskosten/a:	762'000
Total Jahreskosten	2'837'000

Tabelle 3: Kostenberechnung Variante "Kompetenzzentren" (AGG)

Der Variante «Zentralisierung» liegt dasselbe Flächenprogramm zugrunde wie der Variante «Kompetenzzentren». Zusätzlich werden aber hohe Investitionen in Ersatzbauten am zentralen Standort getätigt. Das hat zur Folge, dass die Investitionssumme rund doppelt so hoch ist wie bei der Variante «Kompetenzzentren». Die Betriebskosten hingegen sind gleich hoch, da dasselbe Flächenprogramm zugrunde liegt.

Variante
«Zentralisierung»

Investitionen	
Rüti	83'447'000
Seeland	-
Berner Oberland	-
Investitionssumme brutto	83'447'000
Jahreskosten	
Abschreibungen/a:	3'338'000
Verzinsung/a:	626'000
Betriebskosten/a:	762'000
Total Jahreskosten	4'726'000

Tabelle 4: Kostenberechnung Variante «Zentralisierung» (AGG)

Unter Berücksichtigung des Unterhalt- und Sanierungsbedarfs, welcher sich aufgrund der teilweise alten Bausubstanzes in den nächsten Jahren kumulieren wird, sind die ausgewiesenen Investitionskosten zu relativieren.

Schlussfolgerung

Der Investitionsbedarf bei der Variante "Status Quo" ist am tiefsten, doch müssen weiterhin alle Standorte erhalten werden. Damit kumulieren sich die Sanierungen und Instandsetzungen bei dieser Lösung auf den höchsten Bedarf im Vergleich der drei Varianten.

Bei der Variante "Kompetenzzentren" liegen die Investitionskosten im mittleren Bereich sowie auch die Unterhalts- und Instandsetzungen, die sich nur noch auf drei Standorte verteilen. Damit bietet die Variante "Kompetenzzentren" in Bezug auf die Investitions-, Unterhalts- und Instandsetzungskosten das ausgewogenste Verhältnis im Vergleich der Varianten.

⁷ Die bereits geplante Sanierung am Standort Seeland ist hier nicht einberechnet; siehe Ausführungen im vorangehenden Kapitel «Unterhalts- und Sanierungsbedarf heutige Standorte» (Ziff. 6.4).

Der höchste Wert in Bezug auf die Investitionskosten zeigt die Variante "Zentralisierung". Demgegenüber stehen zwar die niedrigsten Unterhalts- und Instandsetzungskosten. Gleichzeitig wird aber an den anderen Standorten Bausubstanz aufgegeben, die noch in einem guten Zustand ist.

6.6 Bewertung der Varianten

Die Kriterien zur Beurteilung der Varianten wurden aus den Zielsetzungen für die Weiterentwicklung der Infrastrukturen INFORAMA abgeleitet. Im Folgenden werden die drei Varianten «Status Quo», «Kompetenzzentren» und «Zentralisierung» anhand der festgelegten Kriterien beurteilt.

6.6.1 Betriebliche Kriterien

(1) Flächenangebot in zeitgemässen und flexiblen Infrastrukturen

Die vorhandenen Infrastrukturen sind nicht mehr zeitgemäss und können angesichts der bestehenden Bausubstanzen zu wenig flexibel genutzt werden. Betriebliche Doppelspurigkeiten (Support, Sekretariate, lange Wege und Fahrzeiten zwischen den Standorten) bleiben bei dieser Variante bestehen. Die Zusammenarbeit mit vorbildlichen Landwirtschaftsbetrieben ist hingegen gewährleistet und die bestehenden Standorte sind gut erreichbar.

Status Quo

Konzentrierte Investitionen (Neubauten und/oder Anpassungen an den bestehenden Gebäuden) an drei Standorten ermöglichen zeitgemässe und flexible Infrastrukturen. Die Zusammenarbeit mit vorbildlichen Landwirtschaftsbetrieben ist weiterhin möglich. Drei Standorte ermöglichen eine vernünftige Erreichbarkeit aus dem ganzen Kanton.

Kompetenzzentren

Investitionen an einem Standort ermöglichen eine zeitgemässe und flexible Infrastruktur. Die zentrale Infrastruktur ist jedoch nicht für den ganzen Kanton gut erreichbar. Die Zusammenarbeit mit vorbildlichen Landwirtschaftsbetrieben wird zudem schwieriger (z.B. Gemüsebau, Alpwirtschaft).

Zentralisierung

(2) Vernetzung und Synergien mit sektornahen Organisationen

Eine gute Vernetzung mit sektornahen Organisationen in den einzelnen Regionen bleibt wie bisher gewährleistet. Allerdings besteht die Gefahr einer Verzettlung der Kräfte. Die Präsenz vor Ort ermöglicht eine gute regionale Positionierung im Bildungsmarkt.

Status Quo

Diese Variante ermöglicht einen optimalen Mix zwischen dezentraler sowie zentraler Vernetzung (Agrocluster Zollikofen, insbesondere HAFL). In den einzelnen Kompetenzzentren werden dem Profil entsprechende Partnerschaften mit weiteren Organisationen gestärkt. Durch die grössere Strahlkraft der gestärkten Kompetenzzentren wird die Positionierung im Bildungsmarkt gewährleistet. Zu klären ist die Profilierung der Bio-Ausbildung.

Kompetenzzentren

Durch eine Konzentration würde die dezentrale und themenspezifische Vernetzung erschwert. Um lokale und regionale Synergien zu nutzen, müssten längere Wege in Kauf genommen werden.

Zentralisierung

(3) Standorte als Kompetenzzentren mit klarem Profil

Regionale Bedingungen und Standortspezialitäten können zwar gut abgebildet werden, es fehlen jedoch die Kapazitäten und Ressourcen für eine klare Profilierung als themenspezifische Kompetenzzentren, weil es zu kleine Einheiten sind und sich Aufgaben teilweise überschneiden.

Status Quo

Diese Variante ermöglicht eine eindeutige Positionierung der Standorte mit klaren Profilen.

Kompetenzzentren

Die Positionierung als ein land- und hauswirtschaftliches Kompetenzzentrum mit nationaler Ausstrahlung wäre mit dieser Variante gut realisierbar. Regionale Bedingungen und Standortspezialitäten könnten tendenziell aber weniger gut berücksichtigt werden.

Zentralisierung

(4) Betriebswirtschaftlich sinnvolle Standortgrößen

Nicht alle bestehenden Standorte verfügen über eine betriebswirtschaftlich sinnvolle Grösse; der Personalbestand im Bereich des Supports ist dementsprechend überproportional (Sekretariate, technischer Dienst, Stellvertretungen).

Status Quo

Die Kompetenzzentren können betriebswirtschaftlich sinnvoll geführt werden. Personelle Doppelspurigkeiten im Support-Bereich sind weitgehendst eliminiert, da sinnvolle Arbeitspakete auf die drei Kompetenzzentren verteilt werden können.

Kompetenzzentren

Betriebswirtschaftlich wäre diese Variante wohl die effizienteste Lösung. Der Personalbestand wäre in etwa vergleichbar mit der Variante «Kompetenzzentren», da das Potenzial im Support bereits in dieser Variante ausgenutzt werden kann und die Personalressourcen im Bereich Bildung und Beratung bei allen drei Varianten gleichbleiben.

Zentralisierung

(5) Flexibilität mittels modular nutzbarer Infrastrukturen

Die vorhandenen Infrastrukturen sind nur sehr beschränkt modular nutzbar; Schwankungen können entsprechend schlecht aufgefangen werden.

Status Quo

Durch den Ausbau der Kompetenzzentren kann die Flexibilität der Infrastrukturen verbessert werden, um Schwankungen besser abfedern zu können.

Kompetenzzentren

Aus- und Neubauten mit modular nutzbaren Infrastrukturen erhöhen die Flexibilität, um Schwankungen besser abfedern zu können.

Zentralisierung

(6) Einsatz neuer technologischer Mittel zur Prozessoptimierung und Senkung des Aufwands

Standortunabhängige technologische Mittel (Digitalisierung) optimieren die Zusammenarbeit verschiedener Standorte und senken den Aufwand (z.B. Fahrzeit und Fahrspesen). Standortgebundene technologische Mittel (Einrichtungen) führen zu Mehraufwand, da sie an verschiedenen Standorten installiert werden müssen.

Status Quo

Standortunabhängige technologische Mittel (Digitalisierung) optimieren auch bei drei Kompetenzzentren den Aufwand. Standortgebundene technologische Mittel verteilen sich auf drei Standorte (Mehraufwand gegenüber Variante «Zentralisierung»).

Kompetenzzentren

Bei einer Zentralisierung können alle technologischen Mittel optimal eingesetzt werden. Zentralisierung

6.6.2 Bauliche Kriterien

(7) Gewährleisten der Investitionssicherheit durch langfristige betriebliche Planung, durchdachte Standortwahl und möglichst geringe Spezifität der Bauten

Diese Variante löst ein geringes Investitionsvolumen aus. Einzelne Standorte verursachen bereits heute aufgrund des Alters der Gebäude oder der sehr spezifischen Flächenangebote einen erhöhten betrieblichen Aufwand. Die hohen Aufwendungen für die Instandsetzung und den Betrieb der weitgehend sehr alten Bausubstanz werden bestehen bleiben und fallen vor allem in den nächsten Jahren an, weshalb bei dieser Variante längerfristig das Kosten-Nutzen-Verhältnis nicht gegeben ist.

Status Quo

Diese Variante löst ein mittleres Investitionsvolumen aus. Insbesondere die beiden Standorte «Rütti» und «Ins» verfügen über eine belastbare Infrastruktur. Mit der Verlegung und Verteilung der Flächen auf die Kompetenzzentren werden an den anderen Standorten Flächen frei, die nach Möglichkeit mit neuen Nutzungen belegt werden sollten. Aus heutiger Sicht besteht jedoch die Chance, dass damit auf grössere Aufwendungen für Instandsetzungen aufgrund der veralteten Bausubstanz verzichtet werden kann und diese in einen Ersatzneubau oder in arealinterne Optimierungen transferiert werden können.

Kompetenzzentren

Diese Variante löst ein hohes Investitionsvolumen aus und erlaubt die Aufgabe von Standorten. Dies senkt die Betriebs- und Instandsetzungskosten nachhaltig. Gleichzeitig fallen die Investitionen sehr hoch aus, da gute Bausubstanz von anderen Standorten am zentralen Standort durch Neubauten ersetzt werden muss und sich diese mit den Devestitionen an den aufgegebenen Standorten aufgrund der Spezifität der dortigen Flächenangebote nicht mehr die Waage halten können.

Zentralisierung

(8) Umnutzung bzw. Verkauf/Abgabe im Baurecht von nicht mehr benötigten Objekten

In dieser Variante werden keine Objekte freigegeben.

Status Quo

Mit der Konzentration auf die Kompetenzzentren werden keine Standorte ganzheitlich frei. Dennoch wird dadurch die Chance erhöht, im Rahmen einer ganzheitlichen Betrachtung von Standorten eine Neuorientierung in Form einer Umnutzung oder allenfalls sogar einer Devestition zu initiieren. Eine abschliessende Beurteilung kann erst nach Abschluss der weiterführenden Planungen gemacht werden.

Kompetenzzentren

Alle Standorte werden in der Rütti integriert. Damit würden ganze Areale frei, was für Investoren interessant ist. Vor einem Verkauf an einen privaten Investor müsste eine Zonenplanänderung vorgenommen werden, was gewisse Risiken birgt. Der Erlös aus einem Verkauf ist auch vom Schutzgrad der Objekte abhängig.

Zentralisierung

(9) Berücksichtigung von Aspekten der Nachhaltigkeit inkl. Mobilität

Die Infrastrukturen der Standorte sind teilweise stark geprägt von einer Entwicklung über mehrere Generationen und entsprechend wenig effizient, weder in Bezug auf die Bauqualität als auch der Flächen. Entsprechend halten sich Investitionsaufwand und Nutzen nicht mehr die Waage. In Bezug auf die Mobilität muss festgestellt werden, dass einzelne Standorte eher peripher liegen und trotz Regionalität nicht optimal erreichbar sind.

Status Quo

Die Standorte «Rütti» und «Seeland» verfügen über eine belastbare Bausubstanz mit Potenzial zur Weiternutzung. Im «Berner Oberland» muss ein gutes Kosten-Nutzen-Verhältnis in Bezug auf die Entwicklung der Bauten gefunden werden. Die Erreichbarkeit der drei Kompetenzzentren ist gut, allerdings sind lediglich die Standorte Rütti und Berner Oberland ausreichend an den öffentlichen Verkehr angeschlossen.

Kompetenzzentren

Mit einer Konzentration wird die Energiebilanz (inkl. grauer Energie) stark strapaziert, umzunutzende Flächen (durch Nachfolgenutzung) und Neubauten geraten in ein ungleiches Verhältnis. In Bezug auf die Mobilität verursacht diese Variante Mehrverkehr aufgrund der langen Anreisen aus dem ganzen Kanton.

Zentralisierung

6.6.3 Politische Kriterien**(10) Ausgewogenheit zwischen starker Zentralität und regionaler Verankerung**

Beim Status quo kann das historisch gewachsene Verhältnis zwischen Zentralität und regionaler Verankerung beibehalten werden. Aber bereits heute können nicht alle Dienstleistungen regional und kundennah erbracht werden, da aus betriebswirtschaftlicher Sicht nicht jedes Angebot an allen Standorten zur Verfügung gestellt werden kann.

Status Quo

Bei dieser Variante wird einerseits die Zentralität gestärkt, aber auch die beiden weiteren regionalen Kompetenzzentren werden ausgebaut, so dass weiterhin eine regionale Verankerung und Vernetzung besteht und insgesamt ein ausgewogenes Verhältnis zwischen «zentral» und «dezentral» resultiert. Die Chancen auf eine politische Akzeptanz dieser Lösung sind intakt.

Kompetenzzentren

Aus regionalpolitischer Sicht und aus Sicht der vielfältigen Berner Landwirtschaft ist eine Konzentration auf einen Standort nicht zielführend und unrealistisch.

Zentralisierung

6.6.4 Bewertung und Variantenentscheid

In der nachfolgenden Tabelle ist die Bewertung der drei Varianten gemäss den Einschätzungen pro Kriterium zusammengestellt und mittels «Ampelsystem» bewertet.

Legende:  negativ  neutral  positiv

	Status Quo	Kompetenzzentren	Zentralisierung	Bewertungsmatrix
Betriebliche Kriterien				
Flächenangebot				
Vernetzung und Synergien				
Profil Standorte				
Betriebswirtschaftliche Grösse				
Modulare Flexibilität				
Senkung Prozessaufwand				
Bauliche Kriterien				
Investitionssicherheit				
Umnutzung / Devestition				
Nachhaltigkeit / Mobilität				
Politische Kriterien				
Starke Regionale vs. Zentrale Regionalität				

Bei der Variante «Status Quo» handelt es sich um kein zukunftsorientiertes Szenario, da es den Anforderungen an eine moderne und zukunftsorientierte Infrastruktur für die Angebote des INFORAMA in keiner Hinsicht gerecht werden kann und sich nur auf den kurzfristigen Erhalt der bestehenden Infrastruktur konzentriert.

Fazit «Status Quo»

Bei der Variante «Kompetenzzentren» handelt es sich um ein zukunftsorientiertes, realistisches und angemessenes Szenario, da es den Anforderungen an eine moderne und zukunftsorientierte Infrastruktur für die Angebote des INFORAMA gerecht werden kann, ohne die regionale Verbundenheit zu verlieren. So entsteht ein ausgewogenes Verhältnis zwischen einer starken Zentrale mit nationaler Ausstrahlung und der regionalen Verankerung.

Fazit
«Kompetenzzentren»

Bei der Variante «Zentralisierung» handelt es sich um ein zukunftsorientiertes Szenario, da es den Anforderungen an eine moderne und zukunftsorientierte Infrastruktur für die Angebote des INFORAMA gerecht werden kann. Allerdings besteht das Risiko, dass die regionale Verbundenheit verloren geht. Auch die Auswirkungen der längeren Anreisewege für Kunden und Lernende aus den Regionen sowie die Mitarbeitenden des INFORAMA sind nicht zu unterschätzen. Des Weiteren

Fazit
«Zentralisierung»

wirft die Freiräumung der kantonalen Gebäude mit unklarem Potenzial für Alternativnutzungen Fragen auf.

6.6.5 Überlegungen für die bäuerlich-hauswirtschaftliche Bildung

Die bäuerlich-hauswirtschaftliche Bildung muss über verschiedene Spezialräume und betrieblich-räumliche Voraussetzungen verfügen, die investitionsintensiv sind (u.a. Schulküche, Schulgarten, etc.). Die Szenarien für diese Ausbildung wurden deshalb zusätzlich und spezifisch analysiert.

Die bäuerlich-hauswirtschaftliche Bildung wird heute an zwei Standorten angeboten: am INFORAMA «Waldhof» und am INFORAMA «Berner Oberland». Eine Konzentration auf einen Standort würde die folgenden Vorteile mit sich bringen:

- Teamgrösse: ein grösseres Team vereinfacht gegenseitige Stellvertretungen, hat ein grösseres Gewicht und mehr Kapazität zum Austausch inkl. themenübergreifenden Inhalten mit anderen Bereichen wie Beratung, Landwirtschaftliche Bildung usw.
- Führungsaufwand: bei zukünftig noch einem Standort bedeutet das weniger Aufwand für die Leitung des Bereichs (Anzahl Führungspersonen, direkter Kontakt mit den Mitarbeitenden).

Die genannten Überlegungen sprechen klar zugunsten einer Konzentration der «Angebote der bäuerlich-hauswirtschaftlichen Bildung» am Standort Rütli. Die Bewertungsunterschiede, die zu diesem Resultat führten, liegen bei zwei Kriterien, nämlich bei der bestmöglichen Erreichung des vielfältigen Zielpublikums (bäuerlich und urban) sowie der zu erreichenden Strahlkraft (Stadt/Land, Nähe zu Bern), Innovation (Agrocluster Zollikofen und Nähe zur HAFL) und Wirkung.

Entscheid
zugunsten Standort
Rütli

Bezüglich Infrastruktur besteht bei der Variante «Rütli» allerdings der höchste Investitionsbedarf, da keine bestehende Infrastruktur vorhanden ist (fehlende Spezialräume, Spezialeinrichtungen wie Schulgarten usw.). Diese muss entsprechend vor der Umsetzung der Variante geschaffen werden.

6.7 Bestvariante «Kompetenzzentren»

Bei der Konzentration der Investitionen an den wesentlichen Standorten stehen die Bildungsangebote im Fokus, die entsprechend von Synergien profitieren. Kriterien sind natur- und topografische Gegebenheiten, Kulturen und Nutzungen, sowie zentral vs. regional.

Kriterien
Investitionsstandort
e

Die Beratungsangebote können von dieser Variante abweichen, da für die Beratung grundsätzlich keine INFORAMA-eigenen Infrastrukturen in den Regionen verfügbar sein müssen, sondern auch Anmietungen von Büroräumlichkeiten als Option denkbar sind.

Beratungsangebote

Die Frage der Erreichbarkeit von Ausbildungsstätten durch jüngere Auszubildende, die noch nicht so mobil sind, kann dadurch aufgefangen werden, dass bei Bedarf auch Schulräumlichkeiten in anderen kantonalen Einrichtungen (Berufsfachschulen) regional genutzt werden können. Zudem ist davon auszugehen, dass diejenigen Standorte, in welche der Kanton

Sicherstellung
eines regionalen
Schulangebots

inskünftig nicht mehr investieren wird, in den nächsten Jahren weiterhin durch das INFORAMA genutzt werden können, bis eine Folgenutzung durch den Kanton (Desinvestition) absehbar ist.

Auf dieser Basis ergibt sich damit eine eindeutige Stossrichtung für eine Bestvariante. Mögliche künftige Investitionen in die Infrastrukturen des INFORAMA sollen auf drei «Kompetenzzentren» fokussiert werden: «Rütti» (Cluster Zollikofen/Nähe HAFL), «Berner Oberland» (Alp- und Berglandwirtschaft) und «Seeland» (Gemüsebau/Spezialkulturen).

Bestvariante
«Kompetenzzentren»

Der Standort «Rütti» deckt bereits heute das grösste Angebot an Aus- und Weiterbildung ab. Zudem ist dieser zentral im Kanton gelegen, gut erschlossen und in Stadtnähe gelegen. Allerdings sollen am Standort «Rütti» eine Bereinigung der Flächen im Sinne einer Konzentration auf die Lokalität Rütti erfolgen und die heute parallel genutzten Flächen an der Molkereistrasse an den Kanton zurückgegeben werden. Dies würde eine anderweitige Nutzung der Gebäude an der Molkereistrasse ermöglichen (z.B. Ansiedlung weiterer Abteilungen des LANAT in Zollikofen).

Standort «Rütti»

Am Standort «Rütti» bestehen grosse Chancen und Potenziale für die Zusammenarbeit und Vernetzung, da dieser von der Nähe zum Agrocluster Zollikofen, zur Hochschule für Agrar-, Forst- und Lebensmittelwissenschaften HAFL (Landwirtschaft, Pferde, Hauswirtschaft / Lebensmittel) als Forschungspartner sowie zu weiteren Partnern wie Vetsuisse (Uni Bern) und NPZ Bern profitiert. Auf der Rütti bestehen auch enge Beziehungen zu den Fachstellen Boden und Pflanzenschutz, zum nationalen Kompetenzzentrum Boden an der HAFL sowie zur Geschäftsstelle der Vereins Organisation Nutztiergesundheit Schweiz. Die Potenziale für Versuche im neuen Rindviehstall des Pachtbetriebs Rütti und ausgedehnte Versuchsflächen auf dem Pachtbetrieb unterstützen entsprechende Partnerschaften. Allerdings muss im Hinblick auf eine bessere Ausschöpfung der Möglichkeiten mittelfristig über eine Rückführung des Pachtbetriebs in die kantonale Hoheit diskutiert und entschieden werden. Entsprechende Ideen für einen **Wissenstransfer- und Innovationsbetrieb Rütti** («Win Rütti») wurden verwaltungsintern durch die HAFL, das INFORAMA und das LANAT angestellt.

Der Standort «Seeland» liegt inmitten des wichtigsten Gemüseanbaugebietes des Kantons Bern, respektive der ganzen Schweiz. Bereits heute geniesst der Standort schweizweit einen guten Ruf als Ausbildungs- und Beratungsstätte für den Gemüsebau. Zudem hat der Bundesrat im Mai 2020 das «Detailkonzept und Umsetzungsplanung zur zukünftigen Standortstrategie Agroscope» verabschiedet, das als dezentrale Versuchsstation praxisorientierte Forschungsaktivitäten im Seeland vorsieht. Themen sind die Entwicklung von ganzheitlichen Pflanzenschutzstrategien im Gemüsebau, ein ressourceneffizientes Bodenmanagement, nachhaltige Anbaumethoden sowie die Optimierung des Gewächshausanbaus unter Praxisbedingungen.

Standort
«Seeland»

Die Kantone Bern und Freiburg sowie die Branche stellen das notwendige Versuchsland sowie den Zugang zu Gewächshäusern bereit, ebenso wie die weiteren Infrastrukturen (Büroräumlichkeiten für 3 bis 5 MA und

Laborräume). Dazu gehört auch die Bewirtschaftung der Versuchsflächen. Damit soll eine Effizienz- und Wirkungssteigerung dank der Zusammenarbeit mit der Gemüsebranche, Aus- und Weiterbildung und Beratung resultieren. Im Rahmen der «Wyss Academy for Nature» hat zudem die HAFL im Seeland angewandte Forschungsaktivitäten in ähnlichen Themen wie Agroscope bereits aufgenommen (Projekt LANAT-2). Alle diese Aktivitäten sollen inskünftig unter dem Dach «Nationales Kompetenzzentrum Gemüse» (NKG; Organisationsform ist noch offen) gebündelt werden.

Der Standort «Berner Oberland» zeichnet verantwortlich für die Alp- und Berglandwirtschaft im Kanton Bern. Der Standort verfügt zudem über eine sehr starke Einbindung in die Region und geniesst politisch einen hohen Stellenwert.

Standort «Berner Oberland»

Das vom Bundesrat im Mai 2020 verabschiedete «Detailkonzept und Umsetzungsplanung zur zukünftigen Standortstrategie Agroscope» sieht auch an diesem Standort eine Zusammenarbeit für praxisorientierte Forschungsaktivitäten vor: agronomische, strukturelle, produktions- und wertschöpfungsorientierte Fragen zur Entwicklung der Alp- und Berglandwirtschaft (z.B. standortangepasste Graslandbewirtschaftung, Milchproduktion und –verarbeitung) sollen damit beantwortet werden.

Die Umsetzung der Bestvariante soll mit einer Übergangsphase und stufenweise erfolgen. Dieses Vorgehen ermöglicht eine Anpassung auf die neuen Angebote und Situationen. Zudem bietet eine Übergangsphase die Möglichkeit, die Infrastruktur optimal an die neuen Gegebenheiten anzupassen.

Umsetzung Bestvariante

Durch die Umsetzung der Bestvariante entstehen die folgenden Chancen:

- Ausgewogenes Verhältnis zwischen konzentrierten Synergien und regionaler Verankerung
- Es werden moderne und zweckmässige Aus- und Weiterbildungs-Räume an drei INFORAMA-Standorten angeboten.
- Durch örtlich konzentriertere Angebote (Hauswirtschaft) wird die Nutzung von Synergieeffekten gewährleistet.
- An den übrigen Standorten stehen bei Bedarf flexible und zukunftsorientierte Infrastrukturen anderer Träger zur Verfügung
- Durch die konzentrierte Investition in drei Ausbildungs-Standorte wird auch in Zukunft eine adäquate Kundennähe gewährleistet und die Anfahrtswege bleiben trotzdem angemessen.
- Durch eine Fokussierung der Ausbildungsstätten wird zudem generell eine bessere Teambildung unter den Mitarbeitenden des INFORAMA ermöglicht.

Chancen

Es sind jedoch auch folgende Risiken in Erwägung zu ziehen:

- Möglicher Widerstand in den Regionen Ob- und Nidwalden, Berner Oberland (Hauswirtschaft), Schwand (Bio-Landbau) und Emmental.

Risiken

- Kunden aus den Rand-Regionen im Emmental und Oberraargau könnten sich vermehrt nach SO oder LU orientieren.
- Hohe einmalige Investitionen und der Bedarf an Freiräumung kantonaler Gebäude mit unklarem Potenzial für Alternativnutzungen.

7. Masterplan «INFORAMA 2035 - Bestvariante Kompetenzzentren»

Wie in Kapitel 6 beschrieben soll die Umsetzung der Bestvariante mit einer Übergangsphase und stufenweise mit einem Zielhorizont für das Jahr 2035 erfolgen. Der gewählte Zielhorizont von 15 Jahren entspricht der mittelfristigen Investitionsplanung des Kantons Bern. Auf dieser Basis wurde der Masterplan «INFORAMA 2035 – Bestvariante Kompetenzzentren» für die Umsetzung der Bestvariante ausgearbeitet. Dementsprechend bildet die im Folgenden beschriebene SOLL-Bedarf-Ermittlung der Bestvariante «Kompetenzzentren» den Zeithorizont 2035 ab. Der betriebliche Umgang mit den Pachtbetrieben ist nicht Gegenstand des vorliegenden Berichtes.

Masterplan
«INFORAMA
2035»

Die Fokussierung der Investitionen auf die drei Standorte «Rütti», «Berner Oberland» und «Seeland» (Bestvariante) bedingt einige Voraussetzungen:

Voraussetzungen

- Ausbau und Sanierung des Standorts Rütti zu einem «Campus»; dabei sollen und müssen die infrastrukturellen Bedürfnisse und Synergien mit der HAFL einbezogen werden.
- Die Standorte «Seeland» und «Berner Oberland» müssen saniert werden.
- Die bäuerlich-hauswirtschaftliche Aus- und Weiterbildung wird – sofern moderne neue Infrastrukturen gebaut werden können – am Standort Rütti zusammengeführt.
- Die Parkplatzsituation am Standort INFORAMA Rütti wird koordiniert mit der Situation an der HAFL den Gegebenheiten angepasst. Ebenso sollen die Tagungsinfrastrukturen von HAFL und INFORAMA gemeinsam analysiert und weiterentwickelt werden.
- Die Klassen der landwirtschaftlichen Grundbildung 1. und 2. Lehrjahr am Waldhof und im Emmental werden bei entsprechender Nachfrage (Klassengrößen) weiterhin dezentral gehalten – bis zu einer Desinvestition an den bisherigen Standorten und danach in einer Berufsfachschule in der Region –, da die Auszubildenden noch beschränkt mobil sind.
- Damit die für Beratungsdienstleistungen wichtige Nähe zu den Kunden weiterhin gewährleistet werden kann, werden die regionalen Teams bis auf Weiteres weitergeführt – bis zu einer Desinvestition an den bisherigen Standorten. Danach sind im Raum Emmental-Oberaargau geeignete Räumlichkeiten anzumieten.
- Falls am Standort Oeschberg die Büroräumlichkeiten anderweitig gebraucht werden (GSO / BZ emme), ist eine Verschiebung der Fachstellen Obst und Beeren (FOB) und Reben an den Standort Seeland zu prüfen.

- Die Bio-Schule des INFORAMA auf dem Schwand soll mittel- bis längerfristig auf die Rütli verschoben werden, weil der generelle Trend in Richtung des Bio-Landbaus auch eine Verschiebung und Verlagerung des Mengengerüsts zur Folge haben wird und damit auch eine Integration von Bio-Lehrinhalten für alle Lernenden gefördert wird. Voraussetzung für eine Verschiebung auf die Rütli ist die örtliche Nähe zu einem biologisch geführten Landwirtschaftsbetrieb.

Der im Folgenden beschriebene Masterplan beruht auf den zum Zeitpunkt der Erstellung vorliegenden Grundlagen und Rahmenbedingungen. Aufgrund der langen Zeitspanne und der bestehenden Vielzahl an Einflussfaktoren sind die getroffenen Annahmen sowie der Masterplan in regelmässigen Abständen zu überprüfen und ggf. anzupassen.

Periodische
Überprüfung

7.1 Ermittlung SOLL-Bedarf und räumliche Anforderungen

Die generellen Raumanforderungen und ermittelten Flächen stellen Richtgrössen dar. Die Flächenermittlung für Standardräume basiert auf den aktuellen Lektionen- und Lernenden-, respektive Klassenzahlen unter der Vorgabe von Optimal- oder Maximalauslastungen. Die Flächen für die Beratung wurden im Sinne des Zukunftsszenarios ebenfalls inkludiert. Um die notwendige Fläche zu ermitteln, wurde die Anzahl an Beratenden unter «Administrationsflächen» berücksichtigt.

Methodik zur
Ermittlung der
Flächen

Die Ermittlung des SOLL-Bedarfs erfolgt auf konzeptioneller Ebene, um die Phasengerechtigkeit und angemessene Flexibilität in der weiteren Planung zu gewährleisten. Die angegebenen Flächen sind gerundet und als Grobflächenbedarf zu verstehen.

In der Flächenermittlung sind keine räumlichen Reserven eingerechnet. Zusätzliche Kapazitäten wären entsprechend nur auf betrieblicher Ebene durch die Erhöhung der Auslastung möglich.

Keine räumlichen
Reserven

Mit der Flächenermittlung SOLL wird der Bedarf an Hauptnutzflächen ermittelt. Wie unter Kapitel 4.1 beschrieben sind aus diesem Grund folgende Räume nicht erhoben worden, da diese den Nebennutzflächen zuzuschreiben sind: Sanitärflächen (Toiletten- und Duschanlagen), Funktionsflächen (Haustechnikräume, Serverräume, weitere Funktionsflächen), Verkehrsflächen und Konstruktionsflächen.

Erhebungsgrundlag
e Hauptnutzflächen
(HNF)

Die Berufsfachschule weist Flächenbedarfe auf, welche eine Infrastruktur benötigen, die frühzeitig in den Planungsprozess mit aufgenommen werden muss. Die Flächen sind in ihrer Dimension stark abhängig vom Standort. Verpachtete Flächen, welche nicht vom INFORAMA genutzt werden, sind in der Flächenermittlung nicht berücksichtigt. Das Mensa-Angebot soll jeweils allen Lernenden und Beschäftigten am Standort zur Verfügung stehen.

Die Ermittlung stützt sich, wo vorhanden, auf die Kennwerte aus der Schulraumstrategie. Sind strategisch keine Kennwerte vorgegeben, werden auf Basis der Schulstrategie INFORAMA, über Vergleichsprojekte und Erfahrungswerte Kennzahlen angenommen. Die Ermittlung erfolgt bezogen auf alle Standorte des INFORAMA resp. den entsprechenden Nutzenden.

Grundlagen
Kennwerte

Erschwerend für die Erfassung des SOLL-Bedarfs ist der sogenannte «Winter-Peak». Dieser führt zu einer jahreszeitlich unterschiedlichen Auslastung. Aufgrund der Besonderheit der Saisonalität der Ausbildung am INFORAMA ergibt sich in der Auslastung der Räumlichkeiten ein «Winterpeak». Um diesen im Raumbedarf abzubilden, wurde die Abweichung pro Semester vom mittleren Raumbedarf (Normalauslastung) ermittelt. Der mittlere Bedarf, resp. die mittleren Schultage pro Semester, wurden mit den tatsächlichen Schultagen pro Semester verglichen. Als Zeiträume wurden für das Wintersemester Mitte Oktober bis Dezember und Januar bis Mitte März definiert. Für das Sommersemester wurde Mitte März bis Juni und August bis September betrachtet. Die Ferienzeiten wurden nicht berücksichtigt. Dieser Bedarf ist heute bereits in den bestehenden IST-Flächen vorhanden und muss auch zukünftig zur Abbildung des Winterpeaks vorhanden sein.

Abweichung
Schulraumstrategie

Auf dieser Basis wurde der prozentuale Bedarf Winterpeak für den Nutzungstyp «Bildung» ermittelt und, zusätzlich zum gemäss Schulraumstrategie ermittelten SOLL-Bedarf, wie folgt berücksichtigt:

— «Rütti»	+19 %
— «Berner Oberland»	+30 %
— «Seeland»	+38 %

Berechnungsgrundlage des prozentualen Bedarfes Winterpeak sind die Flächen für «Nutzungsneutrale Unterrichtsräume» und «Flächen Lernende».

Je nach Entwicklung des Bildungssystems für die berufliche Grundbildung (linear anstatt progressiv) kann der ermittelte Mehrbedarf reduziert werden. Der Mehrbedarf für die Höhere Berufsbildung und Weiterbildung Landwirtschaft wird unabhängig davon bestehen bleiben, da diese Bildungsgänge aufgrund der starken Saisonalität in der Landwirtschaft (Vegetationsperiode) auch in Zukunft vor allem im Winterhalbjahr nachgefragt werden.

Zukünftig zu erwartender Mehrbedarf durch Erweiterungen und Ergänzungen des bestehenden Bildungsangebotes des INFORAMA ist zu gegebener Zeit einzurechnen.

Erweiterung
Bildungsangebot

In den Auslastungsberechnungen wurde die Dauer einer Lektion (Wochenlektion WL) für den theoretischen wie auch den praktischen Unterricht mit 45 Minuten definiert.

Definition Dauer
der Lektionen

7.1.1 SOLL Aus- und Weiterbildungsangebot INFORAMA

Die Ermittlung des Bedarfs basiert auf dem Aus- und Weiterbildungsangebot des INFORAMA (Stand 2020), angepasst auf das Ziel INFORAMA 2030/35.

Die sieben Standorte sollen künftig auf drei Kompetenzzentren an den Standorten «Rütti» (Zollikofen), «Seeland» und «Berner Oberland» konzentriert werden. An diesen Standorten ist das INFORAMA vor Ort, heisst nahe bei Kundinnen und Kunden sowie Lernenden. Die Bestvariante «Kompetenzzentren» geht zudem davon aus, dass die bäuerlich-

Bestvariante
«Kompetenzzentren»

hauswirtschaftlichen Fachschulen des Berner Oberlandes und des Waldhofs zusammengeführt und am Standort Rütli vereint werden. Zudem sollen die Kapazitäten der Bio-Schule Schwand auf der Rütli einberechnet werden. Im Weiteren sollen die Angebote am Standort Rütli weiter konzentriert werden, indem die Nutzungen von der Molkereistrasse ebenfalls auf die Rütli verlagert werden.

7.1.2 SOLL Tagungsinfrastruktur INFORAMA

Als Basis für die Berechnung der notwendigen Flächen für Tagungsinfrastrukturen an den drei Standorten können die folgenden Eckwerte definiert werden:

- «Rütli» 300 Personen (erweiterbar auf 500)
- «Berner Oberland» 150 Personen (erweiterbar auf 250)
- «Seeland» 150 Personen (erweiterbar auf 250)

Als Kennwert pro Person kann von 1,2m² für Reihenbestuhlung und 1,7m² für Parlamentsbestuhlung ausgegangen werden. Die Auslegung erfolgt auf dem tieferen Wert für die Maximalbelegung und ergibt den höheren für die Normalbelegung. Bestehenden Tagungsinfrastrukturflächen wurden berücksichtigt und werden weiterhin genutzt.

Um eine möglichst gute Auslastung und flexible Nutzung zu gewährleisten, werden flexible Raumstrukturen wie beispielsweise teilbare oder zusammenschaltbare Klassenzimmer und Multifunktionsräume zu prüfen sein, so dass eine synergetische Nutzung gemeinsam mit der HAFL möglich wird.

Flexible
Raumstrukturen

7.1.3 SOLL Beratung INFORAMA

Auf die gegenwärtig laufende Erarbeitung des strategisch-räumlichen Betriebskonzeptes des INFORAMA mit den zukünftigen Infrastruktur-Investitionen haben die Bedürfnisse der Beratung nur einen sekundären Einfluss.

Ob den Beratungsteams in den Regionen die nötigen Räumlichkeiten wie bisher in kantonalen Gebäuden oder eventuell in gemieteten Räumen zur Verfügung gestellt werden, ist von sekundärer Bedeutung. Damit dem INFORAMA-Grundsatz «Bildung- und Beratung unter einem Dach» nachgelebt werden kann, ist eine räumliche Nähe zu den Bildungsangeboten in den Regionen jedoch erwünscht.

Räumliche Nähe zu
Bildungsangeboten

Wenn mit anderen Organisationen wie den Agrotreuhandstellen, den Waldabteilungen, der IG Dinkel usw. (Standorte Waldhof und Emmental) regionale landwirtschaftliche Kompetenzzentren gebildet werden können, kann dies für die Kunden (Bauernfamilien) gegebenenfalls einen Vorteil darstellen. Es ist zu erwarten, dass mit der Aufgabe der Standorte Emmental und Waldhof (ev. auch Oeschberg) auch andere Institutionen einen neuen Standort suchen werden.

Verschiedene
Angebote unter
einem Dach

Digitalisierung in
der Beratung

Wie weit das Zeitalter der Digitalisierung und die daraus entstehenden neuen Möglichkeiten die Beratungstätigkeit verändern werden, ist schwierig voraus zu sehen. Die neuen Möglichkeiten der digitalen Kommunikation werden jedoch zweifellos auch in der Beratungstätigkeit Einzug halten. Videokonferenzen, Webinare und Farminare werden neue Horizonte öffnen.

In ein paar Jahren lässt sich beurteilen, ob die räumliche Nähe zu den Bauernfamilien in den Regionen vermehrt auch digital von grösseren Zentren aus wahrgenommen werden könnte oder dies gar erwartet wird. Ob dadurch eine Angliederung der INFORAMA-Beratung an die drei landwirtschaftlichen Bildungszentren vollzogen werden könnte, muss zu gegebener Zeit beurteilt werden. Um eine Vorstellung über einen möglichen Endzustand zu haben, werden diese räumlichen Überlegungen im nachfolgenden Kapitel mitberücksichtigt.

7.2 Vergleich räumlicher Bedarf IST-SOLL

Im folgenden Kapitel wird der aktuelle Raumbestand IST, welcher aus der standortabhängigen Gesamtbetrachtung der Hauptnutzflächen hervorgegangen ist, mit dem ermittelten SOLL-Bedarf verglichen und qualifiziert.

Flächenvergleich
IST – SOLL

Die Gegenüberstellung ist nach den Nutzungstypen «Bildung», «Beratung» und «Hotellerie» gegliedert. Es wird die Gesamtfläche und die Aufteilung auf die drei Standorte Rütli, Berner Oberland und Seeland dargestellt. Wo nötig werden neu entstehende oder anzupassende räumliche und/oder betriebliche Anforderungen beschrieben.

Gliederung nach
Nutzungstypen und
Standorten

Die Aufstellung orientiert sich an der Schulraumstrategie 2030. Die Beratungsflächen wurden anhand der Grundlagen Administrationsflächen BBL ermittelt. Die Flächen Hotellerie sind separat ausgewiesen.

Berechnungsgrundl
agen

Da es sich beim vorliegenden Konzept um strategische Überlegungen handelt, wurden die Flächenangaben auf die Bearbeitungstiefe angepasst und jeweils auf die nächsten 50m² aufgerundet.

Rundung

Der IST/SOLL-Vergleich zeigt, dass an den drei Standorten der Kompetenzzentren insgesamt deutlich mehr Flächen für die «Bildung» und im Endzustand auch für die «Beratung» benötigt werden. Der Flächenbedarf «Hotellerie» geht leicht zurück, da die Flächenanforderungen im IST und SOLL für die Rütli und das Seeland gleich bleiben, im Berner Oberland jedoch wegfallen (Verschiebung Bäuerlich-hauswirtschaftliche Bildung auf die Rütli).

Flächenbedarf
«alle Standorte»

SOLL – Bedarf INFORAMA «alle Standorte»

		IST *	SOLL **
	Nutzungstypen	Fläche HNF	Fläche HNF
1	Bildung	14'500 m ²	20'550 m ²
2	Beratung	950 m ²	1'400 m ²
3	Hotellerie	1'250 m ²	1'000 m ²
	TOTAL	16'700 m²	22'950 m²

*Nutzfläche IST gemäss Factsheets INFORAMA und Verifizierung AGG

**SOLL-Bedarf gemäss Schulraumstrategie 2030 und INFORAMA, inkl. Mehrbedarf Winterpeak

Tabelle 5: IST-SOLL Vergleich – Alle Standorte INFORAMA

Aufgrund der Verschiebung der bäuerlich-hauswirtschaftlichen Bildung auf die Rütli nimmt der Flächenbedarf im SOLL gegenüber dem Flächenangebot IST deutlich zu. Zudem ist das Flächenangebot von der Molkereistrasse für den Endzustand ebenfalls auf dem Hauptstandort Rütli eingerechnet (Verschiebung). Dadurch entsteht auf der Rütli ein erheblicher Mehrbedarf. Über eine Machbarkeitsstudie wird zu prüfen sein, inwiefern dieser durch Erweiterungs- und Neubauten, oder durch Reduktion von Drittnutzungen erfüllt werden kann.

Flächenbedarf
«Rütli»**SOLL – Bedarf «Rütli»**

		IST *	SOLL **
	Nutzungstypen	Fläche HNF	Fläche HNF
1	Bildung	7'550 m ²	13'300 m ²
2	Beratung	450 m ²	750 m ²
3	Hotellerie	600 m ²	600 m ²
	TOTAL	8'600 m²	14'650 m²

*Nutzfläche IST gemäss Factsheets INFORAMA und Verifizierung AGG

**SOLL-Bedarf gemäss Schulraumstrategie 2030 und INFORAMA, inkl. Mehrbedarf Winterpeak

Tabelle 6: IST-SOLL-Analyse mit Umverteilung Rütli

Aufgrund der Verschiebung der bäuerlich-hauswirtschaftlichen Bildung auf die Rütli geht der Flächenbedarf am Standort Berner Oberland für die «Bildung» rund 5% zurück und das Übernachtungsangebot wird obsolet. Zudem soll die Beratungstätigkeit Alp- und Berglandwirtschaft in Zusammenarbeit mit Agroscope am Standort Berner Oberland in den nächsten Jahren ausgebaut werden. Dafür wurden entsprechende Flächen bei der Bedarfserhebung eingerechnet.

Flächenbedarf
«Berner Oberland»**SOLL – Bedarf «Berner Oberland»**

		IST *	SOLL **
	Nutzungstypen	Fläche HNF	Fläche HNF
1	Bildung	2'950 m ²	3'100 m ²
2	Beratung	300 m ²	250 m ²
3	Hotellerie	250 m ²	0 m ²
	TOTAL	3'500 m²	3'350 m²

*Nutzfläche IST gemäss Factsheets INFORAMA und Verifizierung AGG

**SOLL-Bedarf gemäss Schulraumstrategie 2030 und INFORAMA, inkl. Mehrbedarf Winterpeak

Tabelle 7: IST-SOLL-Analyse mit Umverteilung Berner Oberland

Der Flächenbedarf SOLL am Standort «Seeland» übersteigt das heutige Raumangebot um rund 5%.

Flächenbedarf
«Seeland»

Für den Ausbau des nationalen Kompetenzzentrums Gemüse (NKG) wurden zusätzlich im SOLL-Bedarf Büroräumlichkeiten für die Agroscope mit 5 Arbeitsplätzen sowie für die HAFL mit 2 Arbeitsplätzen vorgesehen.

SOLL – Bedarf «Seeland»

		IST *	SOLL **
	Nutzungstypen	Nutzfläche	Nutzfläche
1	Bildung	4'000 m ²	4'150 m ²
2	Beratung	200 m ²	400 m ²
3	Hotellerie	400 m ²	400 m ²
	TOTAL	4'600 m²	4'950 m²

*Nutzfläche IST gemäss Factsheets INFORAMA und Verifizierung AGG

**SOLL-Bedarf gemäss Schulraumstrategie 2030 und INFORAMA, inkl. Mehrbedarf Winterneak

Tabelle 8: IST-SOLL-Analyse mit Umverteilung Seeland

Die Ermittlung des Bedarfs an Sporthallen erfolgt aufgrund der Anzahl Wochenlektionen Sport aller zu Sportunterricht verpflichteten Bildungsangebote. Gemäss Schulraumstrategie ist eine Belegung von über 45 Wochenlektionen zu vermeiden. Das INFORAMA weist insgesamt einen Bedarf von 2 Sporthallen aus, um den Vorgaben der Schulraumstrategie zu entsprechen. Für die räumlichen Anforderungen wird auf die Planungsgrundlagen des BASPO verwiesen.

Berechnungsgrundl
age Sportangebot

Durch eine allfällige gemeinsame Nutzung der Sportanlagen mit weiteren Schulen bestehen Synergiepotenziale.

Die bestehende Sporthalle an der Molkereistrasse (Rütti) wird auch bei einem Rückzug auf die Rütti weiterhin genutzt. Da der Bedarf eine Sporthalle übersteigt, müssen entweder eine betriebliche Lösung gefunden oder Synergien mit umliegenden Institutionen gesucht werden.

Sportangebot
«Rütti»

Am Standort Berner Oberland besteht heute eine Mietlösung mit benachbarten Institutionen. Da der Bedarf lediglich rund 30% einer Vollnutzung beträgt, wird das heutige Konzept sinnvollerweise weiterverfolgt.

Sportangebot
«Berner Oberland»

Der Standort Seeland ist bereits heute mit einem Sportraum ausgestattet, der allerdings kein volles Sporthallenangebot abbildet. Da der Bedarf jedoch nur bei rund 35% einer Vollnutzung liegt, wird nicht mit einem Ausbau des Angebotes gerechnet.

Sportangebot
«Seeland»

Zur Ermittlung der Aussenräume bzw. allfälliger Aussensportanlagen bestehen seitens des Kanton Bern keine Vorgaben. Es wird empfohlen, ortsspezifisch bei Vorhandensein von nutzbaren Aussenflächen sinnvolle Aussensportanlagen zu prüfen und gegebenenfalls einzuplanen. Für die Projektierung wird auf die Norm «101 Freianlagen» des BASPO verwiesen.

Aussensportanlage
n

7.3 Investitionsphasen pro Standort

7.3.1 Investitionsphasen «Rütti»

Am Standort «Rütti» soll in vier verschiedenen Etappen investiert werden. Für eine Standortstärkung der Rütti und den Ausbau als Kompetenzzentrum «bäuerliche Hauswirtschaft und Lebensmittel» sind vorgängig mittels einer Machbarkeitsstudie das Potenzial des Gesamtareals zu überprüfen und mögliche Synergiepotenziale mit den Kooperationspartnern vor Ort (insbesondere HAFL) zu eruieren.

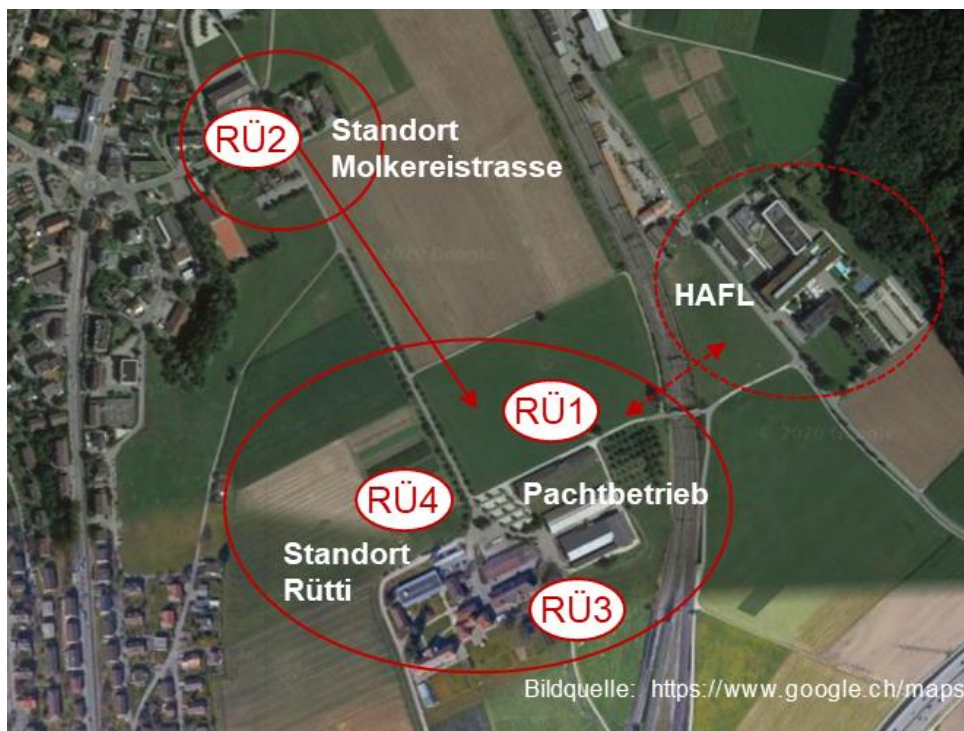


Abbildung 10: Geplante Phasen Standort Rütti

Kompetenzzentrum «bäuerliche Hauswirtschaft und Lebensmittel»

Planung & Erstellung Neubau bäuerlich-hauswirtschaftliche
Fachschule (Infrastruktur Spezialräume)

Vorbedingung: Bedarfsklärung / Schnittstelle HAFL

Zieltermin: 2028

RÜ1

Am Standort Rütti – mit strategischer Partnerschaft zur HAFL – soll als erster Investitionsschritt das künftige Kompetenzzentrum «bäuerliche Hauswirtschaft und Lebensmittel» des INFORAMA realisiert werden. Dazu sind zeitgemässe Infrastrukturen mit Unterrichts- und Spezialräumen (Schulküche, Vorbereitungs- und Lebensmittellagerräume, Schulgarten, etc.) auf der Rütti zu realisieren. Es ist von einem Neubau auszugehen, sofern die Machbarkeitsstudie kein weiteres Nutzungspotenzial in bestehenden Räumlichkeiten aufzeigt. Parallel zur Machbarkeitsstudie ist durch das INFORAMA unter Einbezug weiterer Kooperationspartner das Raumprogramm zu definieren.

RÜ1
Kompetenzzentrum
«bäuerliche
Hauswirtschaft und
Lebensmittel»

Aufgrund der Situation am Standort Waldhof und dem für 2028 geplanten Auszug der Berufsfachschule Langenthal wird der Zieltermin der Fertigstellung für das Kompetenzzentrum «bäuerliche Hauswirtschaft und Lebensmittel» auf 2028 datiert. Sobald die Flächen auf der Rütli bereitstehen, erfolgt der Umzug der bäuerlich-hauswirtschaftlichen Fachschulen von den Standorten Waldhof und Berner Oberland.

Konzentration auf Hauptstandort «Ersatz Molkereistrasse» RÜ2

Umzug von Molkereistrasse

Vorbedingung: Machbarkeitsstudie / Bereitstellung Flächen
am Standort Rütli

Zieltermin: 2030

Am Standort «Zollikofen» soll eine Bereinigung der Flächen im Sinne einer Konzentration auf die Lokalität Rütli erfolgen und die heute parallel genutzten Flächen an der Molkereistrasse an den Kanton zurück oder andere Nutzende weitergegeben werden, sobald ein entsprechender Ersatzneubau auf der Rütli besteht. Hierfür sind im Rahmen der Machbarkeitsstudie entsprechende Flächenpotenziale zu ermitteln. Der Umzug der Molkereistrasse auf die Rütli wird auf das Jahr 2030 angesetzt.

RÜ2 «Ersatz
Molkereistrasse»

Ausbau Flächen Bildung RÜ3

Bereitstellen Flächen SOLL-Bedarf für Nutzungsneutrale

Unterrichtsräume/ Lernende & Lehrpersonen

Vorbedingung: Wissensökonomie, veränderte Lern-/Arbeitsformen

Zieltermin: 2030

Für den ermittelten Soll-Bedarf des Nutzungstyps «Bildung» sind entsprechende Flächen auf der Rütli bereit zu stellen. Parallel zur Machbarkeitsstudie ist durch das INFORAMA unter allfälligem Einbezug neuer Konzepte zu Lern- / und Arbeitsformen das Raumprogramm für den Mehrbedarf zu definieren.

RÜ3 «Ausbau
Flächen Bildung»

Weitere strategische Entwicklungen RÜ4

Anpassung und Schaffung von Flächen für Tagungsinfrastruktur,
Parkierung etc.

Vorbedingung: Machbarkeitsstudie

Zieltermin: 2028

Die bestehende Unterkapazität der Parkplatzsituation am Standort INFORAMA Rütli sowie die Modernisierung der Tagungsinfrastrukturen werden koordiniert mit der Situation an der HAFL den Gegebenheiten angepasst und aufgrund der höheren Nutzung erweitert. Zieltermin ist eine Fertigstellung parallel zum Umzug der Hauswirtschaftsschulen an die Rütli im Jahr 2028.

RÜ 4 «Weitere
strategische
Entwicklungen
(Parkierung &
Tagungsinfra-
strukturen)»

7.3.2 Investitionsphasen «Berner Oberland»

Für den Standort «Berner Oberland» wurden zwei verschiedene Investitionsetappen definiert. Um langfristig tragbare Investitionsentscheide treffen zu können, ist vorgängig mittels einer Machbarkeitsstudie das Potenzial des Gesamtareals zu prüfen. Auf dieser Basis können zur Bereinigung des Standortes für die einzelnen Gebäudeteile entsprechende Entscheide getroffen werden. Für den Ausbau zu einem Kompetenzzentrum «Alp- und Berglandwirtschaft» können diese von Sanierungsmassnahmen über Ersatzneubauten bis hin zu Neubauten reichen.

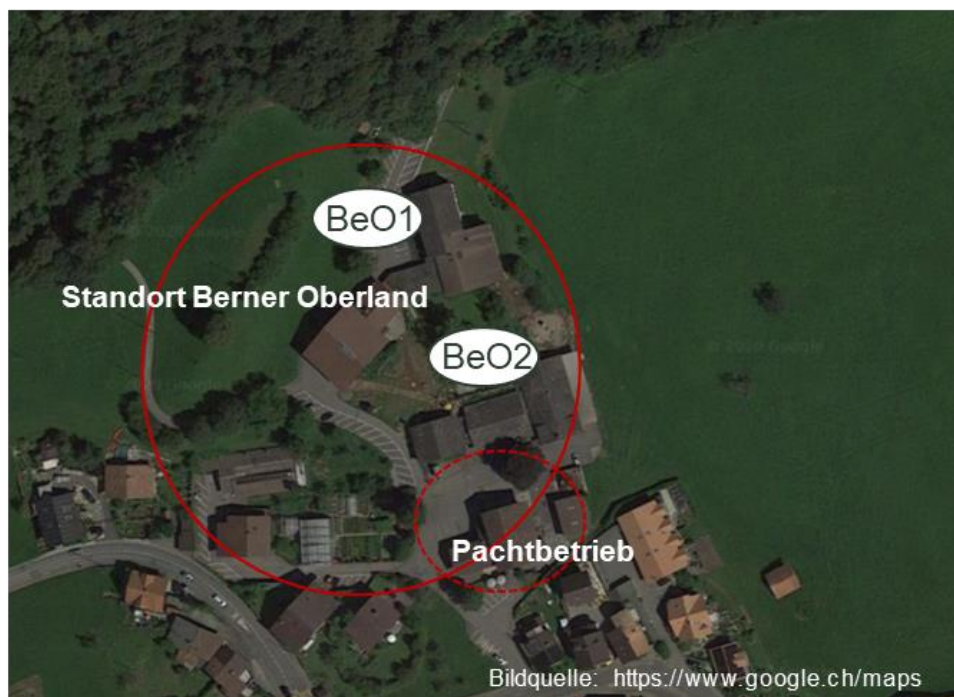


Abbildung 11: Geplante Phasen Standort Berner Oberland

Bereinigung Unterrichtsräume / Tagungsstrukturen		BeO1
Umnutzung und Erneuerung		
Vorbedingung:	Machbarkeitsstudie und Auszug bäuerlich-hauswirtschaftliche Fachschule	
Zieltermin:	2028	

Nach dem Auszug der bäuerlich-hauswirtschaftlichen Fachschule im Jahr 2028 auf die Rütli können basierend auf dem Ergebnis der Machbarkeitsstudie die Flächen bereinigt und ein zeitgemässes Angebot an Unterrichtsräumen und Tagungsstrukturen am Standort Berner Oberland geschaffen werden. Die notwendigen Massnahmen reichen von Umnutzung bis Erneuerung und werden auf Basis der Machbarkeitsstudie definiert. Zieltermin für die Umsetzung ist ab 2028.

BeO1 «Bereinigung
Unterrichtsräume /
Tagungsstrukturen
»

Kompetenzzentrum Alp- und Berglandwirtschaft

Weitere Bedürfnis- und Schnittstellenklärung

Vorbedingung: Kooperationspartner und
Finanzierungsmodell

Zieltermin: 2035

BeO2

Für den Ausbau zum «Kompetenzzentrum Alp- und Bergwirtschaft» ist vorgängig mittels einer Machbarkeitsstudie das Potenzial des Gesamtareals zu überprüfen und mögliche Synergiepotenziale und Zusammenarbeit mit den Kooperationspartnern zu eruieren. Die Ergebnisse sind in der zu erwartenden Gesamtinstandsetzung inkl. Erneuerungen bis 2035 zu berücksichtigen.

BeO2
«Kompetenzzentrum
m Alp- und
Berglandwirtschaft
»

7.3.3 Investitionsphasen «Seeland»

Am Standort «Seeland» wurden drei Investitionsetappen definiert. Da der Standort weniger komplex oder gewachsen ist und die Phase 1 «Konviktgebäude» bereits in Planung ist, kann voraussichtlich auf eine Machbarkeitsstudie verzichtet und direkt in die Phase Projektdefinition / Raumprogramm gestartet werden.

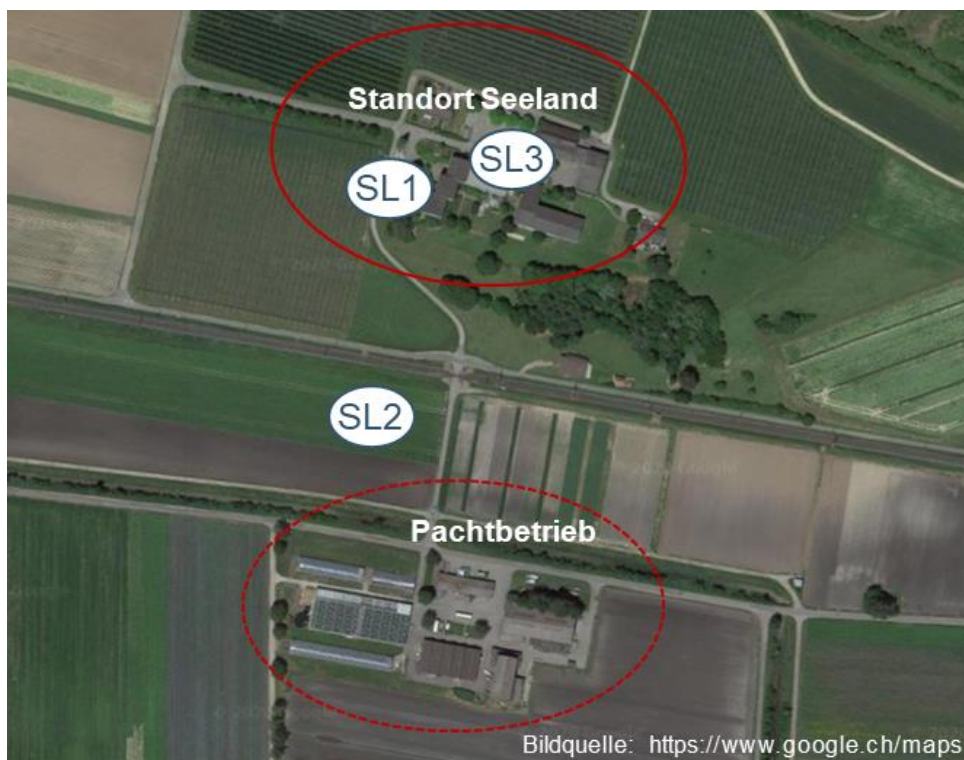


Abbildung 12: Geplante Phasen Standort Seeland

Erneuerung Konviktgebäude

Planung und Umsetzung Erneuerung

Vorbedingung: Bedarfsklärung erfolgt

Zieltermin: 2025 (Baubeginn)

SL1

SL1 «Erneuerung
Konviktgebäude»
Seite 78

Als erster Meilenstein des Masterplans INFORAMA 2035 wurde bereits im Vorfeld die Erneuerung des Konviktsgebäudes initiiert. Die Planung ist soweit abgeschlossen. Nach der Freigabe durch die entsprechenden politischen Gremien kann ab 2025 mit der Erneuerung begonnen werden.

Nationales Kompetenzzentrum Gemüse (NKG)

SL2

Weitere Bedürfnis- und Schnittstellenklärung

Vorbedingung: Kooperationspartner, Finanzierungsmodell

Zieltermin: 2025

Für den Ausbau als «nationales Kompetenzzentrum Gemüse» sind vorgängig mögliche Synergiepotenziale und Zusammenarbeitsformen mit den Kooperationspartnern definitiv festzulegen. Die Ergebnisse sind in der zu erwartende Gesamtinstandsetzung inkl. Erneuerungen in den Jahren 2030 bis 2035 zu berücksichtigen.

SL2 «Nationales Kompetenzzentrum Gemüse»

Erneuerung Bildung

SL3

Anpassung an veränderte Bildungsformen

Vorbedingung: Wissensökonomie, veränderte Lern-/Arbeitsformen

Zieltermin: 2030 bis 2035

Für die zu erwartende Gesamtinstandsetzung werden im Hinblick auf den Nutzungstyp «Bildung» Sanierungsmassnahmen bzw. Ersatzneubauten erwartet. Hierfür ist durch das INFORAMA unter allfälligem Einbezug neuer Konzepte zu Lern- / und Arbeitsformen das Raumprogramm zu definieren. Zieltermin ist der Zeitraum 2030 bis 2035.

SL3 «Erneuerung Bildung»

7.4 Zeitliche Umsetzungsplanung

Die vorgesehenen Zielzeiträume und Prozesse für die Umsetzung der verschiedenen Phasen pro Standort wurden in den vorhergehenden Kapiteln skizziert und wo möglich terminlich fixiert. Im Sinne einer Übersicht über alle Phasen und Standorte des Masterplans sind diese in der folgenden Übersicht skizziert (vgl. grössere Darstellung im Anhang **Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.**). Der notwendige Vorlauf ist den vorhergehenden Kapiteln zu entnehmen und mit den zuständigen Stellen abzustimmen.

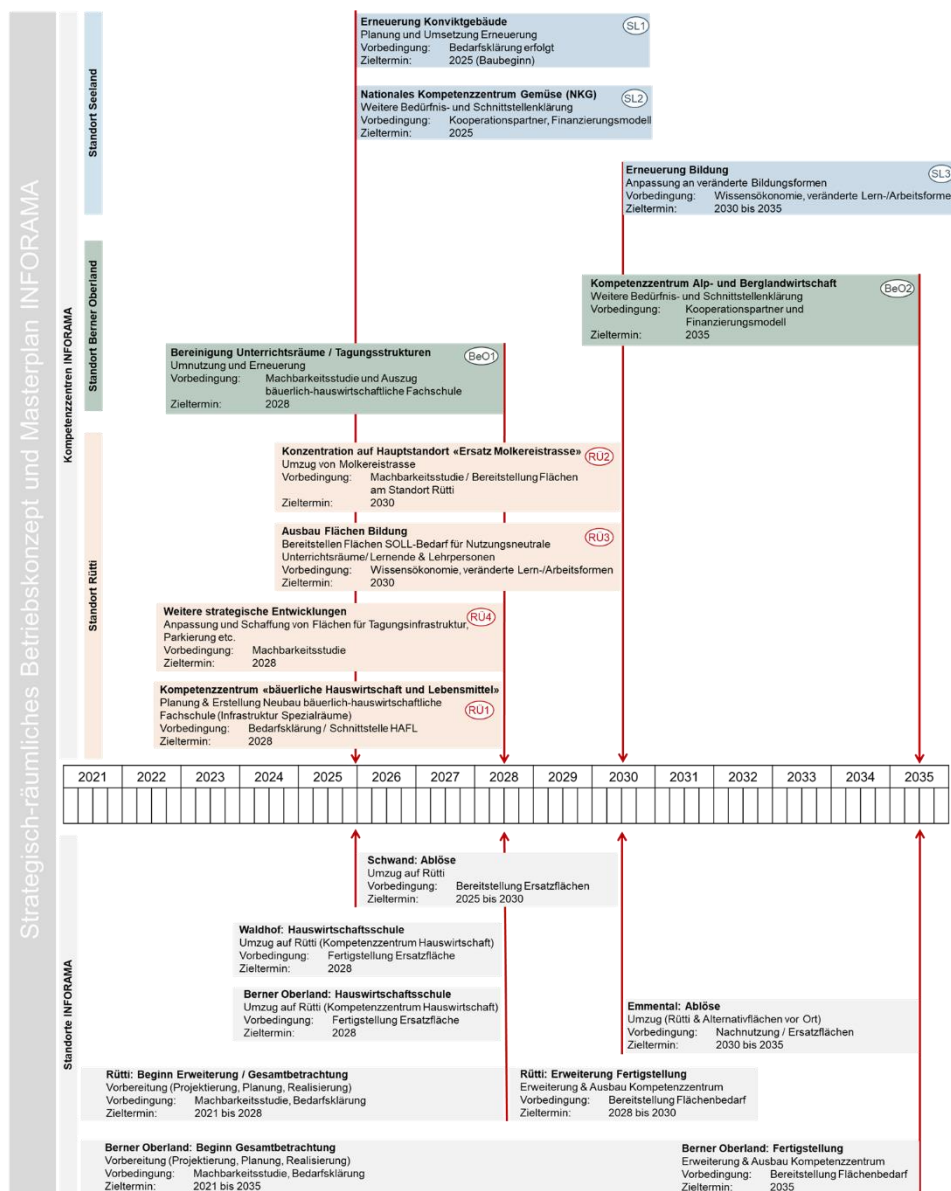
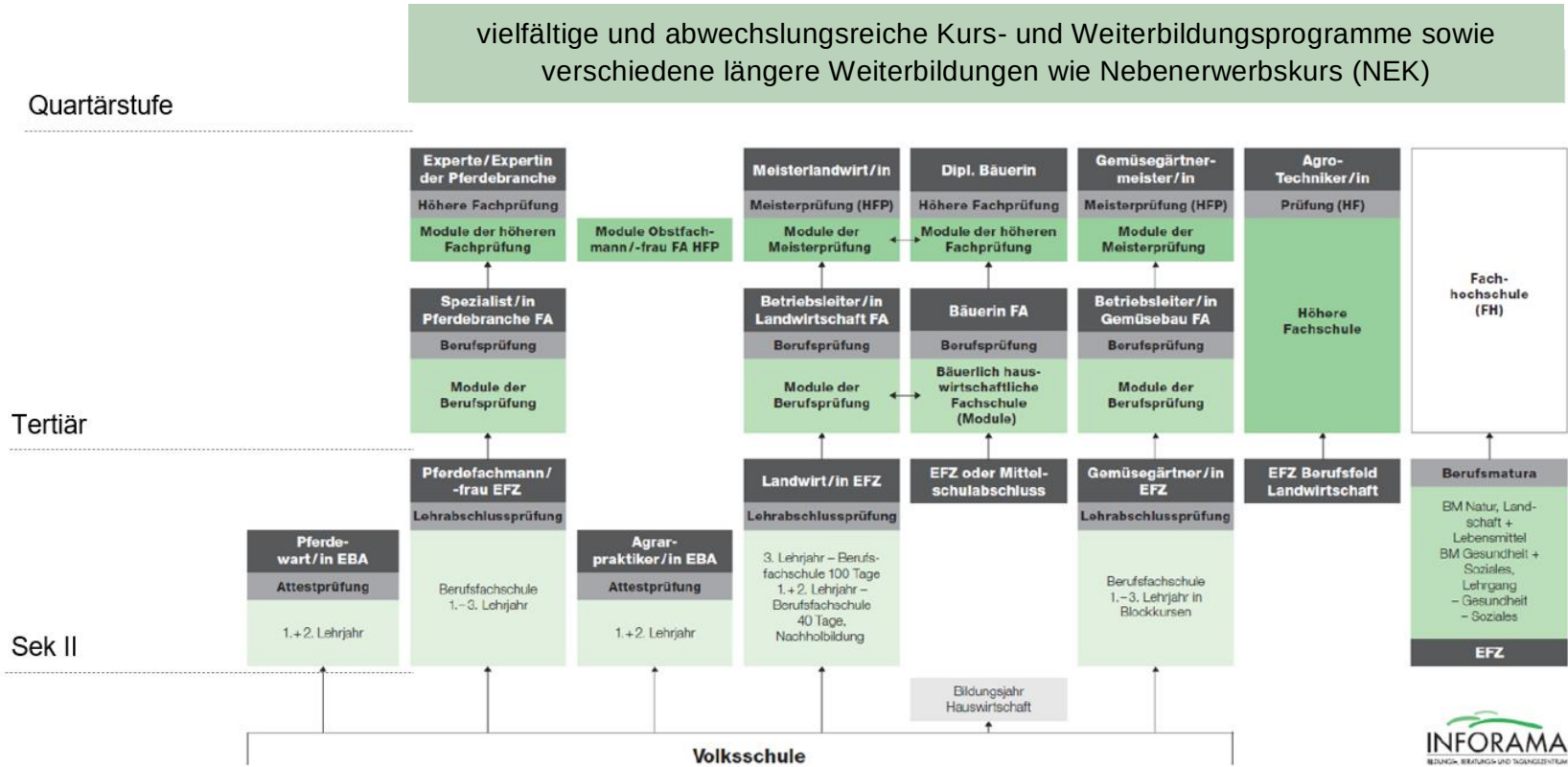


Abbildung 13: Übersicht Phasen Masterplan

8. Genehmigung

Der vorliegende Bericht wurde auf Basis des gemeinsamen Prozesses zur Erarbeitung eines strategisch-räumlichen Betriebskonzeptes erstellt. Der Inhalt und die Empfehlungen zu den Szenarien wird der Projektleitung, dem Gesamtprojektausschuss und dem Steuerungsausschuss vorgelegt und anschliessend vom Steuerungsausschuss genehmigt.

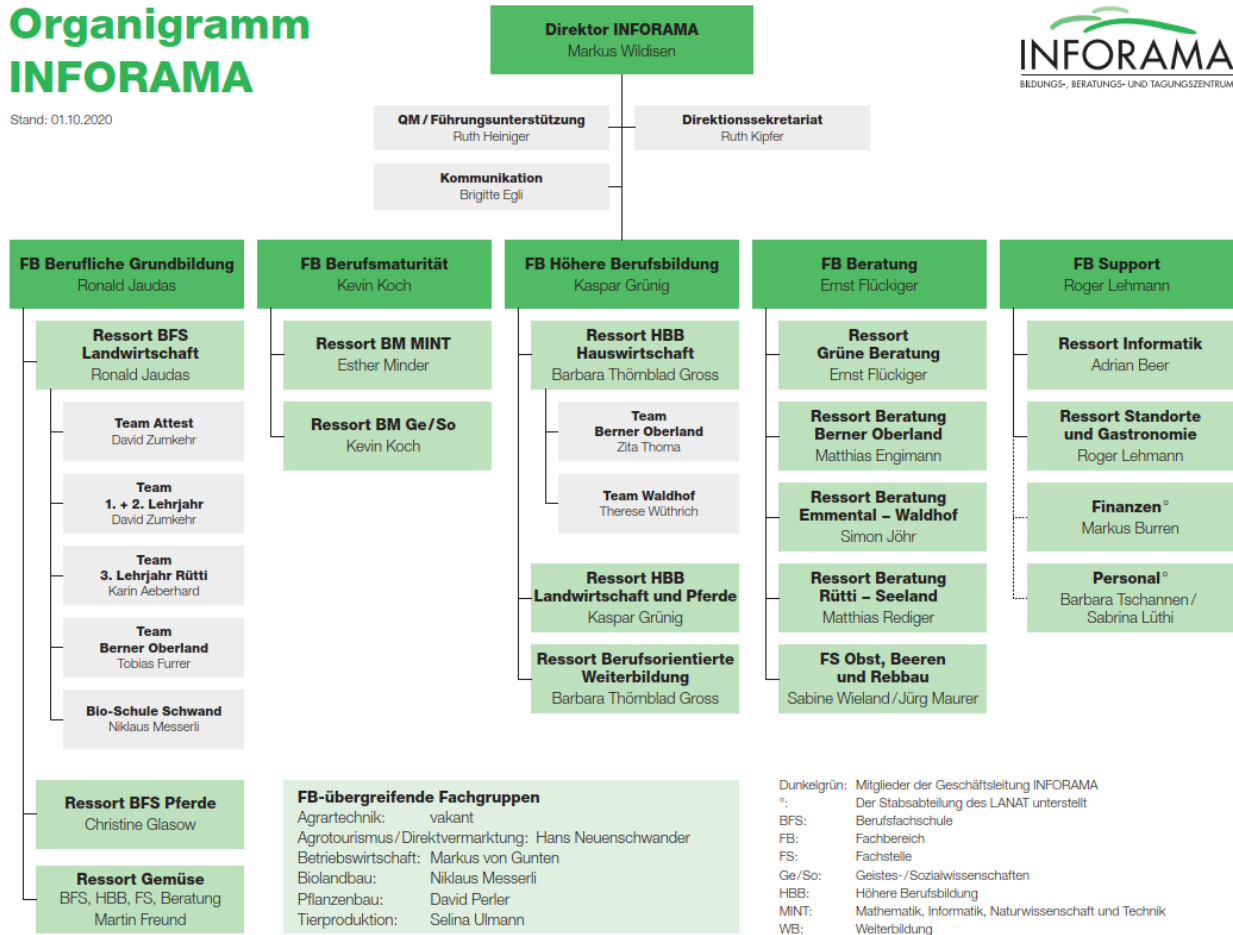
A1 Bildungsangebot INFORAMA



A2 Organigramm INFORAMA

Organigramm INFORAMA

Stand: 01.10.2020



A3 Übersicht Aus- und Weiterbildungsangebote INFORAMA

Rüti Landwirtschaft

4 Kl. Landwirt/in EFZ 3. Lj., Klassen 3a, b, c, d, Quartal 1 + 4
4 Kl. Landwirt/in EFZ 3. Lj., Klassen 3a, b, c, d, Quartal 2 + 3, 2 Vollzeitblöcke
1 Kl. Landwirt/in EFZ 3. Lj., Klassen 3i und 3 H = total 4 Vollzeitböcke für 2 Klassen
1 Kl. Agrotechniker/in HF 1. Jahr
2 Kl. Agrotechniker/in HF 2. Jahr
1 Kl. Agrotechniker/in HF 3. Jahr
1 Kl. Ausbildung Betreuung im ländlichen Raum
1 Kl. Wahlflächer Quartal 2 + 3
1 Kl. Betriebsleiter/in Landw. FA Spezialmodule

Molkereistrasse Landwirtschaft

2 Kl. Landwirt/in EFZ 1. Lj.
3 Kl. Landwirt/in EFZ 2. Lj.
1 Kl. verkürzte Lehre Landwirt/in EFZ
1 Kl. Nachholbildung Landwirt/in EFZ, 1. Jahr
1 Kl. Nachholbildung Landwirt/in EFZ, 2. Jahr
1 Kl. Nachholbildung Landwirt/in EFZ, 3. Jahr
2 Kl. Agrarpraktiker/in EBA 1. Lj.
3 Kl. Agrarpraktiker/in EBA 2. Lj.
2 Kl. Meisterlandwirt/in HFP 2. Jahr
2 Kl. Meisterlandwirt/in HFP 3. Jahr
1 Kl. Betriebsleiter/in Landw. FA 1. Jahr Jahres-BLS
2 Kl. Betriebsleiter/in Landw. FA 1. Jahr
3 Kl. Betriebsleiter/in Landw. FA 2. Jahr
1 Kl. Betriebsleiter/in Landw. FA Spezialmodule

Molkereistrasse Pferdeberufe

2 Kl. Pferdefachmann/frau EFZ 1. Lj.
2 Kl. Pferdefachmann/frau EFZ 2. Lj.
2 Kl. Pferdefachmann/frau EFZ 3. Lj.
1 Kl. Pferdewart/in EBA 1. Lj.
1 Kl. Pferdewart/in EFZ 2. Lj.
1 Kl. Spezialist/in Pferdebranche FA B+D

Berner Oberland Landwirtschaft

1 Kl. Landwirt/in EFZ 2. Lj.
1 Kl. Landwirt/in EFZ 3. Lj. bis auf 4 Einzeltage, alle Lektionen in Quartal 2 und 3
2 Kl. Nachholbildung Landwirt/in EFZ 1. Jahr
1 Kl. Nachholbildung Landwirt/in EFZ, 2. Jahr
1 Kl. Nachholbildung Landwirt/in EFZ, 3. Jahr
1 Kl. Kräuter-Seminar
1 Kl. Betriebsleiter/in Landw. FA 2. Jahr
1 Kl. Nebenerwerbskurs

Berner Oberland Hauswirtschaft

1 Kl. Bäuerin FA, VZ Herbstkurs
1 Kl. Bäuerin FA, VZ Winterkurs
1 Kl. Bäuerin FA, bb

Emmental Landwirtschaft

1 Kl. Landwirt/in EFZ 1. Lj.
1 Kl. Landwirt/in EFZ 2. Lj.
1 Kl. Kräuter-Seminar
1 Kl. Betriebsleiter/in Landw. FA 1. Jahr
1 Kl. Nebenerwerbskurs

Waldhof Landwirtschaft

1 Kl. Landwirt/in EFZ 1. Lj.
1 Kl. Landwirt/in EFZ 2. Lj.

Waldhof Hauswirtschaft

1 Kl. Bildungsjahr Hauswirtschaft
2 Kl. Bäuerin FA, bb

Seeland Gemüsegärtner/in

1 Kl. Gemüsegärtner/in EFZ 1. Lj., Unterricht in Blöcken, vgl. Übersicht
2 Kl. Gemüsegärtner/in EFZ 2. Lj., Unterricht in Blöcken, vgl. Übersicht 1
1 Kl. Gemüsegärtner/in EFZ 2. Lj., Unterricht in Blöcken, vgl. Übersicht 2
1 Kl. Betriebsleiter/in Gemüsebau 1 Jahr vgl. Module Berufs- und Meisterprüfung Gemüse

Schwand Landwirtschaft

1 Kl. Landwirt/in EFZ 1. Lj.
1 Kl. Landwirt/in EFZ 2. Lj.
1 Kl. verkürzte Lehre Landwirt/in EFZ
2 Kl. Landwirt/in EFZ Schwerpunkt Biolandbau 3.Lj. 1.+4. Quartal, 5x 1 Woche
2 Kl. Landwirt/in EFZ Schwerpunkt Biolandbau 3.Lj. 2.+3. Quartal, 15x 1 Woche
2 Kl. Nebenerwerbskurs

Oeschberg Obstbau

1 Kl. Spezialmodule Obstbau Feldobstbau, Obstverarbeitung, Brennerei, Bio-Obst

Rüti Berufsmaturitätsschule

2 Kl. BM Natur, Landschaft + Lebensmittel, VZ
1 Kl. BM Natur, Landschaft + Lebensmittel, bb, 1. Jahr
1 Kl. BM Natur, Landschaft + Lebensmittel, bb, 2. Jahr
3 Kl. BM G+S: Gesundheit, VZ
2 Kl. BM G+S: Gesundheit, bb, 1. Jahr
2 Kl. BM G+S: Gesundheit, bb, 2. Jahr
2 Kl. BM G+S: Soziale Arbeit, VZ
2 Kl. BM G+S: Soziale Arbeit, bb, 1. Jahr
1 Kl. BM G+S: Soziale Arbeit, bb, 2. Jahr

A4 Regionale Bedingungen

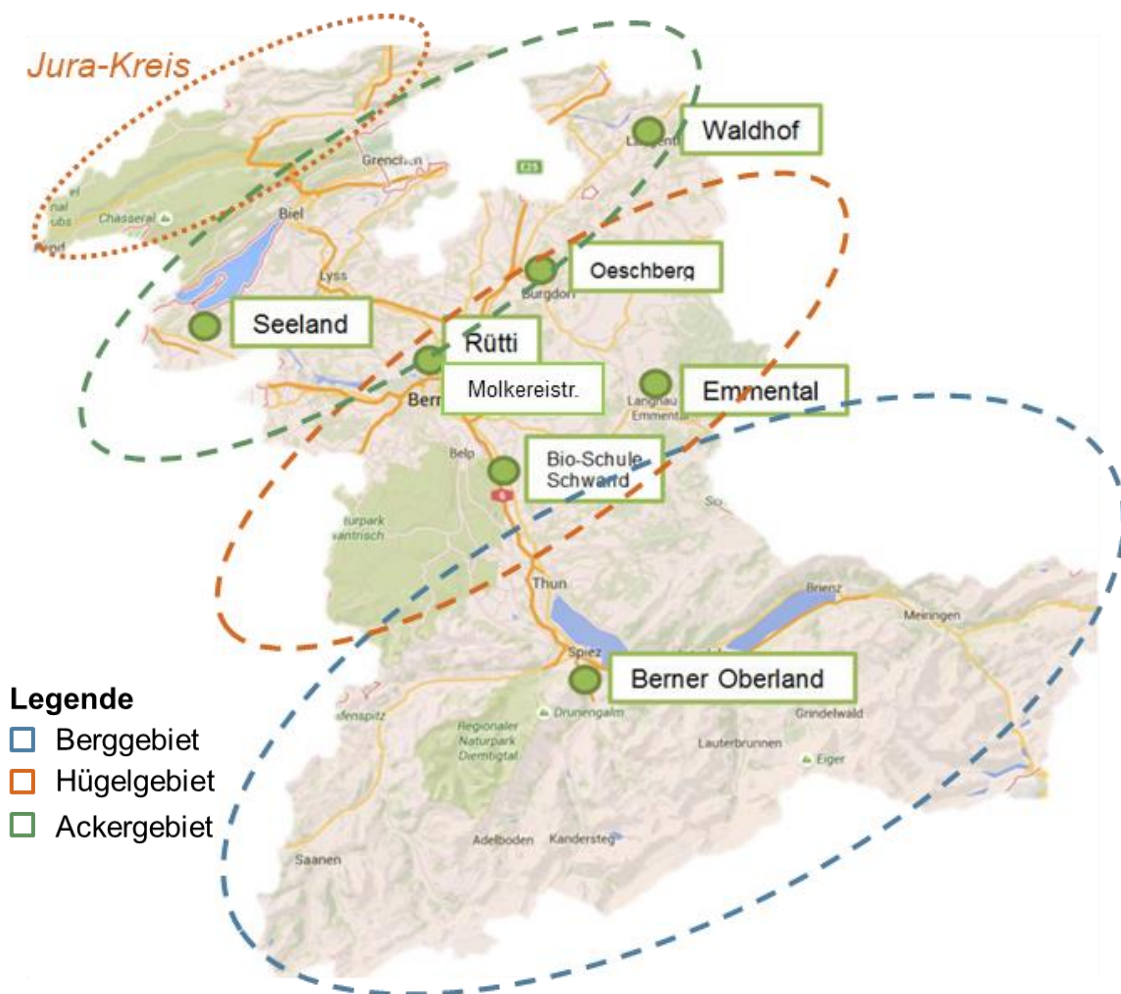
Regionale Bedingungen

Natur & Topografie

- Berggebiet (Berg- & Alpwirtschaft / Tierhaltung)
- Hügelgebiet (Futterbau / Tierhaltung)
- Ackerbaugebiet (Tal / Ackerbau & intensive Tierhaltung)

Kultur & Nutzung

- Spezialkulturen (Gemüse, Obst, Beeren, Reben)
- Intensive Tierhaltung & Ackerbau
- Grünland-Nutzung (Tierhaltung & Futterbau)



A5 Kompetenzvermittlung Theorie

Kompetenzvermittlung Theorie (Schulbetrieb)

Präsenzunterricht

- Unterschiedliche Modelle (national vorgegeben, Annahme Freiräume zur Gestaltung des Angebotes weiterhin vorhanden): Tag pro KW / Blockkurse pro Jahr
- Erreichbarkeit / Distanzen (2.5h)
- Auslastung (Infrastruktur / Personal)

Alternativ (Präsenzunterricht – Fernunterricht)

- Digitalisierung und betriebliche Lösungsalternativen Nutzen von Chancen durch Digitalisierung für neue Lernformen (z.B. Präsenzzeiten & E-Learning in lokalen Lerngruppen, Hol-Lektionen)
- Nutzung der Infrastrukturen anderer Berufsschulen
- Kollaborationsmöglichkeiten resp. Konkurrenzverhältnisse zu anderen Schulen im angrenzenden Gebiet

A6 Kompetenzvermittlung Praxis

Kompetenzvermittlung Praxis (Landwirtschaftsbetrieb)

Verpachtete Landwirtschaftsbetriebe

- Die Landwirtschaftsbetriebe sind heute verpachtet. Leistungen der Landwirtschaftsbetriebe für Unterricht, Beratung, Kurse werden entschädigt und sind vertraglich geregelt (Leistungsvereinbarungen).
- Flexibilität, Zusammenarbeit, Personenabhängigkeit, Preis/Leistung, spezifisches Angebot

Alternativen (Kantonal – Pacht mit LV – Privat)

- Rückkehr zu kantonal geführten Betrieben (z.B. für angewandte Forschung analog anderer Kantone)
- Kein Pachtbetrieb (Emmental: Zusammenarbeit ohne Leistungsvereinbarung auf Basis guter Kontakte mit lokalen Betrieben)
- Flexible Kurzverträge mit geeigneten Betrieben (Ausschreibung über INFORAMA)

A7 Kompetenzvermittlung Beratung & Sicherstellung lokale/regionale Verankerung

Kompetenzvermittlung Beratung & Sicherstellung der lokalen/regionalen Verankerung

- **Lokales/regionales Beratungsangebot beibehalten**
Das lokale/regionale Beratungsangebot wird beibehalten und ggf. geschärft und ausgebaut (z.B. Themen, Gebiete etc.)
- **Aufbau von «dezentralen Beratungs-Hubs»**
Aufbau von INFORAMA Service-Zentren für Kunden in der Region, ggf. in Kombination mit Angebot für lokalen Lerngruppen, Arbeitskreisen etc.
- **Ausbau lokaler/regionaler Netzwerke**
Verstärkung der lokalen/regionalen Netzwerke über Arbeitskreise, Betriebsbesichtigungen etc.

A8 IST-SOLL Analyse Rütli, Berner Oberland und Seeland

SOLL – Bedarf «Rütli»

	Raumtypen (gemeinsame Nutzung)	IST * Flächen HNF	SOLL ** Flächen HNF
1	Bildung	7'550 m²	13'300 m²
	Nutzungsneutrale Unterrichtsräume + Flächen Lernende, Lehrpersonen	3'900 m²	6'750 m²
	Nutzungsneutrale Unterrichtsräume	3'900 m ²	3'650 m ²
	Mehrbedarf (Winterpeak)		650 m ²
	Flächen Lernende, Lehrpersonen	inkl.	2'050 m ²
	Mehrbedarf (Winterpeak)		400 m ²
	Spezialräume	2'250 m²	3'700 m²
	Gewächshaus	300 m ²	850 m ²
	Maschinendemohalle, Mehrzweckhalle, Schulwerkstatt, Schreinerei	1'850 m ²	1'850 m ²
	Bienenhaus	100 m ²	100 m ²
	Hauswirtschaftsschule	0 m ²	900 m ²
	Mensa / Cafeteria	750 m²	1'450 m²
	Essraum		600 m ²
	Küche		700 m ²
	Aufenthalt Selbstversorger		150 m ²
	Tagungen	650 m²	650 m²
	Grosser Saal	650 m ²	650 m ²
	Aula***	0 m ²	200 m ²
	Lagerflächen	0 m²	tbd
	Administration		750 m²
	Sporthalle	vgl. Kap. 7.2	vgl. Kap. 7.2
2	Beratung	450 m²	750 m²
3	Hotellerie	600 m²	600 m²
	TOTAL	8'600 m²	14'650 m²

* Nutzfläche IST gemäss Factsheets INFPORAMA und Verifizierung AGG

** SOLL-Bedarf gemäss Berechnungen anhand Schulraumstrategie 2030 und INFORAMA

*** inkl. in Tagungsraum

SOLL – Bedarf «Berner Oberland»

	Raumtypen (gemeinsame Nutzung)	IST * Flächen HNF	SOLL ** Flächen HNF
1	Bildung	2'950 m²	3'100 m²
	Nutzungsneutrale Unterrichtsräume + Flächen Lernende, Lehrpersonen	1'000 m²	1'200 m²
	Nutzungsneutrale Unterrichtsräume	1'000 m ²	750 m ²
	Mehrbedarf (Winterpeak)		150 m ²
	Flächen Lernende, Lehrpersonen	inkl.	200 m ²
	Mehrbedarf (Winterpeak)		100 m ²
	Spezialräume	1'850 m²	950 m²
	Haushaltungsschule	900 m ²	0 m ²
	Mehrzweckgebäude	550 m ²	550 m ²
	Gewächshaus	200 m ²	200 m ²
	Schulkäserei, Käselager	200 m ²	200 m ²
	Mensa / Cafeteria		350 m²
	Essraum		150 m ²
	Küche		200 m ²
	Tagungen	0 m²	350 m²
			300 m ²
	Aula***	inkl.	50 m ²
	Lagerflächen		tbd
	Administration	100 m²	250 m²
	Sekretariat	100 m ²	
	Sporthalle	vgl. Kap. 7.2	vgl. Kap. 7.2
2	Beratung	300 m²	240 m²
3	Hotellerie	250 m²	0 m²
	TOTAL	3'500 m²	3'340 m²

* Nutzfläche IST gemäss Factsheets INFPORAMA und Verifizierung AGG

** SOLL-Bedarf gemäss Berechnungen anhand Schulraumstrategie 2030 und INFORAMA

*** inkl. in Tagungsraum

SOLL – Bedarf «Seeland»

	Raumtypen (gemeinsame Nutzung)	IST * Flächen HNF	SOLL ** Flächen HNF
1	Bildung	4'000 m²	4'150 m²
	Nutzungsneutrale Unterrichtsräume + Flächen Lernende, Lehrpersonen	1'050 m²	950 m²
	Nutzungsneutrale Unterrichtsräume	1'050 m ²	500 m ²
	Mehrbedarf (Winterpeak)		150 m ²
	Flächen Lernende, Lehrpersonen	inkl.	200 m ²
	Mehrbedarf (Winterpeak)		100 m ²
	Spezialräume	2'150 m²	2'150 m²
	Maschinenhalle	600 m ²	600 m ²
	Gewächshaus	1'550 m ²	1'550 m ²
	Mensa / Cafeteria	800 m²	800 m²
	Essraum		50 m ²
	Küche		60 m ²
	Tagungen	inkl.	inkl.
	Grosser Saal (inkl. bei Mensa/Cafeteria)	inkl.	inkl.
	Aula		50 m ²
	Lagerflächen		tbd
	Administration	inkl.	250 m²
	Sporthalle	vgl. Kap. 7.2	vgl. Kap. 7.2
2	Beratung	200 m²	400 m²
3	Hotellerie	400 m²	400 m²
	TOTAL	4'600 m²	4'950 m²

* Nutzfläche IST gemäss Factsheets INFOPORAMA und Verifizierung AGG

** SOLL-Bedarf gemäss Berechnungen anhand Schulraumstrategie 2030 und
INFORAMA

*** inkl. in Tagungsraum

A9 Übersicht Phasen Masterplan

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.

